

I N T R O D U C T I O N

L'activité économique mondiale enregistre une légère décélération de sa croissance en 2005, suite à l'abandon progressif, dans plusieurs zones, des politiques macroéconomiques expansionnistes et à la flambée des cours du pétrole.

Les économies américaine et chinoise demeurent la locomotive de la dynamique planétaire. Dans leur sillage, l'économie mondiale croît de 4,8% contre 5,1% en 2004.

Progressant deux fois plus vite que la production, le commerce international de marchandises a continué à donner de l'élan à la croissance mondiale.

L'expansion mondiale a profité à toutes les zones, à l'exception des principales économies de la zone euro pénalisées par des difficultés économiques d'ordre structurel et conjoncturel.

Le continent africain, dans son ensemble, enregistre une consolidation de sa richesse, en liaison avec la poursuite des politiques macroéconomiques prudentes et la vigueur des exportations, notamment de pétrole et des produits de base.

Le marché international des produits de base révèle, en 2005, une flambée des cours de pétrole brut et une bonne orientation des cours des principaux produits à l'instar du sucre, du minerai de fer, du caoutchouc naturel, du café, du minerai de manganèse et de l'or, malgré le recul des cours des bois tropicaux en grumes, du cacao et de l'huile de palme.

L'activité économique nationale se consolide à 3,0%, en 2005, en raison d'un environnement international favorable, caractérisé par la hausse des cours des principaux produits d'exportation.

En dépit d'un léger tassement de la production pétrolière, l'expansion reste soutenue par un secteur hors pétrole dynamique.

Le secteur primaire accuse un relâchement lié aux mauvaises performances des filières pétrolière et forestière et ce, malgré les résultats remarquables enregistrés par l'activité minière, favorisée par la conjoncture sidérurgique internationale.

La croissance du secteur secondaire s'accélère dans le sillage des Autres industries, des Industries agroalimentaires, des Industries du bois, du Raffinage ainsi que de l'Eau et Electricité, du BTP et de la Recherche et services pétroliers. Cette embellie est fortement liée, entre autres, au contexte électoral, aux investissements entrepris dans le cadre des fêtes de l'indépendance, à la fermeté de la demande extérieure des bois transformés.

L'amélioration du secteur tertiaire résulte essentiellement de l'augmentation de l'activité de ses branches motrices, à savoir les Services, le Commerce et les Transports et télécommunications.

Sur le plan des finances publiques, l'exécution du budget en 2005 dégage un excédent primaire en hausse suite à la forte amélioration des recettes pétrolières. Dans le même temps, le solde global se renforce, en raison de la réduction nette des instances au Trésor et des arriérés sur les intérêts.

Concernant les comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements est positif. L'accroissement des réserves officielles, la variation d'arriérés extérieurs et le rééchelonnement de la dette ont permis de financer ce solde.

Corrélée à l'évolution du secteur réel et des finances publiques, la situation monétaire large à fin décembre 2005 se distingue par un accroissement de la masse monétaire, une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets, un recul du crédit intérieur, une nette amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) envers le système bancaire et une détente de la politique monétaire dans une optique de soutien à la croissance.

Le dynamisme de l'activité économique nationale se solde par une légère amélioration de l'emploi global.

En 2005, la politique économique du gouvernement est axée sur la mise en place d'une croissance saine et durable, le respect des engagements pris auprès des institutions financières internationales et la matérialisation du pacte national de solidarité et de développement.

Première partie

**L'Environnement
International**

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I-1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2005

Après une excellente année 2004, l'activité mondiale a été moins vigoureuse en 2005. Elle a néanmoins maintenu un rythme de progression soutenu, avec une croissance de 4,8% en 2005 contre 5,1% en 2004. Deux facteurs principaux ont sous-tendu cette décélération : l'abandon progressif, dans plusieurs zones, des politiques macroéconomiques expansionnistes et la flambée des cours du pétrole.

Les économies américaine et chinoise sont demeurées les principales locomotives de l'expansion mondiale. Par ailleurs, la dynamique expansive amorcée en Inde et dans d'autres pays à forte croissance économique, notamment les pays producteurs de matières premières, a largement contribué à soutenir l'activité économique mondiale en 2005.

Le commerce mondial des marchandises, en raison d'une forte demande mondiale en matières premières et en produits manufacturés, est demeuré solide (7,5% après 11% en 2004).

La politique monétaire dans la plupart des grands pays industrialisés est restée prudente en vue de soutenir la croissance.

Le marché du travail s'est légèrement amélioré en dépit d'un maintien de taux de chômage relativement élevés dans la plupart des pays développés.

I.1.1. L'activité

L'économie mondiale a maintenu son expansion. Cette embellie a été bénéfique à la majorité des grandes zones, à l'exception notable des principales économies de la zone euro pénalisées par des difficultés économiques d'ordre structurel et conjoncturel.

La croissance américaine a amorcé un ralentissement à 3,5% contre 4,2% en 2004. Les Etats-Unis ont néanmoins enregistré le taux de croissance le plus élevé des pays du G7. Cette expansion a été soutenue par une forte augmentation des revenus, une amélioration du marché du travail et un accroissement de la productivité en dépit des effets négatifs de l'ouragan Katrina sur l'économie.

Au Japon, l'économie a poursuivi son redressement en 2005. Le pays enregistre ainsi une croissance de 2,7% contre 2,3% l'année précédente. Le relèvement de la demande intérieure soutenue par l'amélioration du marché du travail a été le moteur de cette évolution.

Dans la zone euro, la croissance est demeurée atone avec un accroissement du PIB à 1,3% contre 2,1% en 2004. La reprise des exportations allemandes et celle,

quoique timide, de l'investissement des entreprises n'ont pas permis de sortir la croissance de la zone de son sentier traditionnel. Celle-ci a été pénalisée, principalement, par la faiblesse de la demande intérieure finale et la contribution négative du commerce extérieur.

L'Allemagne, la France et l'Italie progressent respectivement de 0,9%, 1,4% et 0,1%. Les pays du sud de l'Europe : l'Espagne et la Grèce bénéficient de meilleurs résultats avec des taux de croissance respectifs de 3,4% et 3,7%. La Grande Bretagne a enregistré son taux de croissance le plus faible (1,8%), depuis 1992.

Dans les pays émergents d'Europe, l'activité est restée dynamique malgré les risques de surchauffe observés dans certains d'entre eux, suite à la hausse exceptionnelle du crédit et à l'envolée du prix de l'immobilier. En Russie, notamment, l'économie est restée bien orientée avec une croissance de 6,4% contre 7,2% en 2004.

Les pays en développement dans leur grande majorité ont su tirer profit de la bonne tenue de l'économie mondiale en 2005. Ainsi, les données consolidées des pays émergents et en développement affichent une évolution de 7,2%.

L'activité en Asie émergente, influencée principalement par l'économie chinoise, a cru de 8,6%. La Chine et l'Inde, soutenus par leur forte demande intérieure, les investissements et le dynamisme du secteur manufacturier (en Chine) et celui des technologies de l'information (en Inde), ont progressé respectivement de 9,9% et 8,3%.

En Amérique latine, l'expansion est restée vigoureuse, en phase avec les politiques macroéconomiques appliquées et la bonne tenue des cours mondiaux de produits de base. Toutefois, le fléchissement de la demande intérieure dans certains pays a contribué à ramener la croissance à 4,3% contre 5,6% un an plus tôt.

Ainsi, le Brésil et le Mexique ont vu leur taux de croissance ralentir respectivement à 2,3% et 3%.

En Argentine, la bonne récolte des produits agricoles, l'amélioration de la production et de la compétitivité des entreprises, combinée à une hausse des exportations (16%), ont favorisé un accroissement de 9,2% du PIB.

L'amélioration des termes de l'échange et de la production pétrolière a permis au Moyen-orient de bénéficier d'importantes recettes pétrolières. Dans ce contexte, la croissance est restée bien orientée, soit 5,9% contre 5,4% en 2004. Ainsi, les Produits intérieurs bruts de l'Arabie saoudite, de l'Iran et des Emirats arabes unis croissent respectivement de 6,5%, 5,9% et 8%.

Le continent africain, dans son ensemble, a connu une évolution favorable de son PIB, en liaison avec la poursuite des politiques macroéconomiques prudentes

dans certains pays et la vigueur des exportations vers les pays industrialisés. La richesse produite a cru de 5,2% après 5,5% en 2004.

Globalement, les pays producteurs de pétrole et des métaux ont tiré partie de l'amélioration des cours et de la forte demande mondiale. Ainsi, l'Algérie, le Nigeria et l'Angola ont obtenu des taux de croissance respectifs de 5,3%, 6,9% et 15,7%.

Les pays non producteurs d'hydrocarbures ont enregistré des tendances diverses.

En effet, si certains ont profité de l'amélioration des termes de l'échange, d'autres par contre ont subi les effets négatifs liés à la flambée du baril de pétrole, ce qui y a occasionné une hausse de la facture énergétique. Ainsi, l'Afrique du sud affiche une croissance de 4,9% tandis que le Maroc décélère avec un taux de croissance de 1,8% après 4,2% en 2004.

En zone CEMAC, la situation macroéconomique a été marquée par une décélération de la croissance économique, avec une hausse du PIB réel évaluée à 3,9% contre 6,8% en 2004. Ce ralentissement de l'activité économique, qui est intervenu dans un contexte international caractérisé par une amélioration notable des termes de l'échange (+28,5%), procède fondamentalement de la baisse du rythme d'accroissement de la production pétrolière (3,2% en 2005 contre 24% en 2004), en dépit de la bonne tenue du secteur non pétrolier.

Par pays, l'expansion s'est traduite comme suit : Cameroun (2,4% contre 3,6% en 2004), République Centrafricaine (2,6% contre 1,8% en 2004), Congo (7,7% contre 3,6% en 2004), Gabon (3% contre 1,4% en 2004), Guinée Equatoriale (9,3% contre 30% en 2004), Tchad (7,7% contre 33,2% l'année précédente).

I.1.2. L'emploi

L'expansion de l'économie mondiale, en 2005, ne s'accompagne que d'une légère amélioration du marché du travail. En effet, le nombre de sans emploi reste relativement élevé dans la plupart des pays. Ainsi, la lutte contre le chômage reste une priorité des gouvernements.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage s'est maintenu à 5,1% de la population active à fin décembre 2005 contre 5,5% en 2004. Pour toute l'année, environ deux millions d'emplois ont été créés.

Au Japon, le chômage poursuit son rythme baissier amorcé en 2003. L'emploi total a progressé de 0,4% en 2005 après 0,2% un an plus tôt. L'accroissement significatif des dépenses des ménages (+32%) a contribué à l'amélioration des performances des entreprises qui ont ainsi relevé leur offre d'emplois.

Dans la zone euro, le taux de chômage a légèrement baissé à fin décembre pour se situer à 8,6% contre 8,9% l'année précédente. L'Allemagne et la France affichent respectivement des taux de chômage de 9,5% et 9,2%.

Les meilleurs résultats sont enregistrés par l'Espagne qui réduit son taux de chômage à 8,5% contre 10,3% un an plus tôt.

Au Royaume-Uni, le nombre de demandeurs d'emploi est à nouveau en augmentation à 5% contre 4,6% en 2004.

I.1.3. L'inflation

En 2005, l'inflation globale mondiale est remontée légèrement en réaction à la hausse des cours du pétrole. Toutefois, les effets induits de cette hausse ne se sont pas matérialisés. Ainsi, dans les grands pays industrialisés l'inflation a été maîtrisée à cause notamment des bonnes anticipations inflationnistes et des augmentations salariales modérées. Par contre, les tensions inflationnistes ont augmenté dans les pays émergents.

Ainsi, dans les économies avancées, l'inflation a été contenue à 2,3%.

Aux Etats-Unis, en dépit de la persistance des risques inflationnistes liés aux prix du pétrole (effet de second tour) et aux tensions sur les facteurs de production (recul du chômage et augmentation du taux d'utilisation des capacités de production), l'inflation reste contenue à 3,4%, en moyenne annuelle.

La désinflation importée grâce à l'appréciation de l'euro face au dollar américain et la situation du marché du travail, peu propice aux dérapages salariaux, ont permis le maintien à 2,2% de l'inflation dans la zone euro.

Respectivement, l'Allemagne, la France et l'Italie ont connu une inflation moyenne annuelle de 1,9%, 1,9% et 2,3%.

Le Japon enregistre un taux de -0,3% en 2005.

En Afrique, l'inflation moyenne est de 8,5% en 2005 tandis que les pays en développement d'Asie ont affiché un taux de 3,6%.

I.1.4. Les Finances Publiques

Au regard des déficits accumulés, l'année 2005 s'est achevée sur une légère amélioration en matière d'assainissement des finances publiques dans les principaux pays riches. Les taux d'endettement restent néanmoins élevés en dépit de la rigueur budgétaire souhaitée.

Aux Etats-Unis, la dégradation des finances publiques s'est poursuivie. En effet, le poids de la dette fédérale reste supérieur à 35% du PIB et le déficit atteint toujours des seuils élevés.

Selon Eurostat, le déficit public de la zone euro se monte à 2,4% en 2005 contre 2,8% en 2004. Toutefois, le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB est resté inchangé à 47% ; l'amélioration enregistrée repose uniquement sur une

hausse des recettes publiques à 45% du PIB. D'autre part, le ratio dette publique par rapport au PIB a augmenté, pour se situer à 70,8% en 2005 contre 69,8% en 2004.

En Allemagne, le déficit budgétaire a atteint 3,5% du PIB, en baisse par rapport à 2004 où il s'élevait à 3,7%. Ainsi, pour la quatrième année consécutive, l'Allemagne n'a pas respecté le critère de 3% fixé par le pacte de stabilité européen.

Dans la zone euro, les déficits publics les plus élevés ont été observés au Portugal (6%) et en Grèce (4,5%).

I.1.5. Les taux d'intérêt

La politique monétaire dans les principaux pays industrialisés a consisté à un relèvement progressif des taux d'intérêt afin de contrer une dérive inflationniste.

Ainsi, aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale Américaine (Fed) a relevé son taux directeur au mois de décembre pour la treizième fois depuis juin 2003, le taux à 4,25%.

Dans la zone euro, la BCE a revu à la hausse son taux à 2,25% pour la première fois depuis 2003.

Les taux longs ont baissé dans la plupart des grands pays. Aux Etats-Unis, il est de 2,20%, en Allemagne de 2,94%, en France de 4,35%. Par contre, les taux ont progressé au Japon (2,78%) et au Royaume-Uni.

I.1.6 Le commerce extérieur

Le commerce mondial de marchandises, avec un taux de progression estimé à 7,1%, constitue un soutien continu de la croissance économique mondiale. Les flux commerciaux, en dépit d'une décélération sur l'année, progressent deux fois plus vite que la production mondiale. Toutefois, cette évolution s'est accompagnée d'un renforcement des déséquilibres extérieurs notamment aux Etats-Unis et dans certains pays de la zone euro.

Le déficit commercial américain a avoisiné 600 milliards d'euros, soit une hausse de 17,5% sur un an. Ce déficit trouve ses contreparties en Chine qui a accru de 25%, en un an, ses exportations vers les Etats-Unis.

Dans la zone euro, l'excédent commercial avec le reste du monde a reculé en 2005, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers. Selon Eurostat, il passe ainsi de 71,5 milliards d'euros à 23,4 milliards d'euros en 2005.

Dans ce contexte, le commerce extérieur allemand s'est néanmoins bien porté. Ce pays a ainsi exporté pour 756 milliards d'euros de biens. Son excédent commercial a dépassé 100 milliards d'euros.

La France a exporté pour 350 milliards d'euros de marchandises. Mais son commerce extérieur a été pénalisé par la structure de ses exportations et par la volatilité des cours du pétrole et des autres produits dérivés. En conséquence, le pays a enregistré un déficit commercial annuel de 26 milliards d'euros.

En Asie, la croissance rapide et soutenue de la production en Chine et en Inde s'est accompagnée d'une augmentation spectaculaire de la part de l'Asie dans les exportations mondiales de marchandises.

En Amérique latine, l'excédent commercial brésilien a atteint 44,8 milliards de dollars en 2005, soit 32,8% de plus qu'en 2004. Le commerce extérieur brésilien a été dopé par les exportations de produits agricoles et de certains biens industriels.

I.1.7. Le marché de change

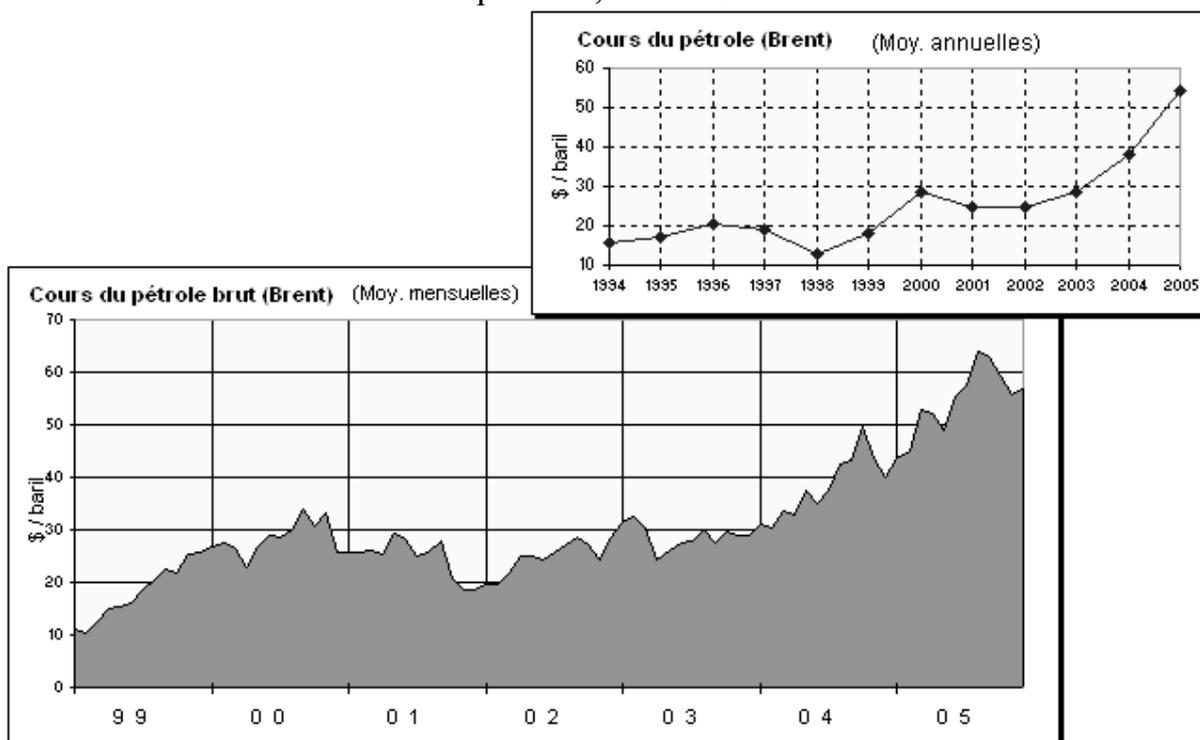
En 2005, les taux de change des monnaies occidentales n'ont pas évolué dans le même sens que celui des déséquilibres globaux. Le cours du dollar américain s'est relativement redressé vis à vis de l'euro et du yen. Ceci n'a pas facilité la réduction du déficit américain. Toutefois, à fin décembre, l'euro a continué son appréciation par rapport aux autres devises. Ainsi, il a gagné 0,36% face au dollar et 0,84% face à la livre sterling.

Les réserves de change de la Chine ont atteint 818,9 milliards de dollars en décembre, soit la réserve la plus élevée avec celle du Japon.

I.2. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

I.2.1. Le pétrole

Le marché du pétrole brut a été caractérisé, durant l'année 2005, par une hausse importante des cours. Ainsi, en moyenne annuelle, les prix sont passés de 38,3 dollars/baril en 2004 à 54,4 dollars/baril en 2005, soit une progression de 42%, avec un nouveau record historique à 68,9 dollars atteint le 30 août 2005.



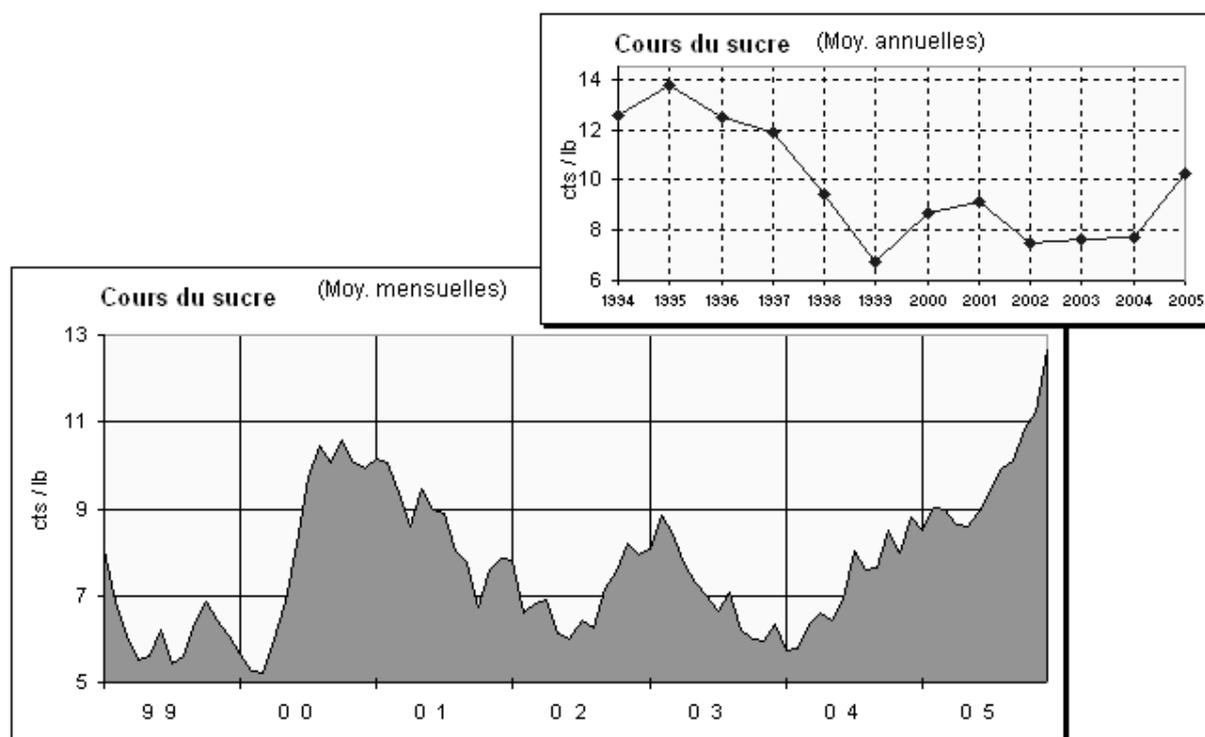
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

La hausse de la demande, soutenue par une forte croissance économique en Chine et aux Etats-Unis, l'étranglement des capacités de production, la faiblesse des stocks américains de pétrole, la baisse de la production du Golfe du Mexique suite au passage des cyclones Katrina et Rita, les problèmes techniques des raffineries aux USA, les troubles sociaux au Nigeria et les tensions sociopolitiques en Iran sont autant de facteurs qui expliquent cette augmentation sensible des cours du pétrole.

I.2.2 Le sucre

Les cours ont progressé de manière continue sur le marché international du sucre en 2005. En moyenne annuelle, le cours de ce produit s'est établi à 9,74 cents la livre (cts/lb) en 2005 contre 7,20 cts/lb en 2004, soit un accroissement de 35,3%.

La bonne tenue des cours sur l'ensemble de la période sous revue résulte de la vigueur de la demande du Pakistan et de l'Inde, du recul de la production en Inde, en Thaïlande et Cuba, de la réforme structurelle du régime sucrier de l'UE et de l'engouement croissant pour l'éthanol, carburant alternatif à l'essence. Il est fabriqué à partir du sucre, surtout au Brésil, premier producteur mondial qui consacre 50% de sa récolte à ce biocarburant.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.3 Les bois tropicaux

En 2005, les cours mondiaux des bois tropicaux en grumes et en sciages ont évolué de façon contrastée.

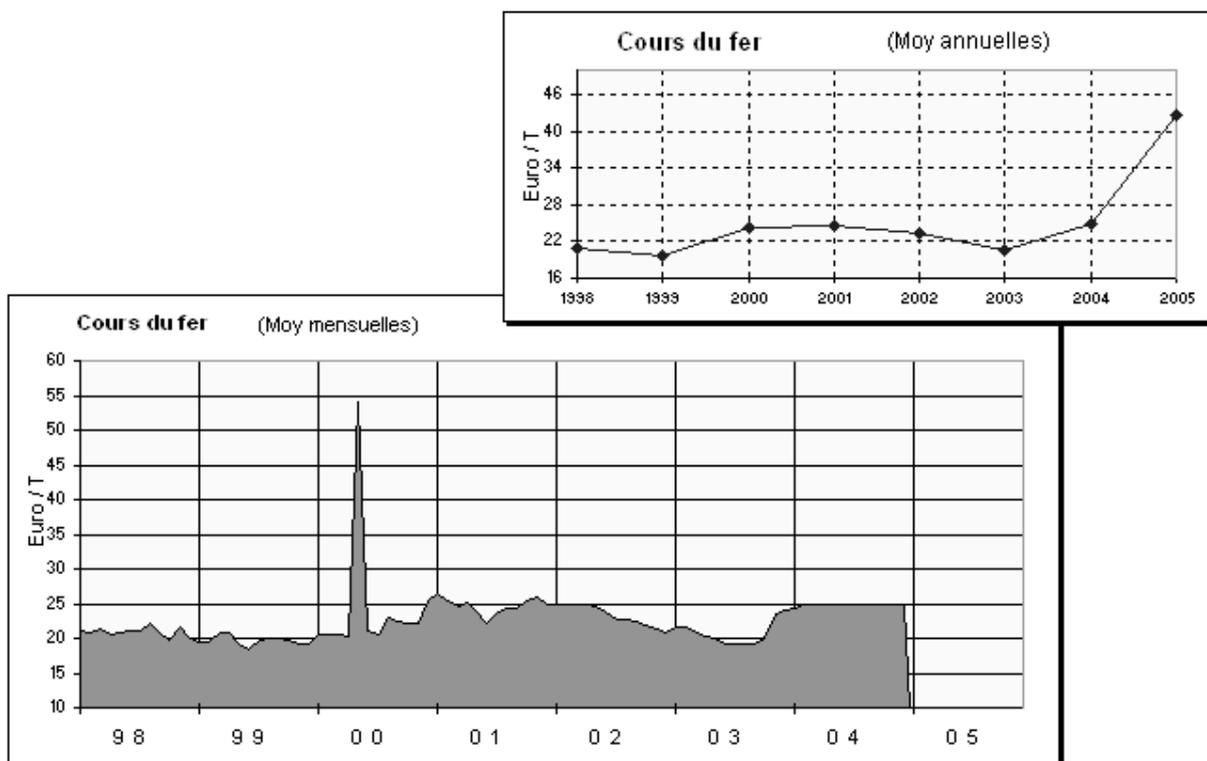
En effet, sur le marché des bois tropicaux en grumes, le prix moyen de l'okoumé s'est établi à 135,5 euros le m³ contre 135,75 euros en 2004, soit un léger recul de 0,2%, alors que le Sapelli fléchissait de 7,3% à 195,33 euros le m³. Le

tassement des prix résulte, entre autres, de l'abondance de l'offre, du niveau élevé des stocks et de la faiblesse de la demande européenne.

A l'inverse, le marché des bois tropicaux en sciages s'est amélioré avec des hausses respectives de 6,6% et 1,2% pour le Sapelli et l'okoumé, soit en moyenne annuelle 519 euros et 278,33 euros le m³, respectivement. La vigueur des commandes de la Chine et de l'Inde, ainsi que l'intérêt croissant des principaux clients sud-africains pour les sciages africains, au détriment des produits de la Malaisie, sont à l'origine de cette évolution.

I.2.4. Le minerai de fer

Les cours internationaux du minerai de fer ont poursuivi leur embellie, amorcée en 2003. Ils sont soutenus par l'accélération de la demande chinoise de minerai de fer, en début d'année, et par la dépendance de grands groupes sidérurgiques vis-à-vis des pôles de producteurs de minerais de fer, en raison du caractère monopolistique de ce marché.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

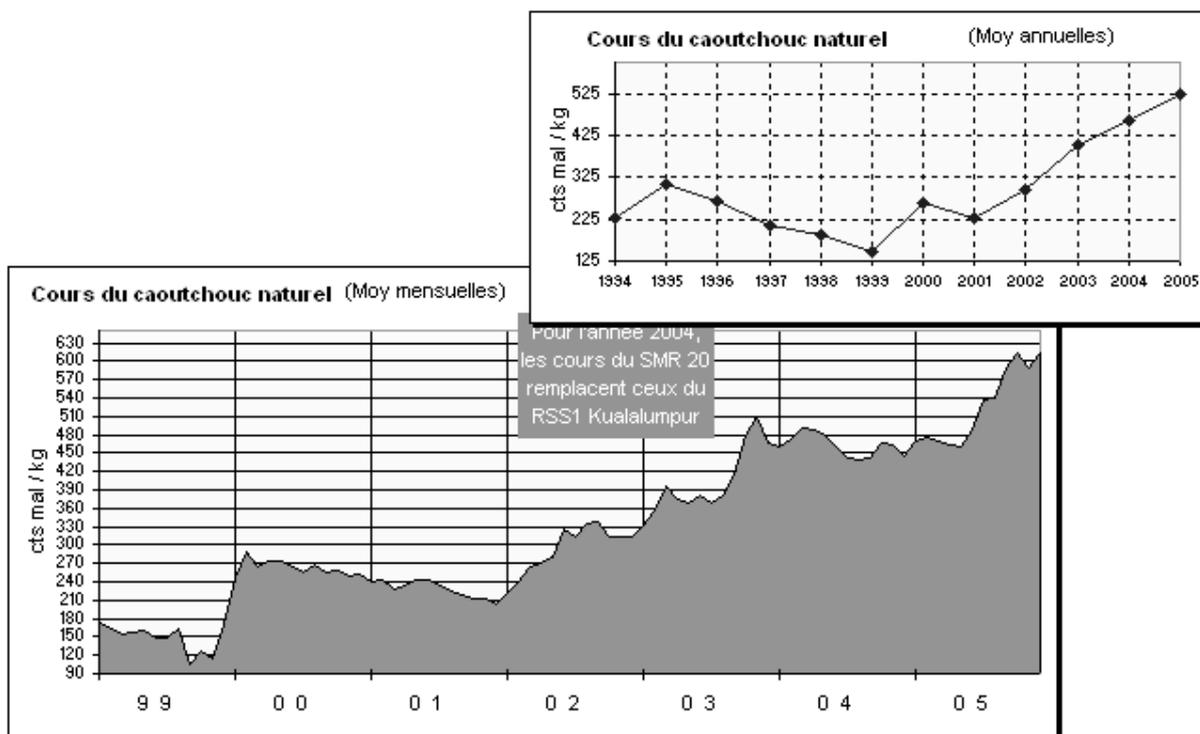
finir la courbe dans le tableau

Le prix référentiel de base pour l'exercice 2005, convenu lors du premier contrat, a fortement progressé de 71,5% à 42,67 euros la tonne en 2005, contre une augmentation de 18,6% enregistrée en 2004.

I.2.5. Le caoutchouc naturel

Les cours du caoutchouc se sont inscrits en hausse tout au long de l'année 2005, dans le prolongement de la dynamique observée depuis 2002. L'amélioration

du marché du caoutchouc découle de la vigueur de la demande en Inde et en Chine, de la pénurie de l'offre engendrée par les mauvaises conditions de production en Thaïlande, Indonésie et Malaisie (les trois premiers producteurs mondiaux) et, enfin, de la hausse des prix du caoutchouc synthétique dans le sillage des cours du pétrole.

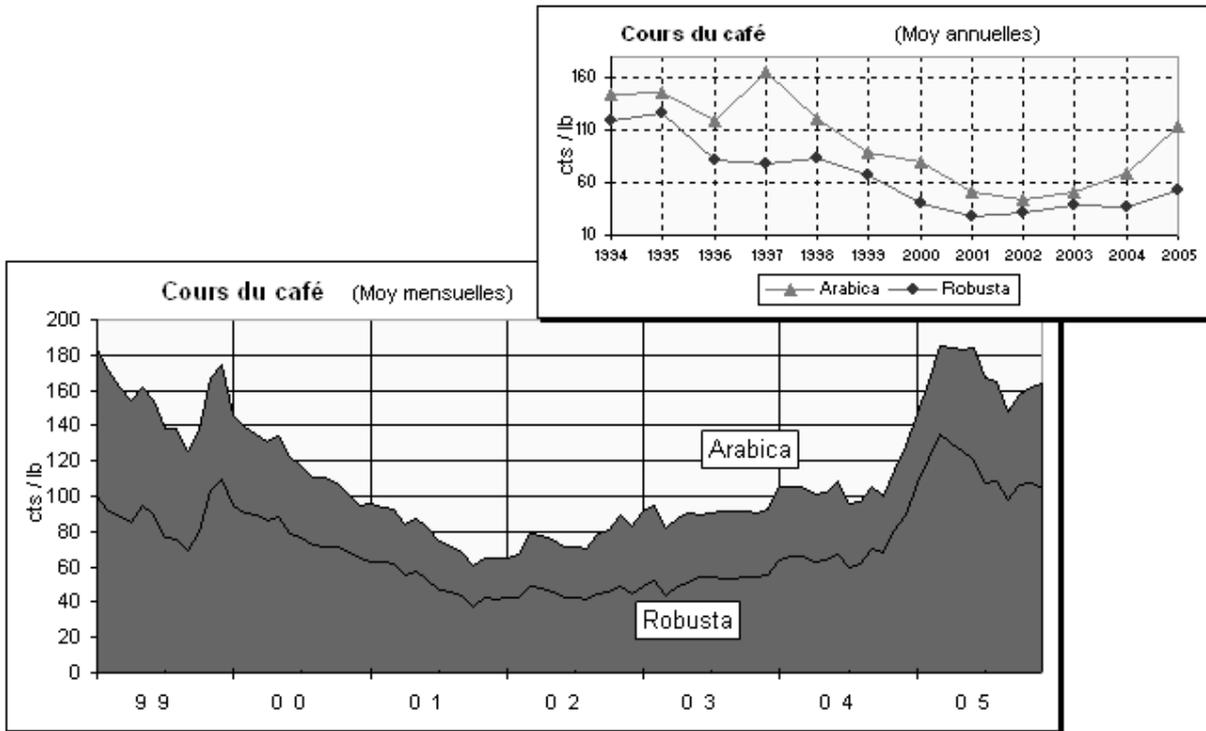


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

La moyenne annuelle des prix de la qualité SMR 20 s'est alors établie à 525,5 cts malais le kilo en 2005 contre 462,42 cts malais un an plus tôt, soit un relèvement de 13,6%.

1.2.6. Le café

L'année 2005 est marquée par la bonne tenue des cours du café. Ainsi, les cours du Robusta ont enregistré une progression de 42,6% pour s'établir à 53,36 cts/lb contre 37,42 cts/lb en 2004. Celle-ci résulte de l'offre limitée du Vietnam, premier producteur, de la baisse de la récolte au Brésil, suite aux fortes précipitations dans les régions productrices, et des achats des fonds d'investissement.



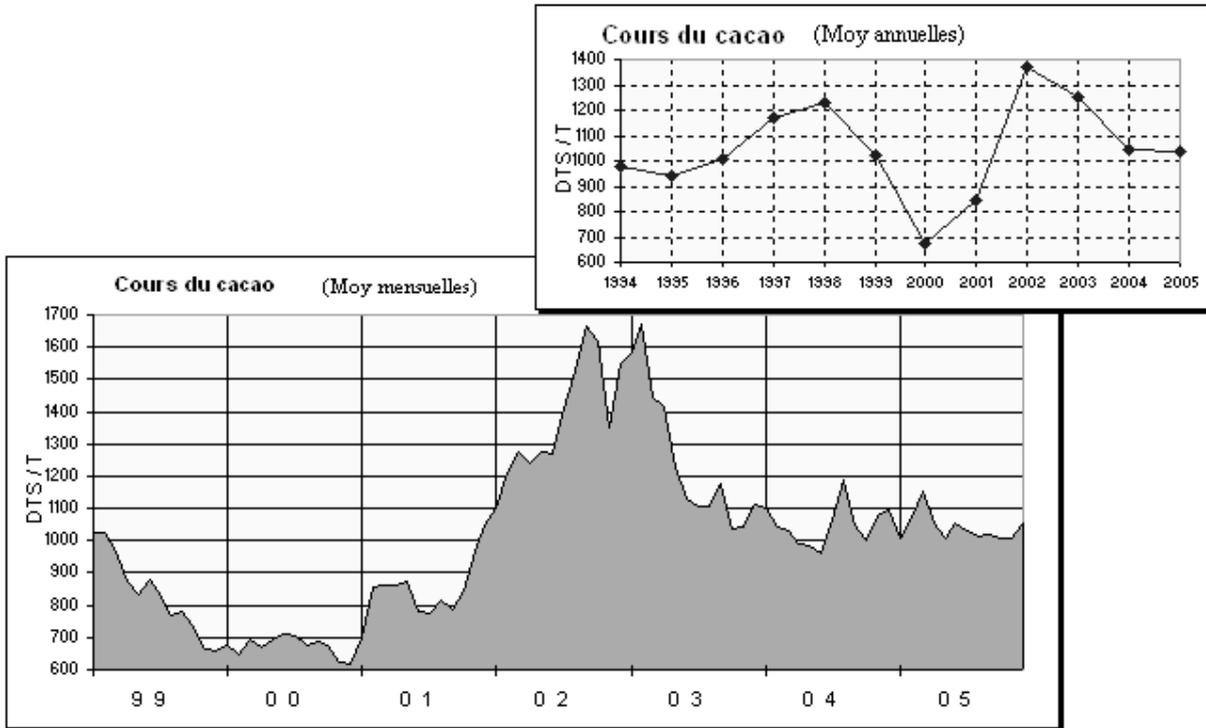
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

De même, l'arabica s'est caractérisé par une envolée des cours en 2005, avec une hausse de 67,2% pour une moyenne annuelle de 114,21 cts/lb contre 68,3 cts/lb en 2004.

I.2.7. Le cacao

Les prix du cacao se sont établis à 1039,94 DTS la tonne en 2005 contre 1048,11 DTS l'année précédente, soit une légère décre de 0,8%. Cependant, les moyennes annuelles cachent l'extrême volatilité qui caractérise le marché du cacao depuis quelques années et ce, principalement, du fait des troubles civils en Côte-d'Ivoire, premier producteur et exportateur mondial.

Pour la campagne 2004/2005, la production mondiale est évaluée à 3,2 millions de tonnes, en retrait de 300 000 tonnes par rapport à celle de la campagne précédente. Cette évolution traduit la décre de production enregistrée par la Côte-d'Ivoire et le Ghana.

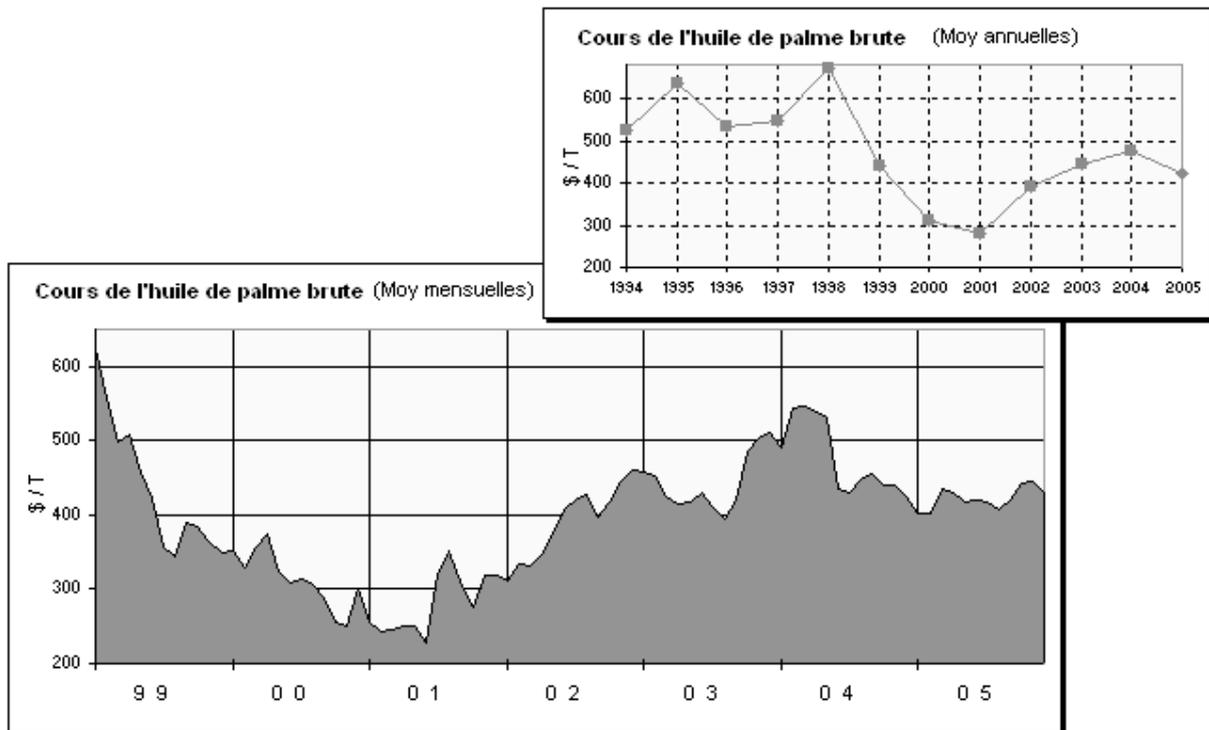


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.8. L'huile de palme brute

Sur le marché international de l'huile de palme, les cours sont demeurés faibles tout au long de l'année 2005. En moyenne annuelle, le prix de l'huile de palme s'est fixé à 422,08 dollars la tonne en 2005 contre 476,88 dollar/T en 2004, soit un repli de 11,5%.

La déprime des cours de l'huile de palme est liée à l'abondance de la récolte en Malaisie, premier producteur mondial, et aux perspectives d'une production mondiale record de graines oléagineuses (colza, soja, palme, arachide, etc.) pour la campagne 2005-2006.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

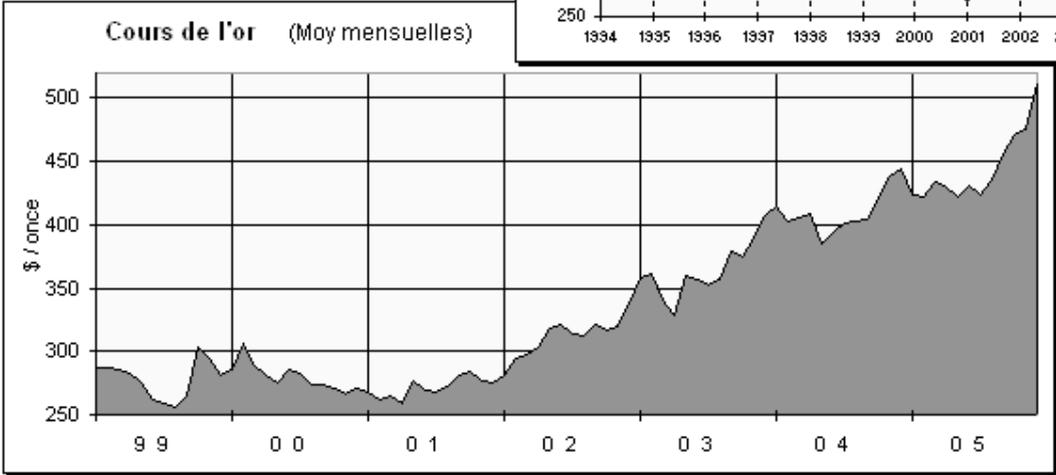
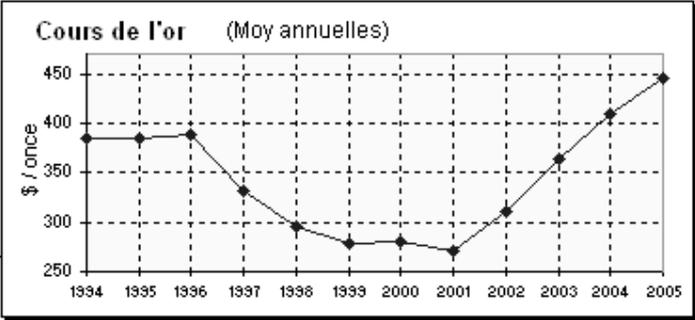
I.2.9. Le minerai de manganèse

L'environnement est resté très favorable sur le marché du manganèse au cours de l'année 2005 en raison de la vigueur de l'industrie sidérurgique mondiale, tirée par la demande de la Chine. Ainsi, les prix sont passés de 80 euros la tonne, en moyenne annuelle, à 130 euros la tonne en 2005, soit une progression de 62,5%.

I.2.10. L'or

L'instabilité géopolitique et la hausse du prix du pétrole ont renforcé la valeur refuge de l'or qui s'est apprécié de 21% en 2005 à 476,88 dollars l'once, en moyenne annuelle. Les cours ont dépassé le seuil des 500 dollars l'once mi-décembre et se sont stabilisés, sur des prises de bénéfice, à 513 dollars l'once, fin décembre.

Outre les craintes inflationnistes, le marché de l'or a été soutenu par la hausse de la demande face à une offre en baisse, en raison du déficit de la production minière.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

Deuxième partie

Activité nationale

II. L'ACTIVITE NATIONALE

II.1. LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1. Le pétrole

En 2005, l'industrie pétrolière s'est caractérisée par une activité soutenue grâce à la fermeté des cours du brut sur le marché international.

La recherche a enregistré l'arrivée de sept nouveaux opérateurs : Ophir, Sterling, Marvis, Ascent, Oil India Gaz, Indian Oil et Oil Natural Gaz, ce qui confirme l'occupation continue du domaine pétrolier gabonais évalué à 253 km² dont 50% sont déjà attribués.

En outre, l'Etat a signé neuf contrats d'exploration et de partage de production (CEPP), un accord d'évaluation technique (AET) et une autorisation exclusive de production (AEP). Il a également procédé à des prolongations de validité et de modification de surfaces accordées. De même, certaines sociétés ont procédé aux cessions d'intérêts tandis que d'autres ont pris des participations sur des titres miniers existants.

Sur le plan opérationnel, on relève la réalisation de 2358 km de sismique deux dimensions (2D), 1451 km² de sismique trois dimensions (3D) et 24 forages exploration/appréciation. Parmi les 13 puits d'exploration, deux ont révélé la présence d'huile (Ombena et Awoun).

La production

La production s'élève à 13,30 millions de tonnes en 2005. Elle baisse de 1,3% par rapport à l'année 2004 où elle se chiffrait à 13,48 millions de tonnes. Ce léger recul s'explique par le vieillissement des champs et la vétusté du matériel technique.

Evolution de la production et des exportations de pétrole

<i>(en millions de tonnes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production	13,43	13,48	13,3	-1,3%
Exportations	12,68	12,73	12,49	-1,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les exportations

Les exportations sont passées de 12,73 millions de tonnes en 2004 à 12,49 millions de tonnes en 2005, soit une contraction de 1,9%, en relation avec la diminution de la production et le relèvement des tarifs du fret.

Les prix

Les cours du pétrole ont poursuivi leur tendance haussière, la demande étant toujours supérieure à l'offre.

Les prix du baril ont, ainsi, atteint 54,38 dollars en moyenne annuelle pour le Brent et 50,49 dollars pour le brut gabonais contre respectivement 38,22 dollars et 35,75 dollars en 2004.

Evolution des prix et du taux de change

	2003	2004	2005	05/04
Prix moyen annuel du Brent (USD/baril)	28,84	38,22	54,38	42,3%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	27,86	35,75	50,49	41,2%
Taux de change moyen (Fcfa/USD)	581,18	528,18	527,84	-0,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

En revanche, le taux moyen de change du dollar US est resté quasi-stable. Il est de 527,84 Fcfa contre 528,18 Fcfa en 2004.

Les investissements

Les investissements en exploration ont progressé de 0,3%, pour se situer à 388,3 milliards de Fcfa en 2005 contre 387,1 milliards de Fcfa en 2004.

II.1.2. Le manganèse

L'année 2005 s'est caractérisée par une conjoncture favorable de l'industrie sidérurgique mondiale. Elle s'est traduite par des performances appréciables pour le secteur minier, notamment le minerai de manganèse.

La production

Globalement, la production de manganèse de la Comilog enregistre une augmentation de 11,9%, pour s'établir à 2,753 millions de tonnes dont 600 000 tonnes d'agglomérés contre 2,459 millions de tonnes l'année précédente. Cette embellie a été favorisée par la bonne tenue du marché mondial de l'acier sous l'impulsion de la demande sans cesse croissante de la Chine et de l'Europe de l'Est.

Les exportations et les ventes

Les exportations atteignent 2,887 millions de tonnes en 2005 contre 2,491 millions l'année précédente, soit une progression de 15,9%. Les ventes s'accroissent de 15,7%, pour un volume de 2,885 millions de tonnes.

De ce fait, le chiffre d'affaires se raffermi de 31%, se situant à 186,979 milliards de Fcfa en 2005 contre 142,756 milliards un an plus tôt.

Evolution de l'activité minière

	2003	2004	2005	05/04
Production (milliers de tonnes)	2 000	2 459	2 753	11,9%
Exportations (milliers de tonnes)	1 944	2 491	2 887	15,9%
Ventes (milliers de tonnes)	1 942	2 494	2 885	15,7%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	90 400	142 756	186 979	31,0%
Investissements (en millions de Fcfa)	6 158	5 200	6 000	15,4%
Effectifs	1 250	1 322	1 467	11,0%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	14 199	15 331	16 045	4,7%

Source : Comilog

Les investissements

En 2005, la Comilog a poursuivi son plan d'investissement afin d'atteindre l'objectif de 3 millions de tonnes de manganèse par an. A cet effet, 6 milliards de Fcfa ont été investis, en hausse de 15,4% par rapport à l'année précédente.

Les effectifs et la masse salariale

Les effectifs se chiffrent à 1 467 agents, en augmentation de 11% par rapport à l'année précédente. Corrélativement, la masse salariale passe de 15,33 milliards de Fcfa en 2004 à 16,04 milliards de Fcfa en 2005, en raison du raffermissement de l'activité.

II.1.3. Le bois

Avec une couverture forestière de 22 millions d'hectares, la forêt gabonaise est l'une des plus riches de l'Afrique. Celle-ci recèle de nombreuses essences dont une soixantaine est exploitée à ce jour. Elles sont classées en trois catégories, l'Okoumé, l'Ozigo et les bois divers.

En 2005, l'on observe la poursuite de l'atonie de l'activité forestière en raison des nouvelles dispositions du code forestier, des difficultés d'évacuation des grumes des chantiers forestiers vers les ports d'embarquement.

La production

La production de grumes, toutes essences confondues, enregistre une baisse de 11,1% en 2005 par rapport à l'année précédente, pour un volume total de 2,279 millions de m³. Cette situation découle principalement du repli de l'extraction de l'okoumé (-11,5%) et des bois divers (-10,5%). Les problèmes d'évacuation des grumes par voie terrestre suscités par le mauvais état des routes, le vieillissement et la diminution du nombre de wagons de la société SETRAG et enfin la réglementation relative à la circulation de grumiers, qui réduit le nombre de rotation

et le volume de grumes transportées, sont autant de facteurs qui expliquent la morosité de l'activité forestière.

Evolution de la production de grumes

<i>(en mètres cubes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Okoumé	1 762 000	1 024 800	906 581	-11,5%
Ozigo	50 000	52 140	43 029	-17,5%
Bois divers	1 208 000	1 485 960	1 329 679	-10,5%
Total	3 020 000	2 562 900	2 279 289	-11,1%

Sources : Snbg, Sepbg

Les exportations

Les exportations de grumes s'améliorent de 4,6%, à 1 592 632 m³ en 2005. Ces bonnes performances sont dues à la forte demande des bois gabonais sur les marchés asiatiques, notamment la Chine qui représente plus de 39% du trafic en 2005. Cependant, les exportations d'Okoumé effectuées par la SNBG se contractent de 13%, en raison de la demande des industries locales, de la semi-libéralisation et des difficultés d'approvisionnement éprouvées par cette société.

Evolution des exportations de grumes

<i>(en mètres cubes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Okoumé	935 942	687 356	597 686	-13,0%
Ozigo	6 980	1 465	7 200	391,4%
Ventes libres (Ok+Oz)	167 500	159 449	208 096	30,5%
Bois divers	606 924	673 913	779 650	15,7%
Total	1 717 346	1 522 183	1 592 632	4,6%

Source : Snbg, Sepbg

Les prix

Evolution des prix moyens « plage » et « Fas »

<i>(en Fcfa/m3)</i>	2003	2004	2005	05/04
Prix plage (achats)				
- Okoumé	61 773	60 071	60 816	1,2%
- Ozigo	41 107	47 526	35 183	-26,0%
- Bois divers	70 998	59 994	70 000	16,7%
Prix Fas (exportation)				
- Okoumé	98 330	92 100	93 309	1,3%
- Ozigo	79 602	74 100	65 861	-11,1%
- Bois divers	104 651	88 000	105 348	19,7%

Source : Snbg

Fas : Free along side ship ou Franco le long du navire

En 2005, les prix plage de l'Okoumé et des bois divers croissent respectivement de 1,24% et 16,68%. On relève par contre un fléchissement des prix de l'Ozigo, de l'ordre de 26%, dû à un défaut de qualité des billes.

Les prix FAS de l'Okoumé et des bois divers sont en hausse de 1,3% et 19,7% respectivement, conséquence de la bonne tenue des bois tropicaux sur le marché asiatique. L'Ozigo marque un repli de 11,1%.

II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

La reprise de la production de caoutchouc et des achats de cacao et café donne une relative vivacité à l'activité du secteur « Agriculture, Elevage et Pêche ».

II.2.1 L'agriculture

On distingue trois types de cultures : les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures de rente. Les productions vivrière et maraîchère sont destinées principalement aux besoins du marché local. En 2005, l'on note la reprise des activités des cultures de rente.

II.2.1.1 Les cultures vivrières

L'agriculture pratiquée par les paysans est itinérante sur brûlis, destinée principalement à l'autoconsommation. La non utilisation des techniques modernes en matière d'agriculture induit une faible production.

En 2005, les cultures vivrières enregistrent dans l'ensemble un tassement de leur production. En effet, la banane plantain, le maïs et l'arachide connaissent des baisses de production de 0,1%, 0,9% et de 1,6% respectivement. En revanche, les productions de manioc et de taro/igname/patate douce s'accroissent de 0,6% et de 1,5%.

Evolution de la production vivrière

	2003	2004	2005	05/04
Production (en tonnes)	somme			
- Manioc	234 000	228 000	229 333	0,6%
- Banane plantain	270 000	270 000	269 767	-0,1%
- Taro/igname/patate douce	55 000	54 000	54 833	1,5%
- Maïs	26 000	26 000	25 767	-0,9%
- Arachide	17 000	17 000	16 733	-1,6%

Source : Direction Générale de l'Agriculture

II.2.1.2 Les cultures maraîchères

La production maraîchère connaît une amélioration certaine en 2005 sous l'effet du démarrage effectif du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbaine (PADAP) de l'IGAD.

La Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG)

Nonobstant les difficultés structurelles auxquelles elle est confrontée, Agripog enregistre des performances notables en 2005, au regard de l'évolution des différents indicateurs.

Ainsi, la production de légumes s'établit à 314,57 tonnes contre 281,07 tonnes en 2004, soit une augmentation de 11,9% tirée par les tomates, le piment et les poivrons. A contrario, la production de salade fléchit de 25,4%, suite à la panne du groupe électrogène qui alimente les serres abritant ces cultures.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires se caractérise par une légère hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente, pour un montant de 675,8 millions de Fcfa. Les performances appréciables obtenues au niveau des fleurs et de l'entretien des espaces verts sont à l'origine de cette amélioration, alors que les ventes de légumes pâtissent des importations des produits vivriers en provenance du Cameroun.

Evolution de l'activité d'Agripog

	2003	2004	2005	05/04
Production				
- Légumes (en tonnes)	422,0	281,1	314,6	11,9%
- Salade (en bottes)	180 981	86 892	64 837	-25,4%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	787,0	658,1	675,8	2,7%

Source : Agripog

L'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)

L'IGAD a pour objectif d'apporter un appui aux créateurs de petites entreprises agricoles et para-agricoles, en participant à la mise en place des projets pilotes et à la formation des agriculteurs, notamment dans les domaines du maraîchage, des cultures vivrières et de l'élevage porcin. Ses activités sont localisées actuellement dans quatre provinces (Estuaire, Woleu-Ntem, Haut-Ogooué et Ogooué-Maritime).

Il a démarré son Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbain (PADAP) en octobre 2004, suite à l'obtention d'un financement extérieur, d'où la redynamisation de ses activités.

La formation professionnelle

L'IGAD assure l'apprentissage agricole dans trois centres situés dans le Haut-Ogooué (Franceville) et l'Estuaire (Libreville et Ntoum). Le centre de Libreville est spécialisé dans le maraîchage, celui de Ntoum s'occupe des produits vivriers, exploités en système de couloirs, tandis que le centre de Franceville est polyvalent (maraîchers et vivriers).

En 2005, l'institut a formé 402 personnes contre 626 en 2004, soit une baisse de 35,8% inhérente à la faiblesse de la demande de formation.

En matière d'élevage, 17 personnes ont été formées, dont 7 à la conduite d'élevage et 10 pour ce qui concerne le porc.

Appui au secteur Elevage

Avec le PADAP, l'étude sur le secteur élevage a été réalisée et 40 éleveurs ont été suivis à la fin de l'année 2005. De ce fait, des améliorations significatives des conditions d'exploitation sont notables (meilleure hygiène, bâtiments mieux adaptés) chez plus de 10% des éleveurs, notamment ceux ayant reçu une formation en la matière.

Le maraîchage

Les surfaces cultivées en 2005 dans le cadre du maraîchage ont été de 85 hectares. La mise en place du PADAP a permis de suivre plus d'exploitants et de prendre en compte des particuliers, aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays, notamment dans la province de l'Ogooué-Maritime. A cet effet, la production s'établit à 1 715 tonnes en 2005 contre 715 tonnes en 2004. Parallèlement, le chiffre d'affaires réalisé passe de 355 millions de Fcfa en 2004 à 1,34 milliard de Fcfa. Vérifier les chiffres PRODUCTION VS CA

Les cultures vivrières

En 2005, les surfaces cultivées ont été de 141 hectares grâce au démarrage du PADAP. La production se situe à 2 343 tonnes contre 1 330 tonnes l'année précédente, pour un chiffre d'affaires de 815 millions de Fcfa.

II.2.1.3 Les cultures de rente

La Caisse Cacao-café a repris ses activités d'achat de cacao et café en août 2005 grâce à une subvention de l'Etat de 800 millions de Fcfa. Ainsi, la Caisse a procédé aux achats de 120,162 tonnes de cacao de grade supérieur et 53,911 tonnes de cacao de grade inférieur, pour des prix respectifs de 600 Fcfa et 300 Fcfa le kilo.

Le café cerise a été acheté au prix de 400 Fcfa le kilo, pour un volume de 31,700 tonnes.

Concernant l'hévéaculture, en 2005, SIAT a produit 23 622 tonnes de caoutchouc humide et 9 429 tonnes de caoutchouc usiné. 3 931 tonnes de caoutchouc humide ont été exportés vers le Cameroun et 806 tonnes de caoutchouc usiné vers l'Europe (France, Espagne, Hollande).

II.2.2 L'élevage

Globalement, la production se révèle insuffisante pour couvrir les besoins grandissants de la population en produits carnés. Le marché reste par conséquent tributaire des importations de viandes.

Néanmoins, on relève un nombre croissant de petits éleveurs en zones rurale et urbaine, notamment le ranch Biendi de Moutassou dans la Ngounié et la ferme agricole et d'élevage de Ngourouma à Franceville. Les difficultés de renouvellement des espèces et la rupture des approvisionnements d'aliments de bétail réduisent le potentiel de cette dernière. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 12,8 millions de Fcfa en 2005.

Pour le ranch Nyanga, le cheptel qui ne dépasse guère 2 000 bêtes de race Ndama et de type Taurin a enregistré, depuis la reprise des activités en 2005, 50 à 60 naissances par mois suite au regroupement et au suivi régulier du bétail.

II.2.3 La pêche

Le Gabon possède d'importants atouts, insuffisamment exploités, en matière de pêche. Il s'agit en effet d'une façade maritime de 800 kilomètres, de nombreux cours d'eau sur une superficie globale de 10 000 km², des réserves halieutiques maritimes et continentales estimées respectivement à plus de 210.000 et 24.000 tonnes.

On distingue trois (3) types de pêche :

- la pêche industrielle ;
- la pêche artisanale maritime et continentale ;
- la pisciculture.

Au regard des données statistiques, le secteur Pêche a enregistré une baisse d'activité de 7,4% en 2005, soit une production totale de 41 819 tonnes contre 45 140 tonnes en 2004.

Evolution de la production de poissons, mollusques et crustacés

<i>(en tonnes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production				
- Pêche industrielle	12 494	12 560	9 500	-24,4%
- Pêche artisanale (maritime et continentale)	32 280	32 500	32 240	-0,8%
- Aquaculture	80	80	79	-1,3%
Total	44 854	45 140	41 819	-7,4%

Source : Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture

II.2.3.1 La pêche industrielle

La pêche industrielle se pratique, d'une part, dans la zone comprise entre 3 et 6 miles marins pour les navires battant pavillon gabonais, d'autre part, entre 6 et 200 miles marins pour les navires battant pavillon étranger. La pêche industrielle est dominée par les prises de crevettes qui dégagent une forte valeur marchande.

La production fléchit de 24,4% en 2005 du fait de la baisse du nombre de navires (problème lié au coût élevé du carburant et du matériel de pêche), d'une part, et de la vétusté des unités de pêche, d'autre part. Elle s'établit à 9 500 tonnes contre 12 560 tonnes l'année précédente.

II.2.3.2 La pêche artisanale

La pêche artisanale maritime est dominée par les étrangers, tandis que celle artisanale continentale, plus propice en saison sèche, est davantage pratiquée par les nationaux. La pêche artisanale englobe une variété élargie d'espèces de poissons et représente 77% de la production totale de cette année.

La production, en léger retrait de 0,8%, se situe à 32 240 tonnes en 2005, suite à la baisse des prises de certaines espèces.

II.2.3.3 La pisciculture

Malgré la réhabilitation de certaines unités de production, l'activité de l'aquaculture reste quasi-stagnante depuis 2003, en raison des difficultés d'approvisionnement en aliments pour poissons et de l'insuffisance de formation des promoteurs.

II.3. LES INDUSTRIES

II.3.1. Le secteur agro-alimentaire

Le secteur agro-alimentaire comprend :

- la production meunière et avicole ;
- les huiles et les corps gras ;

- la production sucrière ;
- les produits laitiers et les glaces ;
- les boissons et le tabac.

Globalement, le secteur des industries agro-alimentaires se caractérise en 2005 par la vigueur de son activité, au regard de l'évolution des différents indicateurs. Le dynamisme observé dans les autres secteurs et l'organisation des élections présidentielles ont été les principaux moteurs de cette embellie.

II.3.1.1 La production meunière et avicole

La production meunière et avicole est assurée particulièrement par la Société meunière et avicole du Gabon (SMAG).

En 2005, les performances fort appréciables enregistrées par cette société sont imputables à l'amélioration de la qualité des produits offerts et à la fermeté de la demande induite majoritairement par la campagne électorale.

Ainsi, la production de farine s'établit à 53 220 tonnes en 2005 contre 52 490 tonnes un an plus tôt. De même, les issues progressent de 5,2% à 13 430 tonnes.

Parallèlement, la production des œufs suit cette tendance en se situant à 40,554 millions d'œufs en 2005 contre 35,245 millions d'œufs en 2004, soit une augmentation de 15,1%, malgré la concurrence des fermiers indépendants et des œufs importés.

Corrélativement, le chiffre d'affaires progresse de 4,2% en 2005 pour se situer à 20,361milliards de Fcfa contre 19,532 milliards en 2004, en raison de la bonne tenue des produits de la société sur le marché domestique.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2003	2004	2005	05/04
Productions				
Farine (en tonnes)	52 465	52 490	53 220	1,4%
Issues (en tonnes)	13 942	12 771	13 430	5,2%
Aliments pour bétail (en tonnes)	9 848	11 259	12 417	10,3%
Œufs (en milliers d'unités)	35 922	35 245	40 554	15,1%
Ventes locales (en tonnes)	52 315	51 887	54 185	4,4%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	19 001	19 532	20 361	4,2%
Effectifs (nombre d'agents)	254	269	261	-3,0%
Masse salariale (en million de Fcfa)	1 219	1 841	2 323	26,2%

Source : Smag

En revanche, l'effectif baisse de 3% suite au licenciement du personnel de direction et de surveillance. Le versement d'indemnités y relatives se traduit par un accroissement de 26,2% de la masse salariale.

II.3.1.2 Les huiles et corps gras

Les huiles et corps gras sont produits par la société d'Investissement pour l'Agriculture Tropicale au Gabon (SIAT Gabon).

Sur le plan agronomique, les activités de SIAT sont effectives depuis sa reprise. Ainsi, en cette fin d'année 2005, la production de régimes de palme s'élève à 24 126 tonnes et celle de l'huile brute à 5 036 tonnes.

Suite à la réhabilitation du complexe industriel de Lambaréné, les activités de la raffinerie ont démarré depuis le 05 juin 2005 et sur six mois d'activité, SIAT Gabon a produit 1 223 tonnes d'huile raffinée et 1 060 tonnes de savons, ce qui correspond à un taux d'utilisation des capacités de production de l'usine de 5%.

II.3.1.3 La production sucrière

L'activité sucrière, dont l'exclusivité de la production et de la vente relève de la Société Sucrière de Franceville (SUCAF), enregistre en 2005 une embellie tant sur le plan agronomique qu'industriel et commercial.

Ainsi, la bonne concentration des cannes à sucre suite aux conditions climatiques favorables s'est traduite par un accroissement de 7,2% de la production de sucre, pour un volume de 25 206 tonnes contre 23 522 tonnes en 2004. Cette évolution est confortée par les bons résultats de la transformation du sucre en granulés, sous l'effet de la hausse de la demande de la brasserie et des boulangeries.

Sur le plan commercial, les ventes atteignent 27 989 tonnes, soit une progression de 24,4%, en raison de la fermeté de la demande domestique et de la vigueur des exportations vers les pays de la sous-région (Cameroun, Guinée Equatoriale, Centrafrique et Sao Tomé). En conséquence, le chiffre d'affaires se raffermit de 16,3% pour s'établir à 15,23 milliards de Fcfa.

Evolution de l'activité sucrière

	2003	2004	2005	05/04
Production (en tonnes)	24 572	23 522	25 206	7,2%
Sucre en morceaux	9 188	9 072	9 348	3,0%
Autres granulés	16 764	13 030	15 858	21,7%
Ventes (en tonnes)	20 552	22 506	27 989	24,4%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	12 662	13 095	15 230	16,3%

Source : Sucaf

II.3.1.4 Les produits laitiers et les glaces

La Société Industrielle Gabonaise de Laiterie Librevilloise qui est spécialisée dans la production des produits laitiers a connu en 2005 une consolidation de son activité par rapport à 2004.

En effet, la production des yaourts passe de 2 507 tonnes en 2004 à 2 771 tonnes en 2005. La production des jus enregistre dans le même temps une hausse de 7% en 2005 par rapport à l'année précédente.

Sous l'effet d'une forte demande, le chiffre d'affaires s'améliore de 7,6%, s'établissant ainsi à 5,513 milliards de Fcfa en 2005.

Evolution de l'activité de la branche des produits laitiers

	2003	2004	2005	05/04
Productions				
Yaourts (en tonnes)	2 248,5	2 507,0	2 771,0	10,5%
Jus de fruits (en milliers de litres)	4 215,5	4 758,6	5 090,3	7,0%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	5 094	5 124	5 513	7,6%

Source : Sigalli

II.3.1.5 Les boissons et le tabac

La branche des boissons et du tabac se caractérise en 2005 par un affermissement de l'activité sous l'impulsion de la demande locale et de la vigueur des exportations vers les pays de la CEMAC.

II.3.1.5.1 les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées, dominée par Sobraga et Sovingab, réalise globalement de bonnes performances suite à une forte demande dopée par les élections présidentielles.

Ainsi, la production de bières et de boissons gazeuses s'établit respectivement à 852 063 et 620 163 hectolitres, soit une progression de 13,6% et 13,1%. En revanche, la production de vin baisse légèrement de 0,3% en 2005, suite à la concurrence des boissons locales et importées.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 63,646 milliards de Fcfa, soit une hausse de 4,5% par rapport à 2004.

Evolution de l'activité (boissons gazeuses et alcoolisées)

	2003	2004	2005	05/04
Productions (en hectolitres)				
Bières	754 071	750 112	852 063	13,6%
Boissons gazeuses	568 411	548 311	620 163	13,1%
Vins	34 857	32 514	32 420	-0,3%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	62 426	60 894	63 646	4,5%

Sources : Sobraga, Sovingab, Soboleco

II.3.1.5.2 L'eau minérale

La production d'eau minérale est assurée par la Société de Boissons de Léconi (SOBOLECO). La production d'eau augmente de 46% à 95 423 hectolitres contre 65 376 hl en 2004. Cette embellie est inhérente à la réhabilitation de l'usine. Il faut souligner que l'amélioration du packaging des bouteilles d'eau Andza a permis de minimiser les pertes durant le transport.

Le chiffre d'affaires progresse de 88,3% en 2005 par rapport à 2004 pour un montant de 3,536 milliards de Fcfa. Cette hausse est consécutive à la forte demande du marché local et à l'accroissement des parts de marché dans la sous région.

Evolution de la branche de l'eau minérale

	2003	2004	2005	05/04
Production d'eau (en hectolitres)	55 785	65 376	95 423	46,0%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	1 372	1 878	3 536	88,3%
Effectifs (nombre)	48	36	36	0,0%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	181	197	230	17,0%

Source : Soboleco

II.3.1.5.3 L'industrie du tabac

En 2005, l'évolution de l'activité de la branche tabac est globalement satisfaisante au regard des bons résultats obtenus. Ainsi, la production de scaferlatis est multipliée par plus de deux pour atteindre 1 474 tonnes contre 552,1 tonnes en 2004, sous l'effet de la forte demande des pays CEMAC. Parallèlement, la production de cigarettes enregistre une hausse de 19,4% pour un volume de 549,02 millions de bâtons.

A l'inverse, la production de tabac en feuilles régresse de 10,24%, suite à la faiblesse de la demande locale, et s'établit à 2 821 caisses contre 3 143 caisses l'année précédente.

Sur le plan commercial, on relève une baisse des ventes locales de cigarettes du fait de l'arrêt de la fabrication de Dunhill en novembre 2005, en raison de la perte du contrat avec Dunhill. Par contre, les exportations de Scaferlatis vers le Tchad, le Congo et la RCA progressent considérablement en 2005 pour atteindre 1 474 tonnes, alors que les exportations des cigarettes vers le Cameroun sont multipliées par deux. En conséquence, le chiffre d'affaires global s'établit à 18,69 milliards de Fcfa, soit une hausse de 39,6% par rapport à 2004.

Evolution de l'activité de la filière du Tabac

	2003	2004	2005	05/04
<i>Production</i>				
- Scaferlatis (en tonnes)	650	552,1	1474	167,0%
- Cigarettes (millions d'unités)	364,6	459,9	549,02	19,4%
- Tabac en feuilles (caisses)	3 390	3 143	2 821	-10,2%
<i>Ventes locales</i>				
- Cigarettes (millions d'unités)	345,6	346,4	343,02	-1,0%
- Tabac en feuilles (caisses)	3 386	3 081	2 821	-8,4%
<i>Exportations</i>				
- Scaferlatis (en tonnes)	nd	791	1474	86,3%
- Cigarettes (millions d'unités)	8,2	86,3	207	139,9%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	11 618	13 389	18 692	39,6%

Source : Sociga

II.3.2. Les industries du bois

L'industrialisation de la filière bois dont l'objectif est l'optimisation de la rentabilité économique et sociale du secteur bois s'est poursuivie en 2005.

Le tissu industriel compte actuellement 49 unités de transformation sur 61 en 2004, soit une baisse de 19,7%. Les difficultés éprouvées par plusieurs petites entités dans l'approvisionnement régulier en matières premières expliquent, principalement, leur fermeture. On dénombre actuellement 37 scieries, 7 unités de placage, 4 usines de contreplaqué et une unité de tranchage.

Le taux de transformation est de 36% en 2005.

Les activités industrielles du secteur bois se subdivisent en quatre segments, à savoir le sciage, le déroulage, le tranchage, les menuiseries et les dépôts de vente de bois.

II.3.2.1 Les unités de sciage

Elles sont localisées principalement dans les communes de Libreville, de Port-Gentil et de Lambaréné. La production de bois scié est constituée de lattes, de chevrons et de planches. Ce segment emploie 1 423 personnes.

La dynamique amorcée par les unités de sciage ces dernières années, suite à la mise en place du processus de l'industrialisation de la filière bois, se poursuit. Ainsi, la production de bois scié a atteint 229 687 m³ en 2005 contre 170 185 m³, soit une progression de 35%.

Les ventes locales et les exportations suivent la même tendance haussière. Les ventes locales progressent de 25,1% en 2005, pour se situer à 20 197 m³ en raison de la fermeté de la demande du marché local, suite aux travaux de construction initiés dans le cadre des fêtes tournantes. Parallèlement, les exportations croissent de 37,4% pour un volume de 166 089 m³ sous l'effet de la forte demande extérieure.

Evolution de l'activité des unités de sciage

<i>(en mètres cubes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production	95 000	170 185	229 687	35,0%
Ventes locales	34 427	16 147	20 197	25,1%
Exportations	34 100	120 921	166 089	37,4%

Source : Direction du développement de l'industrie et du commerce du bois (DDICB)

II.3.2.2 Les unités de déroulage

Cette branche comprend les unités de placage dont les produits sont commercialisés en l'état et les unités de fabrication de contreplaqués qui utilisent les placages comme consommations intermédiaires. Elle emploie 1 776 personnes dont 959 pour le segment placage et 817 oeuvrant dans le contreplaqué

Les unités de placage

La production de placage augmente de 45,2% en 2005 pour s'établir à 175 247 m³. Cette évolution est imputable à la bonne tenue des activités des entreprises détentrices de permis d'exploitation riches en Okoumé de bonne qualité.

Les ventes locales de placage baissent de 75,8%, sous l'effet de l'absence de promoteurs immobiliers demandeurs de ces produits. En revanche, les exportations connaissent une progression de 22,1%, suite à la forte demande des placages sur les marchés européen, américain et marocain.

Evolution de l'activité des unités de placage

<i>(en mètres cubes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production	198 208	120 715	175 247	45,2%
Ventes locales	3 208	645	156	-75,8%
Exportations	195 000	117 804	143 791	22,1%

Source : Ddcib

Les unités de contreplaqué

La production de contreplaqué croît de 29% à 68 058 m³ en 2005 contre 52 766 m³ l'année précédente, suite à l'approvisionnement régulier en grumes des unités de transformation.

Les exportations se rétractent de 2% pour se situer à 48 285 m³. Cette baisse a pour cause la concurrence des bois asiatiques bon marché mais de moindre qualité sur le marché international.

Les ventes locales connaissent une hausse considérable de 93,5% sous l'influence de la forte consommation des entreprises pétrolières et des travaux liés aux fêtes de l'indépendance.

Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

<i>(en mètres cubes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production	37 824	52 766	68 058	29,0%
Ventes locales	7 162	2 330	4 508	93,5%
Exportations	29 579	49 262	48 285	-2,0%

Sources: Rog, Cora Wood, Sed

II.3.2.3 Les unités de tranchage

Une seule entreprise, « Bois Tranchés », opère dans le tranchage. En 2005, en raison de la perte du marché asiatique, l'activité de cette société a été morose. La production est donc passée de 3 493 m³ à 2 865 m³ en 2005, soit un fléchissement de 18%.

II.3.2.4 Les unités de menuiserie et d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Les efforts consentis par l'administration des Eaux et Forêts dans l'encadrement des activités industrielles ont permis d'inventorier les unités de menuiserie et les dépôts de vente bois. Le recensement réalisé dans trois provinces du pays (Estuaire, Moyen-Ogooué et Ogooué-Maritime) a ressorti les données suivantes : 220 dépôts de vente de bois et 265 unités de menuiserie et d'ébénisterie.

Ces structures, de dimension modeste, se caractérisent par leur faible capacité de production et sont spécialisées dans la fabrication des meubles et autres travaux de décoration destinés au marché domestique.

II.3.3. Le raffinage

En 2005, la raffinerie consolide les résultats enregistrés un an plus tôt.

Le brut traité

La Sogara s'illustre par des performances industrielles et commerciales appréciables. Ainsi, le volume total de brut traité a progressé de 5,3% pour s'établir à 764 728 tonnes métriques contre 726 578 tonnes, tiré par le doublement du tonnage de brut traité en processing. Le brut traité pour compte propre est passé de 708 636 tonnes métriques à 728 376 tonnes métriques, soit une hausse de 2,8%.

Compte tenu des arrêts de production observés au cours de l'année, à l'origine des déficits de l'offre, et dans le but de satisfaire la demande locale, Sogara a importé du gasoil, du Jet A1 et du butane à hauteur de 123 564 m³, 19 265 m³ et 11 600 TM, respectivement.

Evolution de la production de Sogara

(en tonnes métriques)	2003	2004	2005	05/04
Total brut traité	698 467	726 578	764 728	5,3%
- Compte propre	656 896	708 636	728 376	2,8%
- Compte de tiers	41 571	17 942	36 352	102,6%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le plan commercial, les quantités vendues de produits pétroliers raffinés ont globalement pris de la hauteur tant sur le marché local qu'extérieur. La fermeté de la demande locale est induite par le regain de l'activité économique. L'on relève ainsi la progression du gasoil (26,6%), du fuel-oil 380 (38,9%), du Jet A1 (18,1%) et du super (10,1%).

Parallèlement, on observe un bon maintien des exportations de produits raffinés par Sogara, notamment le turbine fuel 1 (90%) et le super (30,1%). Le chiffre d'affaires généré par ces ventes s'établit à 154,06 milliards de Fcfa en 2005 contre 122,39 milliards en 2004, soit un accroissement de 25,9%, conforté par la hausse des prix des produits raffinés sur le marché international.

Evolution des ventes de produits pétroliers

	2003	2004	2005	05/04
Butane (TM)	19 766	19 679	20 931	6,4%
Super (m ³)	64 332	59 097	65 060	10,1%
Fuel-oil 380 (TM)	77 454	57 618	80 059	38,9%
Pétrole lampant (m ³)	36 181	28 115	26 290	-6,5%
Turbine fuel (m ³)	87 589	66 719	78 810	18,1%
Gas-oil Moteur (m ³)	291 391	288 141	364 684	26,6%
Bitume (TM)	0	177	967	446,3%
Super export (TM)	11 438	35 636	46 360	30,1%
Gas-oil export (m ³)	12 000	20 582	6 572	-68,1%
Turbine fuel export (m ³)	0	9 988	19 000	90,2%
Fuel-oil 380 export (TM)	215 602	261 465	247 304	-5,4%

Source : Sogara

Les investissements

En termes d'investissements, la société a mobilisé 7,913 milliards de Fcfa en 2005 pour le renouvellement de l'outil de production, ainsi que pour l'installation d'une turbine à gaz au sein de l'entreprise, afin de pallier les différentes pannes d'électricité.

Evolution des autres indicateurs d'activité (raffinage)

(en millions de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	121 833	122 390	154 060	25,9%
Ventes locales	98 435	91 482	110 419	20,7%
Exportations	23 398	30 908	43 642	41,2%
Investissements	5 740	8 313	7 913	-4,8%
Masse salariale	8 200	7 547	9 195	21,8%
Effectifs (nombre d'agents)	433	412	438	6,3%

Source : Sogara

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

L'activité du secteur énergie consiste en la production et la distribution d'eau et d'électricité. Celle-ci est assurée par la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG), filiale du groupe Veolia Water, qui en détient le monopole sur le territoire national.

Evolution de l'activité de la SEEG

	2003	2004	2005	05/04
Abonnements (nombre)				
Electricité	145 361	156 669	168 705	7,7%
Eau	86 430	93 055	104 323	12,1%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 304,3	1 334,1	1 363,7	2,2%
Eau (en millions de m ³)	59,64	63,23	66,80	5,6%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1119,71	1121,90	1136,90	1,3%
Eau (en millions de m ³)	49,67	52,60	54,80	4,2%
Chiffre d'affaires total (milliards de Fcfa)	83,09	85,56	93,05	8,7%
Electricité	65,81	67,37	73,73	9,4%
Eau	13,61	14,63	15,69	7,2%
Prestations	3,67	3,56	3,63	2,0%
Valeur ajoutée	44,51	41,48	36,23	-12,7%
Investissements	22,14	22,37	34,23	53,0%
Masse salariale	19,63	19,40	19,88	2,5%
Effectifs	1 502	1 478	1 484	0,4%

Source : Seeg

En 2005, l'activité est globalement satisfaisante.

II.3.4.1 L'électricité

En 2005, la production d'électricité progresse de 2,2% en s'établissant à 1 363,7 millions de kwh contre 1 334,13 millions de kwh. L'extension de la desserte en électricité des principales villes du pays, dans le cadre des travaux des fêtes tournantes de l'indépendance, est à l'origine de cette amélioration.

Les ventes globales en volume s'élèvent à 1136,9 millions de Kwh en 2005, en hausse de 1,3% en moyenne annuelle, en raison de la fermeté de la demande inhérente au regain d'activité observé dans la plupart des secteurs. Cette tendance est confortée par l'accroissement du nombre d'abonnés basse tension de 7,7% à 168 705 clients.

II.3.4.2 L'eau

La production d'eau est de 66,8 millions de m³ en 2005 contre 63,23 m³ en 2004, soit un accroissement de 5,6%. Le volume des ventes s'établit à 54,8 millions de m³ en 2005 contre 52,6 en 2004. L'extension du réseau d'eau dans les centres urbains explique ces évolutions.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé, en hausse de 8,7%, s'établit à 93,05 milliards de Fcfa, en raison de l'augmentation des tarifs d'électricité (3%) et de l'augmentation du nombre d'abonnés d'eau et d'électricité.

A l'inverse, la valeur ajoutée recule de 12,7% à 36,23 milliards de Fcfa à cause de l'alourdissement des coûts de production. Celui-ci est consécutif à la mise en fonctionnement de la centrale thermique d'Owendo, suite à la baisse de la pluviométrie. Parallèlement, le résultat d'exploitation s'établit à 1,916 milliard de Fcfa en 2005 contre 7,526 milliards en 2004.

Les investissements croissent de 53%, à 34,234 milliards de Fcfa contre 22,37 milliards en 2004. Ils concernent la construction d'une centrale hydroélectrique vers Mitzic (Woleu-Ntem) et le renforcement du réseau de distribution d'eau et d'électricité.

II.3.5. Les autres industries de transformation

La chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux constituent les segments de la branche des autres industries de transformation.

Les activités de cette branche sont étroitement tributaires de la demande de l'industrie pétrolière, du BTP, des surfaces commerciales et des quincailleries.

II.3.5.1 La chimie

L'industrie chimique, hors raffinage, spécialisée dans la fabrication de peintures, des gaz industriels, des lubrifiants, des matelas et des papiers hygiéniques, améliore son activité en 2005.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 19,659 milliards de Fcfa en 2005 contre 17,993 milliards de Fcfa en 2004, soit un affermissement de 9,3% expliqué par la vigueur des exportations dans la sous région, le lancement de nouveaux produits, la relance de l'activité du BTP et le relèvement des prix de certains produits de la branche.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2003	2004	2005	05/04
Productions				
- Peintures (tonnes)	4 178,3	3 260,6	3 986,0	22,2%
- Gaz industriels (m ³)	689 700	645 000	669 555	3,8%
- Lubrifiants (tonnes)	6 634	6 687	6 753	1,0%
- Emballages (unités)	546 207	436 211	544 668	24,9%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	17 298,8	17 993,8	19 659,0	9,3%
Effectifs (nombre d'agents)	184	237	244	2,9%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 820,8	1 955,9	2 052,8	4,9%
Investissements (millions de Fcfa)	975,9	775,8	472,9	-39,0%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, Gaboa, Pizolub, Mousse Industrie, Satoga

Les effectifs, en hausse de 2,9%, se chiffrent à 244 agents en 2005. En conséquence, la masse salariale enregistre un relèvement de 4,9%, à 2,052 milliards de Fcfa en 2005 contre 1,955 milliard de Fcfa en 2004.

Les investissements, consacrés à l'acquisition du matériel de bureau et roulant, sont en retrait de 39%.

Les peintures

Le volume de peintures produites est marqué par une progression significative de 22,2%, imputable à la hausse de la demande induite par l'organisation des fêtes tournantes et l'élection présidentielle. Il passe de 3 260,6 tonnes en 2004 à 3 986 en 2005.

Les gaz industriels

La production des gaz industriels s'améliore de 3,8%, en raison des commandes des secteurs médical, pétrolier et connexes, des opérateurs du secteur industriel et du chantier naval. Les exportations de gaz industriels vers le Cameroun et l'Angola confortent cette hausse.

Les lubrifiants

La production des lubrifiants, caractérisée par une légère augmentation (1%) s'élève à 6 753 tonnes en 2005 contre 6 687 tonnes en 2004. Le dynamisme des exportations vers les pays de la CEMAC explique cette évolution, malgré la baisse des ventes sur le marché local. Celle-ci fait suite aux importations d'un distributeur et à la concurrence des indépendants.

Les autres produits

En progression de 39,7% sur la période sous revue, le chiffre d'affaires de papier à base de ouate (papier et serviettes hygiéniques) connaît une dynamique certaine. Il est évalué à 838,1 millions de Fcfa en 2005 contre 600 millions l'année précédente.

Les ventes en valeur des matelas se chiffrent à 1345,686 millions de Fcfa en 2005 contre 1234,694 millions de Fcfa en 2004.

II.3.5.2 Les matériaux de construction

La sous-branche des « Matériaux de construction », constituée des opérateurs d'extraction de sable, des fabricants de ciment, des ouvrages en béton manufacturé et des agrégats, observe un regain d'activité lié à la conjoncture favorable du secteur BTP.

La production de ciment progresse de 5,7%, pour s'établir à 287 204 tonnes en 2005 contre 271 755 tonnes l'année précédente. Cette performance est tributaire de la hausse de la consommation locale de ciment (10,6%) tirée par les commandes du BTP.

A l'inverse, la production de clinker passe de 210 539 tonnes en 2004 à 167 380 tonnes en 2005, soit une baisse de 20,5% consécutive aux pannes fréquentes de l'outil de production. Aussi, l'importation de 34 419 tonnes de clinker, en provenance de la Chine, de Taiwan et de la Corée du Nord, s'est-elle avérée nécessaire.

Le chiffre d'affaires suit le mouvement haussier de la production de ciment. Il passe de 22,201 milliards de Fcfa en 2004 à 23,604 milliards de Fcfa en 2005, soit une progression de 6,3%.

La valeur ajoutée connaît un repli de 31,3%, en raison de l'accroissement du coût des consommations intermédiaires.

Evolution de l'activité de la branche des matériaux de construction

	2003	2004	2005	05/04
Production (tonnes)				
- Clinker	215 417	210 539	167 380	-20,5%
- Ciment	261 241	271 755	287 204	5,7%
- Agrégats	88 037	112429	111 835	-0,5%
Vente de ciment (tonnes)	249 571	260 682	277 017	6,3%
- Marché domestique	224 079	227 365	251 412	10,6%
- Exportations de ciment (tonnes)	25 492	33 317	25 605	-23,1%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	21 035	22 201	23 604	6,3%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	5 190	7 050	4 841	-31,3%
Effectifs (nombre d'agents)	311	290	283	-2,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	3 653	3 667	4 098	11,8%
Investissements (millions de Fcfa)	5 439	1 044	850	-18,6%

Source : Cimgabon

Les effectifs, en retrait de 2,4%, sont de 283 personnes en 2005, pour une masse salariale de 4,098 milliards de Fcfa.

Les investissements enregistrent une contraction de 18,6%. Ils sont estimés à 850 millions de Fcfa et sont consacrés essentiellement à la réhabilitation de l'outil de production.

II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux intègre la construction métallique et la transformation de l'aluminium. Généralement, les entreprises de ce segment exercent des activités de montage d'éléments semi-ouvrés importés et produisent essentiellement pour le marché local. Il s'agit entre autres des articles de ménage, des tôles, de la chaudronnerie, de la métallurgie navale et de la menuiserie aluminium.

La branche se caractérise par la consolidation de son activité amorcée un an plus tôt suite à la conjoncture favorable du secteur des BTP.

Ainsi, la transformation de l'aluminium en tôles minces et épaisses connaît une amélioration de 16,8% en 2005, pour une production de 1 843,8 tonnes contre 1 578,1 tonnes en 2004. Cette dynamique est impulsée par la demande locale tirée par les commandes des BTP et des quincailleries. En revanche, la production des articles de ménage (Alga) fléchit de 63,9% pour un volume produit de 13,5 tonnes, en raison de la concurrence vigoureuse des produits importés d'Asie.

Parallèlement, le chiffre d'affaires passe de 15,487 milliards de Fcfa en 2004 à 16,606 milliards en 2005, en hausse de 7,2% sous l'effet de la bonne tenue du bâtiment, de la mécanique et du chantier naval.

La valeur ajoutée augmente de 31,9% à 3,321 milliards de Fcfa en 2005, du fait de la faiblesse du volume des déchets observés au cours de l'exercice.

Evolution de l'activité de la seconde transformation des métaux

	2004	2005	05/04
Production (en tonnes)			
Alga	37,3	13,5	-63,9%
Tôles	1 578,1	1 843,8	16,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	15 487,4	16 606,1	7,2%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	2 517,2	3 321,1	31,9%
Investissements (millions de Fcfa)	5 034,4	146,0	-97,1%
Effectifs (nombre d'agents)	195	193	-1,0%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 797,6	1 728,2	-3,9%

Sources : Sotralga, Sogi, Soferga, Gamaflex, Big

Les effectifs, en repli de 1% en 2005, s'établissent à 193 agents pour une masse salariale de 1,728 milliard de Fcfa.

II.3.6. Les industries textiles

La branche des industries textiles regroupe des entreprises industrielles, des ateliers semi-industriels et des unités artisanales de confection.

Le chiffre d'affaires de la seule unité industrielle (MGV) s'améliore en 2005, en raison de la robustesse de la demande inhérente à l'organisation de l'élection présidentielle et à l'arrivée de plusieurs hautes personnalités étrangères au Gabon (confection de T-shirts...). Ainsi, il progresse de 63,1% pour s'établir à 3 milliards de Fcfa en 2005.

La valeur ajoutée passe de 903 millions de Fcfa à 1 719 millions, marquant une hausse de 90,37%.

Evolution de l'activité des industries textiles

	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	1 920	1 839	3 000	63,1%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	500	903	1 719	90,4%
Effectifs (nombre d'agents)	190	224	219	-2,2%
Masse salariale (millions de Fcfa)	490	477	469	-1,7%
Investissements (millions de Fcfa)	70	24	150	525,0%

Source : MGV

Les investissements réalisés en 2005, pour un montant de 150 millions de Fcfa, ont couvert la modernisation de l'outil de production.

La réduction du personnel de 2,2% induit une baisse de 1,7% de la masse salariale qui atteint 469 millions de Fcfa.

II.3.7. L'imprimerie, l'Édition et la Presse

II.3.7.1 L'Imprimerie

En 2005, l'activité de l'imprimerie est caractérisée par des performances appréciables consécutives à l'organisation de l'élection présidentielle, à la reconquête de clients majeurs et à la signature d'un contrat de livraison de manuels scolaires avec le Ministère de l'Éducation Nationale.

En conséquence, le chiffre d'affaires passe de 5,497 milliards de Fcfa en 2004 à 7,612 milliards de Fcfa en 2005, traduisant une hausse de 38,5%. De même, la valeur ajoutée, en accroissement de 46,6%, s'établit à 3,686 milliards de Fcfa.

Evolution de l'activité de l'imprimerie

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	6 218	5 497	7 612	38,5%
Valeur ajoutée	2 671	2 515	3 686	46,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 115	170	170	0,0%
Masse salariale	1 581	1 595	1 655	3,8%
Investissements	155	126	234,2	85,9%

Sources : Multipress Gabon, Polypress, Aps

Les effectifs restent stables pour une masse salariale de 1,655 milliard de Fcfa en 2005, en hausse de 3,8% par rapport à l'année précédente.

Les investissements, s'élevant à 234,2 millions de Fcfa, ont été consacrés à l'amélioration de l'outil de production.

II.3.7.2 Édition et Presse

La sous-branche Édition et Presse est dominée par la Société Nationale de Presse dont l'activité principale est la publication de périodiques, en l'occurrence le quotidien «l'Union».

Le chiffre d'affaires se situe à 2,625 milliards de Fcfa en 2005 contre 1,984 milliard en 2004, soit un raffermissement de 32,3%, imputable à un intérêt accru pour la publicité politique liée à la campagne électorale de novembre 2005 et à la bonne tenue des ventes des articles de presse.

Evolution de l'activité de la sous-branche Édition et Presse

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	2 960	1 984	2 625,70	32,3%
Valeur ajoutée	732	642,3	825,7	28,6%
Effectifs (nombre d'agents)	40	40	42	5,0%

Masse salariale	190	336,2	357,3	6,3%
Investissements	105	120	139	15,8%

Source : Sonapresse

Parallèlement, la valeur ajoutée est en augmentation de 28,6% et passe à 825,7 millions de Fcfa en 2005.

Les investissements réalisés en 2005, d'un montant de 139 millions de Fcfa, ont consisté au renouvellement des équipements.

La masse salariale, se chiffrant à 357,3 millions de Fcfa en 2005 contre 336,2 millions de Fcfa, observe un relèvement consécutif au renforcement du personnel de 6,3%.

II.4. BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) regroupe trois types d'opérateurs :

- les filiales de multinationales ;
- les entreprises moyennes à capitaux privés nationaux ou étrangers ;
- les petites entreprises individuelles.

L'activité du secteur des BTP se déploie dans les domaines de la construction et de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que du génie civil. L'activité du secteur est largement tributaire des investissements publics qui représentent plus de 75% de son chiffre d'affaires.

En 2005, le secteur BTP connaît une amélioration de l'activité. Ainsi, la production vendue progresse de 3,2% par rapport à 2004, soit 118,028 milliards de Fcfa contre 114,348 milliards en 2004. Cet affermissement est lié à la bonne tenue des activités de pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, et à la réhabilitation du réseau routier urbain dans le cadre des fêtes tournantes.

La valeur ajoutée croît de 23,6% en raison des reprises sur provision de la dette intérieure effectuées par de nombreux opérateurs. Elle s'établit à 38,664 milliards de Fcfa contre 28,814 milliards l'année précédente.

Les investissements sont en augmentation de 20,7% pour un montant de 7,558 milliards de Fcfa. Ils concernent le renouvellement et l'acquisition de véhicules de chantier.

La masse salariale progresse de 33,4% sous l'effet conjugué de la hausse des salaires dans de nombreuses entreprises et de l'accroissement des effectifs de 5,7% à 3 153 agents.

Evolution de l'activité du BTP

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Production vendue	107 315,7	114 348,0	118 028,3	3,2%
- bâtiment-génie-civil	83 278,7	89 639,5	87 479,8	-2,4%
- lignes eau, électricité, téléphone	24 037,0	24 708,5	30 548,5	23,6%
Valeur ajoutée	24 027,3	28 814,0	38 664,3	34,2%
Investissements	2 710,8	6 262,0	7 557,9	20,7%
Masse salariale	13 113,5	14 583,0	19 450,2	33,4%
Effectifs permanents	3 098	2 982	3 153	5,7%

Sources : Sobéa-Sogéa, Socoba, Dragages, Enélec, Egepc, Vibec, Colas, Entraco, Seteg, Sogafric-Services, Faco Construction, Soco-Btp

II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Dans ce secteur, on distingue :

- le transport terrestre ;
- le transport ferroviaire ;
- le transport aérien ;
- le transport maritime et fluvial.

A ces branches, s'ajoutent les auxiliaires de transport.

II.5.1. Le transport terrestre

Les activités de cette branche portent essentiellement sur :

- le transport de personnes en zones urbaine, périurbaine et interurbaine ;
- l'acheminement des marchandises au moyen de véhicules pick-up, de camions ou attelages spécifiques ;
- la location de véhicules de tous genres.

Le transport terrestre est dominé par des opérateurs indépendants, exerçant souvent de manière artisanale et à la limite de la légalité. Toutefois, l'on note l'existence à Libreville d'une entité structurée appartenant à l'Etat (SOGATRA). En 2005, la réorganisation du transport terrestre structuré, par les autorités municipales, s'est traduite par le recul de 19,2% du nombre de taxis immatriculés à Libreville (3030 taxis contre 3750 en 2004) et la délivrance de 200 autorisations à certains transporteurs exerçant dans la périphérie.

D'une manière générale, le transport structuré de personnes et de marchandises enregistre un relèvement de 24,1% du chiffre d'affaires. Celui-ci s'établit à 6,676 milliards de Fcfa contre 5,380 milliards en 2004. Cette

amélioration est essentiellement le fait d'entreprises œuvrant dans le transport de grumes et autres marchandises ; le rendement des entreprises structurées de transport de personnes étant pénalisé par la vigueur du secteur informel.

Evolution de l'activité des transports terrestres

(En millions de Fcfa)	2003	2004	2005	Var 05/04
Chiffre d'affaires	2 300	5 380	6 676	24,1%
Valeur ajoutée	1 800	2 268	2 789	22,97%
Masse salariale	1 913	2 404	2 678	11,4%
Investissements	18 900	529	1 093	106,62%
Effectifs (nombre d'agents)	710	646	667	3,25%

Sources: *Transports Tankes, Sogatra, Transform, Stdi*

Parallèlement, la valeur ajoutée augmente de 23% à 2,789 milliards de Fcfa.

Les investissements du secteur ont plus que doublé en 2005, passant de 529 millions de Fcfa en 2004 à 1,093 milliard, sous l'impulsion des sociétés de transport de grumes et des autres marchandises.

La masse salariale et les effectifs évoluent respectivement de 11,4% et 3,3%.

II.5.2. Le Transport ferroviaire

Après deux mandats d'exploitation provisoire, la convention d'exploitation de la voie ferrée a été attribuée à la société Setrag en novembre 2005 pour une durée de 30 ans. Notons, par ailleurs, que la Comilog utilise la voie ferrée pour l'acheminement du minerai de manganèse de Moanda au port minéralier d'Owendo.

Au cours de l'année 2005, les principaux indicateurs de l'activité ferroviaire sont globalement bien orientés.

Evolution du trafic ferroviaire

(en tonnes)	2003	2004	2005	05/04
Grumes	752 171	819 004	767 717	-6,3%
Bois débités	19 871	23 555	27 794	18,0%
Manganèse	2 044 419	2 345 356	2 842 462	21,2%
Produits pétroliers	42 189	30 960	44 698	44,4%
Clinker	19 252	30 960	21 529	-30,5%
Autres marchandises	165 747	206 959	219 568	6,1%
Passagers (en nombre)	194 998	235 225	218 525	-7,1%

Source : *Setrag*

La hausse de la production de manganèse a eu pour effet l'accroissement du volume transporté, qui s'évalue ainsi à 2 842 462 tonnes contre 2 345 356 tonnes en 2004, soit une augmentation de 21,2%.

Le regain d'activité dans la province du Haut-Ogooué, lié à l'activité minière et le trafic transfrontalier de pétrole lampant, est à l'origine de la hausse des produits pétroliers transportés. Le volume acheminé progresse de 44,37% par rapport à 2004. De même, les autres marchandises connaissent une augmentation des quantités transportées de 6,1% comparativement à l'année 2004.

La croissance continue du volume de bois débités conforte l'industrialisation de la filière bois. On note ainsi une hausse de 18% par rapport à 2004.

A l'inverse, on relève un reflux de 6,3% du volume de grumes transportées par rapport à 2004. Par ailleurs, la baisse de la production de clinker s'est traduite par un repli de 30,5% du volume transporté par voie ferroviaire en 2005.

Le nombre de passagers se rétracte de 7,1%. En 2005, on enregistre 218 525 passagers contre 235 225 l'année précédente. Les mouvements des populations observés à l'occasion de la tournée républicaine et de l'élection présidentielle n'ont pas atteint l'affluence enregistrée lors de l'organisation des fêtes tournantes un an plus tôt dans les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo.

Ces différentes évolutions ont induit une revalorisation de 4% du chiffre d'affaires. Cette embellie de l'activité se traduit par un relèvement de 4,6% de la valeur ajoutée.

Evolution des performances de la Setrag

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	27 927	31 111	32 370	4,0%
Valeur Ajoutée	17 872	19 500	20 393	4,6%
Masse Salariale	10 270	11 400	9 408	-17,5%
Investissements	4 200	3 737	3 761	0,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 310	1 300	1 310	0,8%

Source : Setrag & estimations DGE

Au niveau de l'emploi, on enregistre une hausse de 0,8% des effectifs, alors que dans le même temps la masse salariale se contracte de 17,5% suite aux départs à la retraite de certains agents.

II.5.3. Le transport aérien

Le transport aérien est assuré par une dizaine de compagnies réparties en trois catégories :

- 1) les compagnies installées au Gabon et offrant des vols réguliers domestiques et internationaux, à savoir :
 - Air Service (ex-Air Service Gabon) ;

- Air Gabon ;
- Avirex, Air Max, La Nationale.

2) les compagnies d'affrètement et de location :

- Air Affaires Gabon et Air service qui répondent aux besoins d'une clientèle particulière, notamment l'Etat ;
- Heli-Union, basée à Port-Gentil et assurant le transport du personnel vers les plates-formes pétrolières.

3) les compagnies internationales étrangères, notamment Air France, Royal Air Maroc, Cameroon Airlines, Lina Congo, Bénin Golf Air, Air Ivoire, etc.

Evolution du trafic aérien (Aéroport de Libreville)

	2003	2004	2005	05/04
Mouvements avions commerciaux	28 420	22 532	22 784	1,1%
- réseau domestique	18 253	13 403	13 740	2,5%
- réseau international	10 167	9 129	9 044	-0,9%
Nombre passagers	854 776	698 589	635 422	-9,0%
- vols domestiques	385 037	319 552	301 635	-5,6%
- vols internationaux	457 828	367 933	310 286	-15,7%
- en transit	11 911	11 104	23 501	111,6%
Volume du fret (tonnes)	15 545	14 217	14 650	3,0%
- réseau domestique	1 560	1 522	1 570	3,2%
- réseau international	13 985	12 695	13 080	3,0%

Sources : Adl, Asecna

En 2005, on relève une évolution contrastée des indicateurs du transport aérien. En effet, les mouvements d'avions commerciaux et le volume du fret enregistrent des améliorations relatives de 1,1% et 3% respectivement, tandis que le nombre de passagers fléchit de 9%.

II.5.3.1 Le trafic aérien national

En 2005, les indicateurs du trafic domestique enregistrent une légère amélioration. Il en est ainsi des mouvements des avions commerciaux qui augmentent de 2,5%, soit 13 740 mouvements contre 13 403 en 2004. De même, le volume de fret progresse de 3,2%. La seule contre-performance est inhérente au nombre de passagers qui chute de 5,6%, à 301 635 passagers.

Ce recul du nombre de passagers sur le plan national est la conséquence de la réduction de l'offre de la Compagnie Nationale Air Gabon, compte tenu des fréquentes annulations de vols pour manque d'aéronefs.

II.5.3.2 Le trafic aérien international

L'atonie du trafic international se poursuit en 2005, du fait du ralentissement des activités de la compagnie nationale Air Gabon. Celui-ci s'est traduit par la réduction de 75% de ses vols vers l'Europe et la suppression des dessertes de la plupart des escales africaines. Cependant, l'intensification des vols des autres compagnies (Air France, Royal Air Maroc...) a permis d'atténuer cette baisse.

Le trafic régional connaît une croissance à deux chiffres (20,41%), en raison de l'augmentation de l'offre commerciale à l'endroit des passagers (Cam Air, Bénin Golf air, Air Service, Avirex, Bellview) et du fret avec le Hub sous régional de DHL installé à Libreville.

Toutefois, le nombre de voyageurs baisse de 15,7%, à 310 286 contre 367 933 en 2004.

Les passagers en transit et le volume de fret progressent respectivement de 111,6% et 3%. La hausse du trafic transit est due à la desserte de la sous-région via Libreville par les Compagnies Bénin Golf Air, Interair et Bellview. Quant au fret, il bénéficie de la présence du Hub sous régional de la compagnie DHL et dans une moindre mesure des mouvements de trafic de la Monuc via Libreville.

II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

La contraction de l'activité constatée en 2004 s'est accélérée en 2005, avec notamment le fort ralentissement des activités de la Compagnie Nationale Air Gabon, suite à ses déséquilibres structurels. Cette situation a eu pour corollaire un recul de 26% du chiffre d'affaires consolidé.

Evolution des performances des compagnies aériennes

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	51 704	66 328	49 071	-26%
Valeur Ajoutée	9 676	4 782	5 128	7,2%
Masse Salariale	10 526	15 178	15 304	0,8%
Investissements	27 911	52 874	19 315	-63,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 450	938	987	5,2%

Sources : Air Gabon, N2ag, Bénin Golf Air, Camair, La Nationale, Ram & estimations DGE

Cette tendance est également observée au niveau des investissements. Ils baissent en effet de 63,5%. Ces contre-performances sont consécutives au fort ralentissement des activités de la compagnie Air Gabon.

II.5.4 Le transport maritime et fluvial

La branche des transports maritime et fluvial est constituée de plusieurs armements spécialisés dans des segments précis :

- Armement Secam Gabon et Getma qui transportent des marchandises en direction de l'Europe et de l'Asie ;
- Le groupe Delmas SDV, qui assure les liaisons maritimes du Gabon avec la côte ouest-africaine et l'Europe ;
- Satram (Antarès) et EGCA opèrent entre Libreville et Port-Gentil ;
- CNI.

II.5.4.1 Le transport fluvial

L'unique opérateur structuré, la CNI, n'a pas été opérationnel au cours de l'année 2005. Cette inactivité était liée à la défectuosité de l'outil de production ; tous les bateaux de la compagnie (Le Mahotes et Le Fernan Vaz) étant en panne.

II.5.4.2 Le transport maritime

L'activité des principales compagnies maritimes du pays est en nette progression, grâce notamment à la hausse du volume de manganèse exporté et des autres marchandises manipulées à Owendo et à Port-Gentil.

Evolution des performances des compagnies maritimes

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	60 472	27 573	33 855	22,8%
Valeur Ajoutée	11 700	14 856	16 705	12,4%
Masse Salariale	10 056	7 542	7 837	3,9%
Investissements	3 397	2 144	1 671	-22,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 590	672	690	2,7%

Sources: Smit, Socopao, Saga, Sdv, Maersk Gabon s.a & Estimations DGE

Le chiffre d'affaires de la branche passe de 27,573 milliards de Fcfa en 2004 à 33,855 milliards en 2005. Parallèlement, la valeur ajoutée croît de 12,4%. Quant au niveau d'investissement, il connaît un recul 22,1%.

II.5.4.3 Les activités portuaires

Depuis le 20 septembre 2003, la gestion des ports d'Owendo et de Port-Gentil a été concédée à Sigeprag, filiale du groupe espagnol Progrossa Investment/Puertos de Las Palmas. Les autres activités (gestion du domaine portuaire, exploitation du port à bois, autres beaches privés et rades annexes) relèvent toujours de la compétence de l'Oprag.

II.5.4.3.1 Le port d'Owendo

Le relèvement de l'activité observé au port d'Owendo, depuis le début de l'année 2005, s'est confirmé à fin décembre. En effet, on note une progression de

12,8% du nombre de mouvements de bateaux ayant accosté au port d'Owendo, qui se chiffre à 1 394 contre 1 236 en 2004.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

<i>(en tonnes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Mouvements des bateaux (nombre)	3 450	1 236	1 394	12,8%
Volume total de marchandises	4 083 837	4 548 722	5 720 252	25,8%
- Produits forestiers	637 540	708 193	800 625	13,1%
- Grumes	637 540	665 522	658 368	-1,1%
-Bois semi-ouvrés		42 671	142 257	233,4%
- Manganèse	1 944 000	2 246 769	2 866 632	27,6%
- Autres marchandises	864 757	885 567	1 252 370	41,4%

Source : Sigeprag

Le volume total de marchandises manipulées à Owendo, en hausse de 25,8%, s'établit à 5 720 252 tonnes en 2005 contre 4 548 722 tonnes en 2004.

L'amélioration des exportations de manganèse (27,6%), ainsi que le relèvement des ventes extérieures des produits forestiers (13,1%) et des autres marchandises (41,4%) ont participé à cette performance.

II.5.4.3.2 Le port de Port-Gentil

Au contraire du port d'Owendo, l'activité à Port-Gentil s'est détériorée, du fait notamment de la baisse du volume de pétrole et des produits forestiers exportés, en dépit du relèvement du volume des autres marchandises.

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

<i>(en tonnes)</i>	2003	2004	2005	05/04
Mouvements des bateaux (nombre)	2 050	2 072	1 664	-19,7%
Volume total de marchandises (entonces)	14 168 000	14 222 204	14 034 058	-1,3%
Produits forestiers	425 000	417 602	389 485	-6,7%
- grumes	425 000	417 602	353 991	-15,2%
- bois semi-ouvrés	ND	ND	35 494	-
Pétrole Brut	12 680 000	12 730 000	12 490 000	-1,9%
Autres marchandises	638 000	657 000	765 088	16,5%

Sources : Sigeprag, Dgh, Dge

II.5.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite. Elle regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (Oprag, Sigeprag, Adl, Asecna) ;

- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Gabon Contacts, etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (Ags, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime (Snat, Ttg, Tag, etc.).

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en millions de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	26 455	23 988	30 334	26,5%
Valeur ajoutée	13 776	11 109	15 551	40,0%
Masse salariale	4 397	5 244	6 252	19,2%
Investissements	4 569	4 415	2 840	-35,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 500	797	812	1,9%

Sources : Panalpina, Sigeprag, Tag, Asecna, Eagle, Saga, Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Adl, Gabon Fret, Ttg & Estimations DGE

Le regain d'activité au port d'Owendo a induit une hausse du chiffre d'affaires de 26,5%. Celui-ci s'élève à 30,334 milliards de Fcfa contre 23,988 milliards en 2004. Consécutivement, la valeur ajoutée s'établit à 15,551 milliards de Fcfa contre 11,109 milliards de Fcfa l'année précédente.

Les effectifs et la masse salariale augmentent respectivement de 1,9% et 19,2%. Cette légère hausse est imputable à l'augmentation de l'activité aux principaux ports du pays (Owendo et Port Môle).

II.6. LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications est composé de plusieurs sociétés opérant sur divers segments. On dénombre principalement :

- Gabon Poste et Gabon Télécom, spécialisées respectivement dans les activités postales et les télécommunications ;
- Technique Représentation Radio Communication (TR2), société opérant dans la radio communication ;
- la Société Gabonaise de Télécommunications (Gabtel), intervenant dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émission ;
- DHL, EMS Delta+, Universal Express et autres spécialistes de l'acheminement du courrier accéléré ;
- Celtel, Libertis et Telecel, exerçant sur le segment de la téléphonie mobile ;
- TV SAT, société opérant dans l'installation des équipements pour les branchements aux réseaux de télévision par satellites.

Depuis l'année 2001, le développement de la téléphonie mobile a impulsé une dynamique nouvelle à l'activité des télécommunications. Celle-ci connaît une forte croissance.

Le nombre d'abonnés du téléphone fixe passe de 33 431 en 2004 à 32 023 abonnés en 2005, soit un recul de 4,2%.

Le nombre d'abonnés de la compagnie TV SAT qui se chiffre à 2 000 a chuté de 31%, du fait de la concurrence.

Evolution du nombre d'abonnés

	2003	2004	2005	05/04
Téléphone ordinaire	38 415	33 431	32 023	-4,2%
Téléphone cellulaire	377 357	475 223	674 725	42,0%
Total abonnés téléphone	415 772	508 654	706 748	38,9%
Tv. SAT	3 500	2 900	2 000	-31,0%

Sources : Gabon Telecom, Celtel, Libertis, TV Sat, Telecel & estimations DGE

La croissance du secteur de la téléphonie mobile s'explique, d'une part, par l'intensification de la connexion des villes de l'intérieur au téléphone mobile, d'autre part, par le dynamisme de la politique commerciale (promotion des cartes SIM et des cartes de recharge). La diminution des tarifs intervenue dès la fin 2004 a eu pour effet une augmentation de la durée des communications.

Evolution des performances du secteur des Télécommunications

(en millions de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	194 273	166 631	172 989	3,8%
Valeur ajoutée	28 420	77 868	78 604	1,0%
Masse salariale	29 642	34 138	35 857	5,0%
Investissements	46 046	71 789	67 127	-6,5%
Effectifs	2 927	3 228	3 295	2,1%

Sources : Gabon Telecom, Gabon Poste, Celtel, Libertis, Telecel, Gabtel et TV Sat

Le chiffre d'affaires du secteur enregistre une hausse de 3,8% à 172,989 milliards de Fcfa contre 166,631 milliards en 2004.

La valeur ajoutée passe de 77,868 milliards de Fcfa en 2004 à 78,604 milliards en 2005, soit une légère hausse de 1%. Les investissements baissent de 6,5% ; tandis que la masse salariale et les effectifs augmentent respectivement de 5% et de 2,1%.

II.7. LE COMMERCE

Le secteur Commerce regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent pour revendre en l'état. Il est composé de cinq branches :

- le commerce général structuré qui concerne une gamme élargie de produits à savoir, l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par Pizo Shell, Total Marketing, Mobil Oil Gabon et Pétrogabon ;

- le commerce des produits pharmaceutiques qui compte deux entreprises (Pharmagabon et Copharga) assurant la distribution à une quarantaine de pharmacies, de pro-pharmacies (structures relais des pharmacies à l'intérieur du pays) ainsi qu'aux organismes publics ;
- le commerce des véhicules exercé par des concessionnaires agréés, regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI), et par les vendeurs de véhicules d'occasion ;
- la distribution des ouvrages et périodiques.

En 2005, on observe un retournement de conjoncture au niveau du secteur commerce caractérisé par une amélioration de l'activité consolidée. Celle-ci fait suite à la hausse de la consommation induite par l'organisation de l'élection présidentielle.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur Commerce

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	459,880	454,029	514,963	13,4%
Valeur ajoutée	54,446	57,301	67,811	18,3%
Masse salariale	12,841	36,983	23,939	-35,3%
Investissement	14,545	12,072	16,585	37,4%
Effectifs (nombre d'agents)	2856	2987	2959	-0,9%

Source : l'échantillon d'entreprises du secteur commerce

II.7.1 Le commerce général structuré

En 2005, le chiffre d'affaires du commerce général structuré enregistre une hausse de 8,3% pour se situer à 207,56 milliards de Fcfa. Cet affermissement est imputable à la vigueur de la demande des principaux clients de la branche (forestiers, BTP et Administration) en raison du regain d'activité observé dans l'ensemble des secteurs.

Par ailleurs, les stratégies commerciales adoptées par certains opérateurs de la branche (fonctionnement en continu, promotion des produits de gamme moyenne) ont également contribué à l'amélioration de son activité.

Evolution du commerce général structuré

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	179,9	191,58	207,56	8,3%
Valeur ajoutée	22,5	26,66	32,71	22,7%
Masse salariale	11,8	11,3	11,42	1,1%
Investissements	6,6	4,37	5,62	28,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1719	1992	2071	4,0%

Sources : Mbolo, Ceca-gadis, Nestlé Gabon, Centre Affaires, Prix import, Gipa, San, Gabonaise de chimie, Bati Plus, Diesel Gabon, Bernabé Gabon, APC, Matériaux du Gabon, Gabon Meca, Soga import, HM Distribution, commerce général import et export.

La valeur ajoutée est en hausse de 22,7% pour s'afficher à 32,71 milliards de Fcfa contre 26,66 milliards en 2004.

Les investissements augmentent considérablement de 28,6%, suite aux grands travaux engagés par certaines entreprises.

La masse salariale progresse légèrement de 1,1%, alors que les effectifs évoluent de 4% pour atteindre 2 071 agents.

II.7.2 Le commerce des produits pétroliers

En 2005, les ventes des produits pétroliers sont marquées par un raffermissement de 12,6%, pour un chiffre d'affaires consolidé de 163,48 milliards de Fcfa. Cette amélioration s'explique, entre autres, par l'augmentation de stations-service et la forte consommation de carburants par les forestiers et la SEEG pour le fonctionnement de sa centrale thermique d'Owendo, dans un contexte de faible pluviométrie.

Parallèlement, la valeur ajoutée progresse de 16,8% pour s'établir à 15,2 milliards de Fcfa.

Les investissements réalisés par les opérateurs de la branche s'élèvent à 5,78 milliards de Fcfa contre 3,92 milliards en 2004, soit un relèvement de 47,4%, imputable essentiellement à Pétrogabon qui a réalisé de gros investissements (construction des cuves et installation de centrifugeuse).

Evolution des produits pétroliers

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	149,5	145,2	163,48	12,6%
Valeur ajoutée	14,88	13,01	15,2	16,8%
Masse salariale	5,44	4,55	5,34	17,4%
Investissement	6,56	3,92	5,78	47,4%
Effectifs (nombre d'agents)	457	332	325	-2,1%

Source : *Gpp*

II.7.3 Le commerce des véhicules

Le chiffre d'affaires généré par les ventes des véhicules progresse de 29% en 2005 comparativement à l'année précédente, s'établissant à 113,25 milliards de Fcfa. Cette performance s'explique par la bonne tenue de la demande des forestiers, des sociétés minières, du secteur BTP, ainsi que par les commandes exceptionnelles de l'Etat.

Evolution du commerce des véhicules

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	97,25	87,79	113,25	29,0%
Valeur ajoutée	13,12	13,7	17,75	29,6%
Masse salariale	5,68	5,92	6,08	2,7%
Investissements	1,2	3,61	4,99	38,2%
Effectifs (nombre d'agents)	564	592	563	-4,9%

Source : Urai

II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a bénéficié du contexte caractérisé par l'organisation de diverses campagnes civiles et militaires de soins gratuits au profit des populations. Ainsi, le chiffre d'affaires s'établit à 26 milliards de Fcfa contre 25 milliards en 2004, soit une appréciation de 4%.

Corrélée à la tendance des ventes, la valeur ajoutée progresse de 2,5%. De même, la masse salariale, d'un montant de 480 millions de Fcfa, est en hausse de 20% sous l'effet du renforcement des effectifs (2,8%) et des glissements catégoriels.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	24,02	25	26	4,0%
Valeur ajoutée	2,77	3,26	3,34	2,5%
Masse salariale	0,32	0,4	0,48	20,0%
Investissements	0,11	0,15	0,14	-6,7%
Effectifs (nombre d'agents)	64	71	73	2,8%

Sources : Pharmagabon, Copharga

II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

La distribution des ouvrages, des périodiques et des livres est assurée par des librairies et des vendeurs indépendants.

La Société Gabonaise de Presse détient le monopole de la distribution des journaux et des périodiques sur le marché national.

La vente des ouvrages et périodiques a généré 4,668 milliards de Fcfa en 2005 contre 4,457 milliards de Fcfa en 2004. Cette évolution positive est inhérente au contexte électoral qui a dopé les ventes de journaux.

La valeur ajoutée passe de 611 millions de Fcfa en 2004 à 677 millions en 2005, soit une hausse de 10,8%. Parallèlement, les investissements de

renouvellement enregistrent une forte appréciation et s'élèvent à 54 millions de Fcfa.

Evolution du commerce des ouvrages et périodiques

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	4 600	4 457	4 668	4,7%
Valeur ajoutée	613	611	677	10,8%
Investissements	61	19	54	184,2%

Source : Sogapresse

II.8. L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

Sont regroupées dans le secteur « hôtellerie, restauration et tourisme », les unités économiques qui exercent dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges,);
- la restauration (restaurants, snacks-bars, cafés, cafétérias);
- le tourisme et les loisirs (agences de voyages, réserves et sites touristiques, villages de vacances, centres de loisirs, etc.).

II.8.1. L'hôtellerie

La capacité hôtelière et touristique du Gabon est estimée à plus de 3500 chambres en 2005. On y distingue :

- les hôtels de classe internationale, sous la gestion des chaînes hôtelières internationales;
- les hôtels de moyenne capacité relayés par des motels et des cases de passage.

II.8.1.1. Les hôtels de classe internationale

On compte six établissements de dimension internationale implantés dans les centres urbains au potentiel économique important (Libreville, Port-gentil et Franceville). L'activité dans ces chaînes hôtelières est globalement bien orientée.

Evolution de l'activité dans la branche des hôtels de classe internationale

	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires <i>(en millions de Fcfa)</i>	13 458	13 917	14 858	6,8%
Nombre de clients	175 616	178 609	175 686	-1,6%
Taux d'occupation %	49%	51,70%	51,43%	-0,27 pt
Prix moyen/chambre (en Fcfa)	45 223	46 829	55 198	17,9%
Masse salariale	4 880	4 293	5 164	20,3%
Effectifs (nombre d'agents)	789	756	721	-4,6%

Sources : Okoumé Palace, Rapontchombo, Ré-Ndama, Méridien Mandji, Leconi Palace, Atlantique.

Ainsi, le chiffre d'affaires s'établit à 14,858 milliards de Fcfa contre 13,917 milliards en 2004, soit une hausse de 6,8 %. Cette embellie résulte de plusieurs facteurs, à savoir :

- l'application des nouvelles méthodes de gestion plus rigoureuse ;
- la régularité de certains clients de référence ;
- la création d'un centre d'affaires au Méridien Ré-Ndama (gérée auparavant par une société extérieure) ;
- la forte fréquentation de la clientèle asiatique ;
- les activités diplomatiques et gouvernementales.

De même, le relèvement de 17,9% du prix moyen de la nuitée a conforté l'amélioration des performances commerciales.

En revanche, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels recule de 1,6%, ce qui se traduit par un tassement du taux d'occupation de 0,27 point, à 51,4%. Cette situation s'explique, en partie, par le départ définitif du Conseil Economique et Social (perte de 40 chambres).

Malgré la baisse des effectifs de 4,6%, la masse salariale augmente de 20,3% pour se situer à 5,164 milliards de Fcfa. Cette évolution est le fait de la transformation de certains contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, d'une part, et du recrutement de personnel comptable mieux qualifié, d'autre part.

II.8.1.2. Les hôtels de moyenne capacité

Le nombre de structures hôtelières de moyenne capacité implantées sur l'ensemble du territoire national a crû considérablement depuis le lancement des fêtes tournantes. Ainsi, elles sont classées en deux catégories : celles qui exercent dans les conditions requises par la loi et les autres qui évoluent à la limite de la légalité.

II.8.2. La restauration

Trois types d'opérateurs interviennent dans cette branche d'activité:

- les restaurants haut de gamme (hôtels de classe internationale, restaurations grands standing) ;
- les restaurants indépendants ;
- les établissements de petites tailles opérant dans l'informel (ex : les vendeurs ambulants).

La prolifération de l'informel dans ladite branche et la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages entraînent une atonie des activités des restaurants. Cependant, l'organisation des grandes manifestations (séminaires, conférences, rencontres politiques ou inter états) permet à ces établissements d'équilibrer leurs comptes.

II.8.3. Le tourisme et les loisirs

Au cœur du Gabon, il existe d'immenses atouts naturels pour le développement du tourisme et des loisirs. Aussi, le tourisme s'entend comme tout déplacement d'une personne d'une durée de 24 heures au moins à plus de 50 km de son domicile pour des motifs professionnels, ludiques, de santé, d'études et d'agrément.

A cet effet, la mise en exploitation imminente des treize parcs nationaux créés à l'initiative du gouvernement et du Président de la République représente une opportunité pour la promotion du tourisme. Il s'agit ainsi des parcs de : Akanda, Pongara, Mont de Cristal, Loango, Mayumba, Waka, Plateaux Batéké, Mwagné, Ivindo, Birougou et Minkébé sous la gestion du Conseil National des Parcs Nationaux (CNPN).

Dans le secteur de l'écotourisme, plusieurs complexes touristiques ont été construits à travers le pays, notamment :

- l'opération Loango à Iguela. Dirigée par les hollandais, elle a permis la création d'une cinquantaine d'emplois (chauffeurs, mécaniciens, personnels hôteliers, etc.) ;
- la contrée de Digoudou (Zoo). Elle est explorée par les belges.

Par ailleurs, il existe diverses structures dont les activités sont tournées vers la promotion touristique. Il s'agit:

- des agences de voyages (Gabon Contacts, Mistral voyages, Eurafrique voyages, Ogooué voyages, ...),
- des réceptifs (Crédits Voyage, Cigogne et Gabon Tour).

II.9. LES AUTRES SERVICES

D'une manière générale, les Autres services se caractérisent par un regain d'activité en 2005. Les différentes branches qui constituent ce secteur sont en nette progression.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	95,499	133,497	144,603	8,3%
Valeur Ajoutée	29,423	24,226	25,091	3,6%
Investissements	5,757	5,399	13,213	144,7%
Effectifs (nombre d'agents)	5,574	6,181	6,184	0%

Sources : L'échantillon d'entreprises des autres services

II.9.1. Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers regroupe des entreprises exerçant une variété d'activités : photographie, jeux et loisirs, services médicaux, auto-écoles, radiodiffusion, télévision, prestations mortuaires, relations publiques, etc.

Evolution de la branche des services aux particuliers

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	26,361	12,558	14,438	15,0%
Valeur Ajoutée	11,261	6,565	6,902	5,1%
Investissements	0,939	1,623	2,704	66,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1027	278	270	-2,9%

Sources : Africa n°1, Pmug, Sgjl, Labo Color, Staff Gabon, Cabinet de groupe, Polyclinique El Rapha, Medical Optique, Societe d'Equipement Medical, Gabon Contacts, Auto Ecole Renaissance 2000, Casepga, Gabosep, Sgcl, Societe Thermotank Gabon, Gesparc, AGS Frasers, Polyclinique Biyoghe & estimations DGE

En 2005, tous les indicateurs de la branche s'améliorent. Ainsi, sous l'effet cumulé des prestations médicales, des relations publiques et des jeux et loisirs, le chiffre d'affaires croît de 15%, soit 14,438 milliards de Fcfa contre 12,558 milliards en 2004.

La valeur ajoutée s'établit à 6,902 milliards de Fcfa contre 6,565 milliards en 2004, soit une augmentation de 5,1%.

Les investissements progressent de 66,6%, à 2,704 milliards de Fcfa.

II.9.2. Les services immobiliers

Les services immobiliers concernent la promotion immobilière et les transactions sur terrains et immeubles. L'essentiel de l'activité est assuré par la Société Nationale Immobilière (SNI) et quelques agences de taille variable.

Evolution de la branche des services immobiliers

(en millions de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	7 043	6 775	7 136	5,3%
Valeur Ajoutée	3 018	2 327	2 382	2,4%
Investissements	445	141	5 577	3855,3%
Effectifs (nombre d'agents)	126	132	141	6,8%

Sources : Sni, Alliance, Ail, Imp Conseil, Gestion Immobilière & Alpha Immobilier

L'activité connaît une nette croissance en 2005. Cette embellie se matérialise par un chiffre d'affaires de 7,136 milliards de Fcfa, en hausse de 5,3%.

La valeur ajoutée, en évolution de 2,4%, se chiffre à 2,382 milliards de Fcfa.

L'investissement du secteur explose à 5,577 milliards de Fcfa contre 141 millions l'année précédente. Cette forte croissance est principalement liée aux efforts consentis par la SNI qui a investi dans la construction de 505 logements sur les 2 000 en projet dans la zone d'Agondjé.

II.9.3. Les services rendus aux entreprises

Cette sous-branche regroupe des entreprises ayant des spécialités diverses, notamment :

- les sociétés d'informatique, spécialisées dans la vente de matériel et logiciels informatiques, la maintenance, la formation, le conseil, l'ingénierie, etc. ;
- les bureaux d'études, d'expertise et de contrôle, œuvrant dans l'ingénierie, le contrôle technique, les études géotechniques de génie civil et diverses ;
- les cabinets comptables et juridiques qui interviennent notamment dans le conseil juridique et financier, ainsi que dans la validation des comptes des sociétés.

Evolution de la branche des services aux entreprises

<i>(en millions de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	62 095	61 647	69 785	13,2%
Valeur Ajoutée	15 144	15 334	15 807	3,1%
Investissements	4 373	2 839	3 739	31,7%
Effectifs (nombre d'agents)	4 421	4 466	4 383	-1,9%

Sources: Fidafrica, Price, Gbm, Bull, Bureau Veritas, Sovog, Ernst & Young, Deloitte, Freecom Gabon, Cfao Technologies, Igm, Sgs, Ems Delta+, Geri Loison & estimations DGE

En 2005, le chiffre d'affaires croît de 13,2%, se situant à 69,785 milliards de Fcfa. Cette progression est due au raffermissement de l'économie nationale qui a permis d'accroître les contrats passés avec les prestataires agréés. La valeur ajoutée et les investissements augmentent respectivement de 3,1% et 31,7%.

Les effectifs par contre, régressent de 1,9%, à 4 383 agents.

II.9.3. Les services parapétroliers

La branche est composée d'entreprises dont les activités sont étroitement liées au secteur pétrolier. Il s'agit des services pétroliers et des constructions pétrolières.

Dans l'ensemble, ces entreprises présentent une activité soutenue en 2005, grâce à la fermeté de la demande des pétroliers dans un contexte marqué par l'envolée des cours du brut sur le marché international.

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé augmente de 1,4%, soit 53,244 milliards de Fcfa en 2005 contre 52,517 milliards de Fcfa en 2004.

Les investissements ont suivi la même tendance en se situant à 1,193 milliard, soit un accroissement appréciable de 49,9%.

Les effectifs ont également connu une hausse de 6,5%.

Evolution des indicateurs consolidés des services parapétroliers

(En millions de Fcfa)	2004	2005	05/04
Chiffre d'affaires	52 517	53 244	1,4%
Investissements	795,6	1 193	49,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 305	1 390	6,5%

Sources: Baker&Huges, Tessiga, Semts, Halliburton, Schlumberger, Ortec-Buzzichely, Stolt Offshore, Antirouafrigue, Stsi, Ditec, Geoindustrie, Delmas Petroleum Services.

II.10. LES INSTITUTIONS FINANCIERES

La nomenclature officielle désigne sous l'appellation « Institutions Financières »:

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisse Nationale d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance.

II.10.1. Les banques commerciales et de développement

En 2005, on dénombre six (6) établissements bancaires au Gabon (Bicig, Ugb, Bgfi Bank, Citigroup, Financial Bank et Bgd).

Les résultats du secteur bancaire en 2005 sont en hausse. On observe un renforcement des fonds propres nets, une augmentation du produit net bancaire, un relèvement de l'encours des crédits, une forte progression du stock des dépôts collectés et une nette amélioration de la rentabilité des établissements.

Les ressources

Les stocks de dépôts collectés par les banques s'élèvent à 737,4 milliards de Fcfa en 2005 contre 555,9 milliards de Fcfa l'année précédente, soit une hausse de 32,6 %. Cette évolution est due essentiellement à l'épargne provenant du secteur privé, en particulier des secteurs mines et pétrole dont les performances commerciales ont été très bonnes.

De même, les fonds propres des banques se renforcent en 2005 pour atteindre 146,4 milliards de Fcfa contre 139,6 milliards l'année précédente, soit une hausse de 4,9%.

La liquidité bancaire s'est accrue et toutes les banques sont prêteuses nettes en 2005.

Les emplois

En dépit d'une politique de crédit très sélective et un strict respect des normes prudentielles, l'encours des crédits connaît en 2005 une hausse de 7,4 %. Il atteint 413 milliards de Fcfa contre 384,7 milliards de Fcfa en 2004.

Ce processus est le fruit d'une politique attractive de crédit au profit des entreprises (notamment dans les secteurs industries, Télécommunications, distribution et services....) et des ménages.

L'analyse par terme montre que les crédits à court terme augmentent de 24,1%, passant de 192,5 milliards de Fcfa en 2004 à 238,9 milliards de Fcfa en 2005. Les crédits à moyen et long terme, quant à eux, régressent de 9,4%. Ils s'élèvent à 174 milliards de Fcfa en 2005 contre 192 milliards de Fcfa l'année précédente.

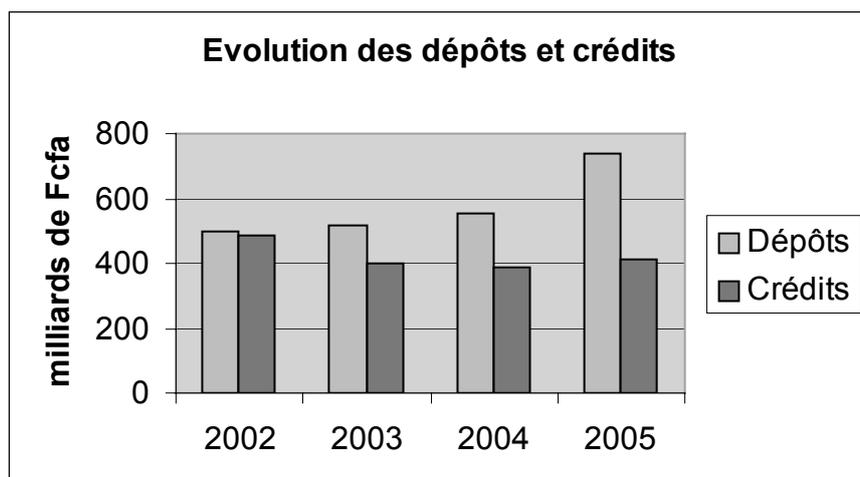
Cette tendance révèle un moins bon financement de l'économie en 2005, par rapport à l'année précédente, car le poids des crédits à moyen et long terme diminue (ils représentent 42,1% contre 49,9% en 2004). Ceci démontre un concours plus accru aux besoins de trésorerie, au détriment de l'investissement.

Evolution de l'activité des banques

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2002	2003	2004	2005	05/04
Dépôts	502,50	519,30	555,90	737,40	32,6%
Crédits	518,90	401,00	384,70	413,00	7,4%
- CT	265,00	141,40	192,50	238,90	24,1%
- MLT	253,90	242,20	192,40	174,00	-9,6%
Taux de Couverture (D/C)	0,97	1,30	1,45	1,79	23,4%
Rentabilité des FP (%)	16,4%	4,6%	12,7%	16,3%	3,6%
Résultat net	22,50	5,20	17,70	23,80	34,5%
Investissements	4,19	6,16	6,01	7,32	21,8%
Effectifs	1383,00	1388,00	1369,00	1404,00	2,6%

Masse salariale	20,10	28,26	23,18	24,54	5,9%
-----------------	-------	-------	-------	-------	------

Source : Etablissements bancaires



Source : Etablissements bancaires

La rentabilité

En 2005, le produit net bancaire s'établit à 85,1 milliards contre 74,4 milliards l'année précédente, soit une hausse de 14,3 %.

Le résultat net s'élève à 23,7 milliards de Fcfa en 2005 contre 17,7 milliards de Fcfa en 2004, soit une augmentation de 34,3%. Cette performance s'explique par une progression de la marge sur opérations avec la clientèle, notamment les commissions sur transferts.

La rentabilité des fonds propres atteint 16,3% en 2005 contre 12,7% en 2004, soit une hausse de 3,6 points.

Les effectifs

Le secteur bancaire emploie 1404 personnes en 2005. Cet effectif est en progression de 2,5% sur une année. Cette évolution résulte d'une plus grande diversification des services à la clientèle.

Du fait des glissements catégoriels et des nouveaux recrutements, la masse salariale connaît une augmentation de 5,8%.

Les investissements

L'effort d'investissement du secteur bancaire augmente de 21,7%. Il s'élève à 7,3 milliards de Fcfa en 2005 contre 6 milliards en 2004. Il vise essentiellement le renouvellement du matériel informatique et l'extension du réseau d'agences et des bureaux pour une meilleure compétitivité et une amélioration de la productivité.

II.10.2. Les établissements financiers

Le secteur se compose de cinq (5) établissements (Sogaca, Finatra, Bicibail, Bgfi Participations, Bgfibail) dont les activités principales sont le crédit-bail, le crédit-automobile et le crédit-équipement.

Les ressources

Elles enregistrent un léger repli de 2,5%, passant de 52,9 milliards de Fcfa en 2004 à 51,6 milliards de Fcfa en 2005. Cette baisse résulte de la diminution de la dette bancaire qui s'établit à 32,7 milliards contre 34,5 milliards en 2004.

Les fonds propres se renforcent très légèrement de 2,7% pour atteindre 18,9 milliards de Fcfa en 2005.

Evolution des ressources des établissements financiers

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2002	2003	2004	2005	2005/2004
Dettes bancaires	31,9	33,3	34,5	32,7	-5,2%
Capitaux propres	13,6	19,3	18,4	18,9	2,7%
total	45,5	52,6	52,9	51,6	-2,5%

Source : établissements financiers

Les emplois

Ils croissent de 3,6% pour s'établir à 55,4 milliards de Fcfa en 2005. Cette évolution est essentiellement consécutive à l'augmentation de 5,9%, à 25,3 milliards de Fcfa, des opérations de crédit-bail.

Evolution des emplois des établissements financiers

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2002	2003	2004	2005	2005/2004
opération de Crédit-bail	16,6	23,0	23,9	25,3	5,9%
crédits à moyen terme	18,3	24,4	23,0	23,0	0,0%
crédits à court terme	9,3	5,3	4,4	4,3	-2,3%
titres de participation	4,2	2,2	2,2	2,8	27,3%
Total	48,4	54,9	53,5	55,4	3,6%

Source : Etablissements Financiers

II.10.3. La Microfinance

La microfinance c'est « l'offre de services financiers à une clientèle démunie et évoluant en marge des services financiers classiques ».

En 2005, cette activité est exercée par trois établissements agréés dont deux de première catégorie (la Caisse Epargne Crédit Agass CECAG et la Caisse Femo d'Epargne Crédit CFEC) et un établissement de deuxième catégorie (la Financière Africaine de MicroProjets FINAM).

L'activité s'inscrit en très forte hausse par rapport à 2004, du point de vue de la collecte de l'épargne et de la distribution de crédit.

Les Ressources

Les ressources propres passent de 11,5 millions de Fcfa en 2004 à 211,8 millions de Fcfa en 2005. Cette forte progression provient essentiellement du niveau élevé des fonds propres des structures de deuxième catégorie, nouvellement créées.

D'autre part, le stock des dépôts collectés par les établissements de microfinance atteint 310,7 millions de Fcfa en 2005 contre 32,4 millions de Fcfa en 2004, soit une progression de 858,9%. Celle-ci s'explique non seulement par l'augmentation du nombre d'utilisateurs ou sociétaires mais aussi par les progrès réalisés dans la mobilisation de l'épargne.

Les Emplois

L'encours des crédits clients connaît une croissance de 594%, atteignant 332,5 millions de Fcfa en 2005 contre 47,9 millions l'année précédente. La pauvreté et le chômage sont les facteurs explicatifs de l'évolution observée. Ainsi grâce à ces micro crédits, les bénéficiaires investissent dans de petites activités génératrices de revenus.

A contrario, le crédit moyen subit une contraction d'environ 24,6%, s'élevant à 50 000 Fcfa contre 66 300 Fcfa en 2004. Cette baisse s'explique par le nombre très élevé de demandeurs des produits de microfinance en comparaison des ressources disponibles.

Le résultat d'exploitation

Le niveau de recouvrement des crédits accordés en 2005 est très satisfaisant (98%). Par ailleurs, les taux d'intérêt pratiqués se situent entre 3% et 10% par mois contre 10% en 2004.

Le nombre de sociétaires dans le secteur croît de 254,0% (8670 sociétaires en 2005 contre 2449 en 2004). Cet accroissement est surtout lié au fait que le secteur reste largement dominé par les structures de première catégorie de type associatif.

Evolution des fonds propres, crédits et dépôts

	2004	2005	Var 04/05
Nombres de sociétaires ou usagers	2449	8670	254,0%
Montant des Fonds Propres (en millions de Fcfa)	11,5	211,8	1741,7%
Montant des dépôts (en millions de Fcfa)	32,4	310,7	858,9%
Encours des crédits (en millions de Fcfa)	47,9	332,5	594%
Crédit moyen (en Fcfa)	66 300	50 000	-24,6%
Taux de recouvrement	ND	98%	-

Source : Cnpm

Les crédits sont octroyés à des fins productives, c'est-à-dire avec pour objectif, la génération de revenus additionnels dans le cadre d'une activité (la pêche, l'agriculture, le petit commerce, etc.).

Les effectifs

Les établissements fonctionnent actuellement avec des effectifs moyens de trois employés pour la première catégorie et dix employés pour la deuxième catégorie.

II.10.4. Les Compagnies d'Assurances

Le secteur des Assurances regroupe principalement quatre compagnies (Ogar, Axa Assurance Gabon, Assinco et Nsia Gabon) dont l'activité s'articule autour de deux produits :

- l'Assurance dommages, portant sur le Transport, l'Incendie, l'Automobile et les Risques Divers (TIARD) ;
- l'Assurance vie, couvrant le décès et la vie (retraite et invalidité).

Ce secteur enregistre une légère hausse de l'activité, avec un chiffre d'affaires global qui s'établit à 49,4 milliards de Fcfa en 2005 contre 48,7 milliards de Fcfa en 2004. Cette relative croissance résulte d'une amélioration des performances des deux composantes.

Le chiffre d'affaires Vie et Capitalisation atteint 6 milliards, soit 5,3% de plus qu'en 2005. Cette tendance résulte de l'amélioration enregistrée sur les polices décès (+6%) et capitalisation (+4,9%). Ces deux produits atteignent respectivement 2,8 milliards de Fcfa et 3,2 milliards de Fcfa en 2005.

Dans le même temps, l'activité de la branche TIARD enregistre une évolution positive avec un chiffre d'affaires de 43,3 milliards de Fcfa en 2005 contre 43 milliards de Fcfa l'année précédente. Cette légère embellie résulte des progrès enregistrés sur les contrats maladie et automobile alors que l'incendie et les risques divers se détériorent.

Evolution du marché d'assurance

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	2005/2004
TIARD	47,3	43,0	43,4	0,9%
Vie et Capitalisation	5,7	5,7	6,0	5,3%
Total	53,0	48,7	49,4	1,4%

Source : Fegasa

II.10.5 Le Marché monétaire

Créé depuis 1994 par la BEAC, le marché monétaire a pour objet de soutenir l'activité des Institutions financières éligibles confrontées à une crise passagère de liquidité.

L'activité du marché monétaire, en 2005, s'est caractérisée par une atonie dans tous les compartiments.

Les interventions de la banque centrale

1. Injection de liquidités (appels d'offres positifs)

Les opérations d'injections de liquidités concernant les capitaux à court terme ont lieu sur le guichet A, alors que le guichet B enregistre les opérations portant sur les capitaux à moyen terme.

Le guichet A

Durant l'année 2005, aucune banque Gabonaise n'a soumissionné aux appels d'offres positifs, en raison de la surliquidité générale du système bancaire.

Le guichet B

Du fait de l'absence de dossiers de financement à moyen terme émanant des investisseurs, le guichet B n'a pas été sollicité au cours de la période sous revue.

2. Ponction de liquidités (Appels d'offres négatifs)

Les placements de liquidités des banques gabonaises ont connu deux grandes phases en 2005. En effet, l'encours moyen des placements bancaires, qui se situait en janvier 2005 à 29,1 milliards de Fcfa, s'est contracté jusqu'au mois d'août à 4,6 milliards de Fcfa, avant de remonter à 5,7 milliards de Fcfa en décembre 2005.

Le compartiment interbancaire

Le compartiment interbancaire n'a enregistré aucune opération à caractère national ou régional, en 2005.

II.10.6. Les organismes publics de refinancement

Ce sont des structures créées par l'Etat et spécialisées dans les opérations de financement des activités à caractère économique et social. On y distingue le compte de refinancement de l'Habitat du Gabon, le Fonds de Développement et d'Expansion des Petites et Moyennes Entreprises et le Fonds d'Aide et de Garantie.

Le compte de refinancement de l'habitat (CRH-GABON)

Créé par le décret n°000379/PR/MEFBP/P du 16 avril 1997, le CRH-Gabon est placé sous la tutelle de la Présidence de la République. Cet organisme finance, à

long terme, les crédits acquéreurs accordés par les Banques agréées en vue de favoriser l'accès au logement social.

L'activité du CRH-Gabon a connu, en 2005, une forte baisse du volume des crédits à son guichet de réescompte. Celle-ci a pour origine la persistance des motifs suivants :

- la forte volatilité des agrégats macroéconomiques en dépit de l'amélioration de l'activité économique caractérisée par une hausse des recettes pétrolières ;
- l'application imparfaite de la réforme foncière par la mise en place du guichet unique (délai très long d'obtention de titre de propriété qui constitue l'une des garanties réelles...) ;
- l'inadéquation entre les maisons proposées et le plafond des crédits accordés par le CRH-Gabon ;
- l'absence d'un environnement propice à l'éclosion de l'entrepreneuriat immobilier.

En 2005, 4 prêts ont été consentis contre 12 en 2004 soit un recul de 66,6%.

Le montant des crédits octroyés en 2005 s'élève à 51,511 millions de Fcfa contre 95,861 millions de Fcfa en 2004, soit un recul de 46,2 %.

Répartition sectorielle des crédits du Crh-Gabon

	Nombre			Var 05/04	Montant (millions de Fcfa)			Var 05/04
	2003	2004	2005		2003	2004	2005	
Auto construction	9	4	1	-75%	95,2	32,1	28,7	-10,59%
Promotion immobilière	6	8	3	-62,5%	75,7	63,7	22,8	-64,20%
Total	15	12	4	-66,66%	171	95,8	51,5	-46,24%

Source : Crh-Gabon

Troisième partie

Grandeurs

macroéconomiques

III. GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macroéconomiques

Grandeurs	Unités	2004	2005	05/04
PIB en volume (aux prix de 1991)	Mds de Fcfa	1791,6	1845,7	3,0%
PIB en valeur	Mds de Fcfa	3792,1	4570,9	20,5%
PIB hors pétrole	% du PIB	56,3	49,3	
PIB pétrole	% du PIB	43,7	50,7	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1409,2	1476,1	4,7%
Importations/PIB	%	37,2	32,3	
Total Ressources	Mds de Fcfa	5201,3	6047,0	16,3%
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	1858,8	1960,5	5,5%
Publique	Mds de Fcfa	496,7	527,1	6,1%
Privée	Mds de Fcfa	1362,1	1433,4	5,2%
Consommation/PIB	%	49,0	42,9	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1036,5	1047,1	1,0%
Public	Mds de Fcfa	271,5	266,5	-1,8%
Public/Investissement total	%	26,2	25,5	
Privé	Mds de Fcfa	765,0	780,6	2,0%
Dont Pétrole	Mds de Fcfa	387,1	388,3	0,3%
Investissement total/PIB	%	27,3	22,9	
Dont Pétrole	%	10,2	8,5	
Exportations en valeur	Mds de Fcfa	2287,5	3025,8	32,3%
Exportations/PIB	%	60,3	66,2	
Absorption	Mds de Fcfa	2895,3	3007,6	3,9%
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	23,2	33,9	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	162,3	205,0	
Emploi	Effectif	109311	111642	2,1%
Public	Effectif	54415	56694	4,2%
Dont MONP	Effectif	6484	6484	0,0%
Public/Emploi. Total	%	49,8	50,8	
Privé	Effectif	54897	54948	0,1%
Masse salariale	Mds de Fcfa	733,6	785,3	7,0%
Public	Mds de Fcfa	242,6	242,5	0,0%
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	491,0	542,8	10,5%
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	658,7	834,8	13,8%
Vitesse de circulation	Mds de Fcfa	5,8	5,5	-5,2%
Prix de détail (base 100 = 1975)	Indices des 125	490,4	489,4	-0,2%
Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)				
Critères	Unités	Résultats 2005		Observations
Solde budgétaire de base/PIB (> 0)		9,6		Respecté
Taux d'inflation (≤ 3)	%	-0,2%		Respecté
Stock de la dette/PIB ($\leq 70\%$)	%	41,4%		Respecté
Non accumulation des arriérés (≤ 120 jours)	Mds de Fcfa			
Extérieurs		-77,3		Respecté
Intérieurs		-4,6		Respecté

Source : Dge

III. 1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2005, l'activité économique du Gabon s'accélère de manière significative grâce à un environnement international favorable, marqué par la hausse des cours des principaux produits d'exportation.

Au plan intérieur, malgré la baisse de la production pétrolière, l'activité reste bien orientée, soutenue par un secteur hors pétrole dynamique.

En termes réels, le produit intérieur brut (PIB) s'accroît de 3,0% en volume par rapport à l'année précédente. Cette amélioration résulte notamment de la forte croissance du secteur hors pétrole (4,3%) en dépit d'un retrait de 1,3% de l'activité du secteur pétrole.

Croissance du PIB

(en %)	2003	2004	2005
PIB total	2,5	1,4	3,0
Pétrole	6,9	0,4	-1,3
Hors-pétrole	1,2	1,7	4,3

Source : Dge

III. 1. 1 Le PIB par secteurs d'activité

Par rapport à l'année précédente, l'analyse sectorielle en 2005 révèle un raffermissement remarquable de la croissance des secteurs secondaire (4,6%) et tertiaire (5,0%), et un ralentissement du secteur primaire (0,3%).

Le secteur primaire, qui regroupe les principaux produits d'exportation, enregistre une progression des mines, mais un fléchissement de la production pétrolière et de grumes.

Le tassement de la production pétrolière à 13,3 millions de tonnes résulte de la faiblesse des rendements des champs marginaux, nonobstant les efforts consentis par les opérateurs du secteur en vue d'amortir le déclin naturel des vieux champs. Toutefois, les travaux de forage d'exploration, de sismiques et de développement se poursuivent. Dans ce contexte, l'activité pétrolière représente environ 50,7% de la richesse nationale.

En ce qui concerne l'exploitation forestière, la baisse de l'activité découle principalement des difficultés d'évacuation des grumes par voie terrestre, du fait du mauvais état des routes, du vieillissement et de la réduction du nombre de wagons. Les exportations de grumes sont en hausse de 4,6%, par rapport à 2004, pour atteindre 1,6 million de mètres cube.

S'agissant du manganèse, la Comilog renforce ses performances en 2005, avec une production (2,7 millions de tonnes) en hausse de 11,9%, et des

exportations qui augmentent de 15,9% grâce à la bonne tenue du marché mondial de l'acier, favorisée par la croissance soutenue en Chine et en Europe de l'Est.

Evolution du PIB par secteurs d'activité de 2003 à 2005

(Valeurs en milliards de Fcfa)	PIB nominal (aux prix du marché)					PIB en volume (aux prix de 1991)				
	2003	2004	2005	04/03	05/04	2003	2004	2005	04/03	05/04
Produit intérieur brut	3519,0	3792,1	4570,9	7,8%	20,5%	1767,7	1791,6	1845,7	1,4%	3,0%
PIB marchand	3216,8	3493,9	4270,5	8,6%	22,2%	1534,8	1554,1	1602,3	1,3%	3,1%
Secteur primaire	1699,7	1963,4	2653,9	15,5%	35,2%	583,8	592,9	594,4	1,6%	0,3%
Agriculture, élevage, pêche	152,6	156,4	162,7	2,5%	4,0%	107,6	110,0	113,5	2,2%	3,2%
Exploitation forestière	61,0	57,3	60,7	-6,1%	6,0%	35,8	35,1	34,7	-1,9%	-1,0%
Pétrole brut	1427,7	1656,2	2316,4	16,0%	39,9%	414,8	416,3	410,9	0,4%	-1,3%
Mines	58,4	93,5	114,1	60,1%	22,0%	25,6	31,5	35,3	23,0%	11,9%
Secteur secondaire	344,1	347,3	374,0	0,9%	7,7%	320,2	323,1	338,1	0,9%	4,6%
Industries agro- al, boissons	47,7	49,3	53,3	3,5%	8,1%	46,7	47,9	50,7	2,5%	6,0%
Industrie du bois	31,0	35,6	40,4	14,7%	13,5%	15,4	16,0	17,6	4,1%	9,7%
Autres industries	87,4	87,8	94,4	0,5%	7,5%	67,5	67,6	72,1	0,1%	6,7%
Raffinage	17,0	16,9	21,1	-0,6%	24,8%	47,5	49,4	52,1	4,0%	5,6%
Electricité, Eau	48,2	53,9	56,7	11,9%	5,1%	50,6	55,8	57,2	10,2%	2,5%
BTP	71,8	75,6	78,6	5,2%	4,1%	55,2	57,5	58,7	4,2%	2,0%
Services pétroliers	41,0	28,2	29,5	-31,2%	4,5%	37,3	28,9	29,6	-22,4%	2,5%
Secteur tertiaire	1173,0	1183,2	1242,6	0,9%	5,0%	630,7	638,1	669,8	1,2%	5,0%
Transports & Communication	197,1	204,1	211,4	3,6%	3,6%	128,0	132,0	137,9	3,2%	4,5%
Services	456,9	461,7	494,0	1,0%	7,0%	288,6	292,8	309,9	1,5%	5,8%
Commerce	246,5	240,0	256,3	-2,7%	6,8%	112,0	111,3	117,5	-0,7%	5,6%
DTI et TVA	251,2	257,2	260,1	2,4%	1,1%	78,5	79,6	81,5	1,4%	2,4%
Banques et assurances	21,3	20,2	20,8	-5,3%	3,1%	23,6	22,3	23,0	-5,4%	2,9%
Services non marchands	302,2	298,2	300,4	-1,3%	0,8%	232,9	237,5	243,4	2,0%	2,5%

Source : Dge

La croissance du secteur secondaire s'accélère en 2005 pour atteindre 4,6% en volume, après 0,9% l'année dernière. Cette embellie résulte essentiellement des performances remarquables enregistrées dans les Autres industries (9,7%), les Industries agroalimentaires (6,0%), les Industries du bois (6,7%) et le Raffinage (5,6%). De même, les branches Eau et Electricité (2,5%), BTP (2,0%) ainsi que la Recherche et les services pétroliers (2,5%) enregistrent une certaine embellie.

Le dynamisme observé dans la branche Autres industries est, en grande partie, lié aux effets positifs des travaux entrepris dans le cadre de l'organisation des fêtes tournantes dans les provinces de l'Ogooué-Maritime et du Woleu-Ntem en 2005.

La reprise amorcée en 2004 dans la branche Industries agroalimentaires se confirme en 2005. Le coup d'accélérateur donné à la production de cette branche résulte de la forte demande en produits agroalimentaires, en liaison avec la campagne pour l'élection présidentielle de 2005.

Les bonnes performances de la branche Industries du bois procèdent de la volonté accrue des entreprises du secteur à répondre aux exigences du gouvernement en matière de transformation des grumes. Dans ce contexte, le taux de transformation du bois reste compris entre 30% et 40%.

En 2005, la branche Raffinage poursuit la vigueur amorcée en 2004. La hausse de la demande intérieure en produits raffinés, hormis le pétrole lampant, en relation avec une activité économique soutenue, explique cette évolution.

La croissance de la production dans la branche Eau et Electricité décélère en raison de la perte de quelques clients traditionnels comme la SOGARA, malgré la hausse de la demande d'origine domestique d'eau et d'électricité occasionnée par l'extension des réseaux de la SEEG.

Le ralentissement de l'activité de la branche BTP provient de la stagnation de la production du segment « bâtiment et génie civil » contrairement à l'expansion du segment « lignes eau, électricité et téléphone » liée au renforcement des réseaux de l'énergie et de téléphone.

L'amélioration du secteur **tertiaire** (5,0%) résulte essentiellement de l'augmentation de l'activité de ses branches motrices que sont les Services (5,8%), le Commerce (5,6%) et les transports et télécommunications (4,5%).

La bonne tenue de la branche Services est tributaire des performances appréciables des services rendus aux entreprises et des services immobiliers et des services rendus aux particuliers.

La reprise de la branche Commerce procède des résultats remarquables enregistrés dans le commerce général structuré, le commerce des véhicules industriels, le commerce des produits pharmaceutiques et le commerce des produits pétroliers en rapport avec l'activité économique globale et le contexte électoral.

La branche transport et télécommunication progresse considérablement, à l'instar de l'ensemble de l'économie. Le transport bénéficie du bon comportement des transports terrestre, maritime et ferroviaire en liaison avec la croissance du nombre de voyageurs et du volume des marchandises, malgré le recul de l'activité du transport aérien, du fait des difficultés rencontrées par les compagnies aériennes opérant sur le réseau domestique et international (cas d'Air-Gabon).

III.1.2 Le PIB par la demande

En 2005, la croissance repose sur une dynamique interne. La demande finale intérieure contribue en effet pour 3,8 points à la croissance, alors que les exportations nettes l'entament de 0,5 point.

La forte augmentation en volume de 4,1% de la demande intérieure est largement le fait de la consommation totale, pendant que l'investissement total stagne. En effet, la consommation totale, sous l'impulsion conjointe des dépenses finales des ménages et de celles des administrations publiques, s'accroît de 5,8% par rapport à 2004. La vigueur de la consommation des ménages résulte de l'amélioration relative de la masse salariale dans un contexte de maîtrise des prix à la consommation. La hausse de la consommation publique procède, quant à elle, de la politique gouvernementale de soutien à l'économie.

La croissance modérée de 0,6% de l'investissement total est due principalement au fléchissement de l'investissement public, alors que les dépenses de formation brute de capital fixe des entreprises du secteur non pétrolier croissent en raison d'une demande de biens de consommation relativement dynamique.

Les exportations nettes en volume des biens et services non facteurs reculent de 9,3%, après une contraction de 2,7% relevée en 2004. Le repli des exportations pétrolières en volume n'a pas été suffisamment compensé par la hausse des exportations de bois, de manganèse ainsi que des autres biens et services. Les importations augmentent de 3,2% à la faveur d'une activité économique assez dynamique.

Evolution de la demande intérieure de 2003 à 2005

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	En nominal (aux prix du marché)					En volume (aux prix de 1991)				
	2003	2004	2005	04/03	05/04	2003	2004	2005	04/03	05/04
Demande intérieure	2839,2	2895,3	3007,6	2,0%	3,9%	1637,7	1671	1739,7	2,0%	4,1%
Consommation totale	1818,7	1858,8	1960,5	2,2%	5,5%	1096,7	1125,7	1191,4	2,6%	5,5%
Publique	501,5	496,7	527,1	-1,0%	6,1%	328,6	334,4	356,7	1,8%	6,7%
Privée	1317,2	1362,1	1433,4	3,4%	5,2%	768,1	791,3	834,7	3,0%	5,5%
Investissement total	1020,5	1036,5	1047,1	1,6%	1,0%	541	545,3	548,3	0,8%	0,6%
Dont: Pétrole	410,1	387,1	388,3	-5,6%	0,3%	231,9	221,6	222,4	-4,4%	0,4%
Hors pétrole*	275,8	285,8	296,6	3,6%	3,8%	136	137,9	142,0	1,4%	3,0%
Administration	247	271,5	266,5	9,9%	-1,8%	127,8	139,1	135,8	8,8%	-2,4%

Source: Mega/ Dge

**non compris l'investissement des ménages et des institutions financières*

III.2. LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget 2005 a été modifié en cours d'année par une Loi de Finances Rectificative (LFR), afin de tenir compte des changements intervenus en cours d'année sur le plan international. En effet, le prix moyen du brut gabonais a profité de l'envolée des cours sur les marchés internationaux. Il s'est établi à 49 dollars US dans le collectif budgétaire contre 33,7 dollars US en prévision initiale. Le taux de change du dollar US est passé de 536,7 Fcfa en prévision initiale à 515 Fcfa.

III.2. 1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'Etat, en hausse de 14,3% par rapport au budget initial, est arrêté à la somme de 1354,1 milliards de Fcfa en ressources et en emplois.

Budget prévisionnel de l'Etat

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	LFI 2005	PLFR 2005	Var. PLFR/LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	1149,2	1334,1	16,1%
Pétrole	608,9	778,3	27,8%
Hors pétrole	540,3	555,8	2,9%
Ressources d'emprunts	35,0	20,0	-42,9%
Total des ressources	1184,2	1354,1	14,3%
Nature des charges			
Service de la dette	523,6	600,9	14,8%
Fonctionnement	492,6	538,2	9,3%
Investissement	168,0	215,0	28,0%
Prêts et avances	0,0	0,0	-
Total des charges	1184,2	1354,1	14,3%

Source : Direction Générale du Budget

L'augmentation des ressources résulte de l'amélioration de 16,1% des recettes propres, notamment les recettes pétrolières, alors que les ressources d'emprunt reculent de manière significative.

En emploi, la révision à la hausse du budget a induit un accroissement de 28,0% des dépenses d'investissement, un relèvement de 9,3% des dépenses de fonctionnement et une augmentation de 14,8% du service de la dette.

III.2.1.1 Les ressources

Les ressources propres, estimées initialement à 1149,2 milliards de Fcfa, s'élèvent à 1334,1 milliards de Fcfa. Cette hausse découle de l'augmentation de 27,8% des recettes pétrolières en raison du réajustement du niveau de la production pétrolière et du prix du baril de pétrole gabonais.

Les recettes hors pétrole, en hausse de 2,9%, sont arrêtées à 555,8 milliards de Fcfa contre 540,3 milliards dans la prévision initiale. Cette légère augmentation est imputable à l'optimisation du recouvrement des impôts et taxes indirects, notamment de la TVA qui s'accroît de 8 milliards de Fcfa, ainsi que des impôts et taxes directs qui s'élèvent de 11,7 milliards de Fcfa. En revanche, les recettes douanières se replient de 10,7 milliards de Fcfa.

Les ressources d'emprunts fléchissent de 42,9% pour s'établir à 20 milliards de Fcfa contre 35 milliards de Fcfa dans la prévision initiale. Elles sont constituées uniquement d'emprunts liés aux opérations d'investissement.

III.2.1.2 Les emplois

La révision à la hausse des recettes propres s'accompagne d'un accroissement de 9,3% des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions initiales. Ces dépenses passent de 492,6 milliards de Fcfa à 538,2 milliards de Fcfa.

De même, le service de la dette augmente de 14,8%. La charge budgétaire de la dette publique reste toujours importante, elle représente 45% des recettes propres et 44,4% des dépenses totales contre 44,2% dans la loi de finances initiale.

Les dépenses d'investissement progressent de 28,0 % par rapport au budget initial.

III.2.2 L'exécution du budget

L'exécution du budget en 2005 dégage un excédent primaire de 557,7 milliards de Fcfa, en hausse de 27,5 % par rapport à l'exercice 2004. Il représente 12,2% du PIB nominal et résulte principalement de l'amélioration de 39,2% des recettes pétrolières.

Le solde base engagement croît de 49,6 % pour s'établir à 428,5 milliards de Fcfa en 2005.

Le solde global base caisse s'établit à 338,8 milliards de Fcfa, soit 7,4% du PIB nominal contre 2,4% en 2004. Il résulte de la réduction nette des instances au Trésor et des arriérés sur les intérêts pour un montant de 89,7 milliards de Fcfa.

Evolution des soldes

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2004	2005	05/04
Recettes pétrolières	600,0	835,2	39,2%
Recettes hors pétrole	513,6	527,0	2,6%
Recettes Totales	1113,6	1362,2	22,3%
Dépenses de fonctionnement	477,0	591,1	23,9%
Dépenses d'investissement	160,0	155,0	-3,1%
Prêts nets	0,0	5,0	-
Coût de restructuration	0,0	0,0	0%
Fonds spéciaux (y.c. FER)	39,3	53,4	35,9%
Dépenses totales	676,3	804,5	19,0%
Solde Primaire	437,3	557,7	27,5%
Solde base engagement	286,5	428,5	49,6%
Solde base caisse	92,8	338,8	265,1%

Source : Ministère de l'économie, des finances du budget et de la privatisation

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En 2005, Les recettes budgétaires sont exécutées à hauteur de 1362,2 milliards de Fcfa contre 1113,6 milliards de Fcfa en 2004, soit une hausse de 22,3%. Cet accroissement s'explique essentiellement par la remontée des recettes pétrolières et, dans une moindre mesure, par l'effort de l'administration fiscale en matière de recouvrement des droits de douanes.

Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières augmentent de 39,2% en 2005, pour atteindre 835,2 milliards contre 600 milliards l'année précédente. Cette hausse est imputable à la flambée du prix du baril de pétrole sur le marché international et à un meilleur recouvrement de l'impôt sur les sociétés, de la redevance minière proportionnelle et des autres recettes pétrolières, qui montent respectivement de 46,5%, 41,4% et 29,1%.

Evolution des recettes pétrolières

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	2004	2005	2004/2005
Impôts sur les sociétés	176,2	258,2	46,5 %
Redevances Minière Proportionnelle	180,8	233,4	29,1 %
Autres	243,0	343,6	41,4 %
Total des recettes	600	835,2	39,2 %
En % du PIB pétrolier	36,2	36,1	-
PIB pétrolier (pour mémoire)	1656,2	2316,4	39,9%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Les recettes non pétrolières

En hausse de 2,6%, les recettes non pétrolières pour l'année 2005 sont établies à 525 milliards de Fcfa contre 511,5 milliards en 2004. L'amélioration de ces recettes provient de l'effort soutenu en matière de recouvrement fiscal, en particulier des droits de douanes qui augmentent de 7,4% grâce aux importations relatives à l'élection présidentielle.

Toutefois, la TVA, les taxes sur les biens et services, ainsi que les autres recettes sont en repli.

Evolution des recettes non pétrolières

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	2004	2005	04/05
Droits de douanes	200,5	215,3	7,4%
dont DTI	172,9	179,6	3,9 %
Taxes sur les biens et services	115,1	113,7	-1,2 %
dont TVA	82,6	80,5	-2,5 %
Impôts directs	137,3	138,6	0,9 %
Autres recettes	58,7	57,4	-2,2 %
Dons	2,1	2,0	-4,8 %
Total	511,5	525,0	2,6%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2005, les dépenses exécutées hors paiement des intérêts de la dette publique augmentent de 19,0%, passant de 676,3 milliards de Fcfa en 2004 à 804,5 milliards de Fcfa en 2005. Cette évolution s'explique par la forte augmentation de 23,9% des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses courantes sont tirées principalement par les dépenses de biens et services (24,1%), ainsi que les transferts et subventions (65,5%). Les principales rubriques à l'origine de l'expansion des dépenses sont essentiellement les transports et déplacements, les pensions, les subventions aux entreprises publiques, notamment Air Gabon.

Quant à la masse salariale, le léger dépassement de 0,8% observé s'explique par la régularisation des situations administratives des agents de l'Etat, la prise en compte des recrutements en attente dans les secteurs de la Santé, l'Education nationale et la Défense.

Evolution des dépenses publiques

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Fonctionnement	472,1	477,0	591,1	23,9%
Salaires et traitements	229,0	226,3	228,0	0,8%
Biens et services	124,8	125,1	155,2	24,1%
Transferts et subventions	118,3	125,6	207,9	65,5%
Investissements	130,7	160,0	155,0	-3,1%
Ressources propres	122,0	142,2	146,1	2,7%
Finex	8,7	17,8	8,9	-50,0%
Prêts nets (y.c.prise de participation)	0,3	0,0	5,0	
Coût de restructuration		0,0	0,0	
Fonds spéciaux (y.c. FER)	44,5	39,3	53,4	35,9%
Total des dépenses	647,6	676,3	804,5	19,0%
PIB total (pour mémoire)	3519,0	3792,0	4570,9	20,5%
Fonctionnement en % du PIB	13,4%	12,6%	12,9%	
Investissements en % du PIB	3,7%	4,2%	3,4%	

Source: Ministère de l'économie, des Finances, du budget et de la privatisation

Les dépenses de fonctionnement

L'exécution des dépenses de fonctionnement se situe à 591,1 milliards de Fcfa contre 477 milliards en 2004, soit une hausse de 23,9%. Cette hausse provient des postes Transferts et subventions (65,5%), Biens et services (24,1%).

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement, en retrait de 3,1% par rapport à 2004, s'établissent à 155 milliards de Fcfa. La faible mobilisation des tirages sur financement extérieur, exécutés à hauteur de 8,9 milliards de Fcfa contre 13 milliards prévus initialement explique cette évolution.

La dette publique

En matière de dette publique, l'Etat a poursuivi son effort de remboursement à l'endroit de ses créanciers extérieurs et intérieurs à hauteur de 386,7 milliards de Fcfa, soit 28,4% de recettes propres et 8,5% du PIB nominal.

Evolution du règlement de la dette publique

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005	05/04
Dette extérieure	218,0	224,4	245,2	9,3%
Multilatérale	61,9	44,9	41,9	-6,7%
Bilatérale	156,1	1,6	194,9	-
Bancaire		177,9	8,4	-95,3%
Dette intérieure	87,9	81,9	110,9	35,4%
Total	305,9	306,3	356,1	16,3%

Source: Ministère de l'économie, des Finances, du budget et de la privatisation.

Le règlement de la dette DGCP s'élève à 356,1 milliards de Fcfa, soit 16,3% de plus qu'en 2004 dont 110,9 milliards pour la dette intérieure, alors que le règlement de la dette du Trésor se situe à 30,6 milliards de Fcfa. Par ailleurs, les arriérés enregistrés à la fin de l'année 2005 s'évaluent à 5,2 milliards de Fcfa.

Evolution du stock de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	var. 05/04
Dette extérieure	1906,1	1852,2	1770,1	-4,4%
Multilatérale	193,6	213,9	199,0	-7,0%
Bilatérale	1693,9	1620,3	1558,8	-3,8%
Bancaire	18,6	18,0	12,3	-31,7%
Dette intérieure	239,3	168,9	124,4	-26,3%
Total	2145,4	2021,1	1894,5	-6,3%

Source: Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

Globalement, le stock de la dette a été réduit de 6,3%. Cet effort de désendettement ne laisse pas moins l'encours à un niveau élevé. Il représente 41,4% du PIB nominal.

III.3. LA MONNAIE ET LE CREDIT

Corrélée à l'évolution du secteur réel et des finances publiques, la situation monétaire large à fin décembre 2005 se distingue par :

- un accroissement de la masse monétaire ;
- une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets ;
- un recul du crédit intérieur ;
- une nette amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) envers le système bancaire ;
- une détente de la politique monétaire.

Evolution de la situation monétaire large

(en milliards de Fcfa)	déc.2003	déc.2004	déc.2005	Var déc.05/déc.04
Masse monétaire	594,6	658,7	834,8	26,7%
Disponibilités monétaires	345,5	385,3	521,8	35,4%
-monnaie fiduciaire	123,8	138,5	190	37,2%
-monnaie scripturale	221,7	246,8	331,8	34,4%
Quasi-monnaie	249,1	273,4	313	14,5%
Ressources extra-monétaires	155,2	169,1	183,7	8,6%
Total ressources	749,8	827,8	1 018,5	23%
Avoirs extérieurs nets	75,5	286	536,5	87,6%
Crédit intérieur	674,3	541,7	482	-11%
-créances sur l'économie	466,4	422,7	464,7	9,9%
-créances nettes sur l'Etat	207,9	119,1	17,3	-85,5%
Total contreparties	749,8	827,8	1 018,5	23%

Source: B.e.a.c.

III.3.1. Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire large croissent de 23% en 2005. Cette évolution résulte d'une forte consolidation de la masse monétaire et d'une progression des ressources extra-monétaires.

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

En glissement annuel, la masse monétaire évolue à la hausse (26,7%). Elle se chiffre à 521,8 milliards en décembre 2005 contre 385,3 milliards un an plus tôt. Cette tendance s'explique par l'accroissement conjoint des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (respectivement 35,4% et 14,5%), en relation avec les performances de l'activité économique nationale.

Les disponibilités monétaires

La hausse des disponibilités monétaires provient pour l'essentiel de la progression de la monnaie fiduciaire (37,2%) et de la monnaie scripturale (34,4%). Elles se chiffrent à 521,8 milliards de Fcfa en décembre 2005 contre 385,3 milliards de Fcfa en décembre 2004.

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie, constituée de dépôts à terme et d'épargne s'établit à 313 milliards en décembre 2005 contre 273,4 milliards en décembre 2004. Cette augmentation traduit une amélioration de la capacité d'épargne des agents économiques.

Ces évolutions ont pour incidence une hausse du taux de liquidité de l'économie (M2/PIB), par rapport à l'année précédente, qui s'établit à 18,8% contre 17,4%. De même, le taux de couverture des crédits à l'économie par la quasi-monnaie augmente de 2,7 points, passant de 64,7% en décembre 2004 à 67,4% en décembre 2005. Le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie croît de 13,4 points. De 50,5% en décembre 2004, il passe à 63,9% en décembre 2005.

En revanche, la vitesse de circulation de la monnaie s'est réduite à 5,5 en décembre 2005, suite à la hausse de la masse monétaire, alors qu'elle se situait à 5,8 en décembre 2004.

III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Au cours de la période sous revue, les ressources extra-monétaires augmentent de 8,6%, passant de 169,1 milliards de Fcfa en décembre 2004 à 183,7 milliards de Fcfa en décembre 2005. Cette évolution est essentiellement le résultat de l'amélioration des « Autres Postes Nets ». En effet, cette rubrique passe de -40,8 milliards de Fcfa en décembre 2004 à -25,7 milliards de Fcfa en décembre 2005.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Elles se composent des Avoirs Extérieurs Nets et du Crédit Intérieur. Elles constituent les opérations à l'origine de la création monétaire. En décembre 2005, les contreparties de la masse monétaire s'exhaussent de 23%.

III.3.2 1 Les avoirs extérieurs nets

En décembre 2005, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN), en hausse de 87,6%, se chiffrent à 536,5 milliards de Fcfa.

Les AEN de la BEAC se sont fortement appréciés et s'établissent à 334 milliards en décembre 2005 contre 165,2 milliards en décembre 2004.

De même, les banques commerciales voient leurs AEN augmenter de 202,6 milliards de Fcfa en décembre 2005 contre 120,8 milliards en décembre 2004.

Ce renforcement des AEN est lié essentiellement à la progression des recettes d'exportation tirées par l'appréciation des cours du pétrole brut, la bonne tenue de la demande mondiale de manganèse et l'accord de confirmation arrivé à terme en 2005.

Le taux de couverture de la monnaie s'est en conséquence conforté, atteignant 74,8% en décembre 2005 contre 61,8% un an auparavant.

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur recule de 11%, à 482 milliards de Fcfa en décembre 2005, sous l'effet d'un repli prononcé des créances nettes sur l'Etat, en dépit d'un relèvement des crédits à l'économie.

Les créances sur l'économie

Les concours bancaires accordés à l'économie ont augmenté de 9,9%, à 464,7 milliards de Fcfa, entre décembre 2004 et décembre 2005. Cette évolution est liée au regain d'activité constaté au cours de la période sous revue notamment dans les industries brassicoles, le BTP et la transformation du bois.

Les créances nettes sur l'Etat

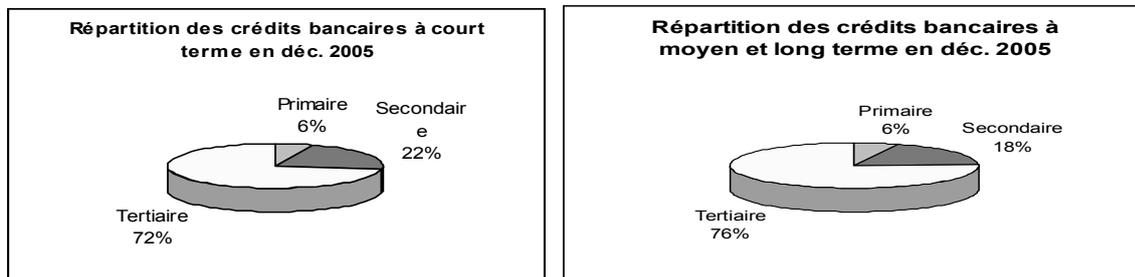
L'effort de désengagement de l'Etat envers le système bancaire local au cours de l'année 2005 a entraîné une baisse des créances nettes sur l'Etat. De ce fait, l'encours de la dette nette se chiffre à 17,3 milliards de Fcfa en décembre 2005 contre 119,1 milliards de Fcfa en décembre 2004.

Sur cette base, la Position Nette du Gouvernement (PNG), en terme nominal, s'est nettement améliorée. Elle passe de 154,4 milliards de Fcfa en décembre 2004 à 60,1 milliards de Fcfa, douze mois plus tard.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

A fin décembre 2005, la Centrale des Risques de la Banque Centrale a enregistré un montant global des crédits à l'économie de 492,7 milliards de Fcfa. Les crédits à court terme se chiffrent à 293,8 milliards de Fcfa. Les crédits à moyen et long terme s'établissent à 198,9 milliards de Fcfa en décembre 2005.

Répartition des crédits bancaires par secteur d'activité et par terme en décembre 2005 (en %)



Le secteur primaire

C'est le secteur qui absorbe le moins les crédits bancaires en décembre 2005. Le montant des concours octroyés à ce secteur est de 27,9 milliards de Fcfa en décembre 2005, soit 5% de l'ensemble des crédits alloués à l'économie.

La part de crédits à court terme accordée à ce secteur est 16,2 milliards de Fcfa en décembre 2005. Ils concernent principalement les secteurs de la pêche et de la forêt. Cependant, les financements courts en faveur du secteur de l'agriculture restent très faibles.

Les crédits à moyen et long terme se chiffrent à 11,7 milliards de Fcfa en décembre 2005. La majorité de ces financements est destinée aux secteurs de la forêt et de l'agriculture.

Le secteur secondaire

Le montant global des crédits accordés à ce secteur est de 101,5 milliards de Fcfa en décembre 2005, soit 21% de l'ensemble des crédits bancaires. Les branches BTP et Industries de transformation constituent les locomotives du secteur en matière d'utilisation de crédits bancaires.

Le secteur tertiaire

Le tertiaire a absorbé 74% des crédits évalués en décembre 2005, soit un montant de 363,3 milliards de Fcfa. Celui-ci se répartit de la manière suivante :

- 212,6 milliards de Fcfa de crédits à court terme, majoritairement alloués aux Services (156,8 milliards de Fcfa) ;
- 150,7 milliards de crédits à long terme.

III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2005

La balance des paiements se caractérise, en 2005, par une progression significative de son solde global. Cette forte amélioration est due à une nette croissance des transactions courantes, en dépit d'une dégradation des mouvements de capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Le solde excédentaire de la balance courante augmente fortement (92,2%) en 2005. Il passe de 488,4 milliards de Fcfa en 2004 à 938,6 milliards de Fcfa. Ce résultat est le fait de la hausse du solde commercial, compensant largement la baisse des déficits des services et des revenus.

III.4.1.1 La balance commerciale

L'excédent commercial s'accroît de 48,7%, pour s'établir à 2242,9 milliards de Fcfa en 2005 contre 1508,7 milliards de Fcfa en 2004. La hausse significative des exportations (37,5%), plus que proportionnelle à celle des importations (11,5%), justifie cet accroissement.

Evolution de la balance commerciale

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005*	05/04
Exportations	1847,1	2150,9	2958,9	37,6%
Importations	605,9	642,2	716,0	11,5%
Balance commerciale	1241,2	1508,7	2242,9	48,7%
Taux de couverture (%)	304,9	334,9	413,3	23,4%

Source : Beac

*Estimations Dge

La progression de la valeur totale des exportations provient principalement de la hausse de 41,2% du prix du baril de pétrole gabonais et de la bonne tenue des ventes à l'extérieur des autres produits d'exportation, notamment le manganèse et le bois.

Les importations s'accroissent de 11,5%, pour se situer à 716 milliards de Fcfa contre 642,2 milliards de Fcfa en 2004. Cette évolution résulte particulièrement du relèvement des importations du secteur pétrolier.

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit des services s'accroît de 18,5%; il passe de 413,5 milliards de Fcfa en 2004 à 490,1 milliards de Fcfa en 2005, suite à une dégradation des différents postes, à savoir le fret et assurances, les voyages et séjours, les autres transports ainsi que les autres services.

III.4.1.3 La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus se creuse davantage pour atteindre 710,1 milliards de Fcfa en 2005 contre 509,7 milliards de Fcfa l'année précédente. Cette évolution découle essentiellement de la hausse de 55,4% des revenus du capital versés à l'extérieur.

III.4.1.4 La balance des transferts courants

Le solde des transferts courants se détériore de 7,4%, pour se situer à -104,3 milliards de Fcfa en 2005 contre -97,1 milliards en 2004. L'augmentation du déficit s'explique par la progression des envois des fonds des travailleurs.

III.4.2 La balance des capitaux

Le déficit des capitaux enregistre une forte croissance de 74,8%, pour s'élever à 726,7 milliards de Fcfa en 2005, alors qu'il se chiffrait à 415,6 milliards en 2004. Cette détérioration est surtout due au recul des investissements directs étrangers qui passent d'un solde positif de 115,7 milliards de Fcfa en 2004, à un solde négatif de 145,8 milliards de Fcfa en 2005.

III.4.3 La balance globale

En définitive, le solde global de la balance des paiements est positif de 93,9 milliards de Fcfa en 2005 contre -30 milliards de Fcfa l'année précédente. L'accroissement des réserves officielles de l'ordre de 168,8 milliards de Fcfa, la

variation d'arriérés extérieurs de 2,4 milliards et le rééchelonnement de 72,6 milliards de Fcfa ont permis de financer ce solde.

Evolution de la balance globale

<i>(en milliards de Fcfa)</i>	2003	2004	2005*	05/04
1. Transactions courantes	444,8	488,4	938,5	92,2%
A. Biens et Services	550,0	585,5	1042,8	78,1%
a. biens	1241,2	1508,7	2242,9	48,7%
b. services	-387,7	-413,5	-490,1	18,5%
c. revenus	-303,5	-509,7	-710,1	39,3%
B. Transferts sans contreparties	-105,2	-97,1	-104,3	7,4%
2. Mouvements de Capitaux	-429,3	-415,6	-726,7	74,8%
3. Erreurs et Omissions	-69,2	-102,8	-117,9	14,7%
4. Balance globale	-53,7	-30,0	93,9	-413,0%

Source : Beac

*Estimations

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

L'emploi global s'accroît légèrement de 2,1% pour atteindre 111 642 agents. Cette hausse résulte notamment de la progression de 4,2% des effectifs du secteur public et de la reprise timide des embauches dans les sociétés. Dans ce contexte, le taux de chômage est estimé à 25% de la population active.

Evolution des effectifs salariés du secteur moderne

<i>(Nombre d'employés)</i>	2003	2004	2005	05/04
Sociétés	56 125	54 897	54 948	0,1%
Parapublique	14 978	13 978	3 536	-74,7%
Privés	41 147	40 919	51 412	25,6%
Secteur public	53 996	54 415	56 694	4,2%
Fonction publique	43 639	44 041	46 320	5,2%
MONP	6 467	6 484	6 484	0,00%
Libreville	3 623	3 640	3 640	0,00%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	0,00%
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	0,00%
Total Général	110 121	109 311	111 642	2,1%

Sources : Dgb, Dge

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

Au 31 décembre 2005, le secteur public emploie 56 694 personnes, soit 50,8% de l'emploi global. Par rapport à 2004, les effectifs de la Fonction publique augmentent de 5,2% sous l'impulsion des recrutements dans les administrations

sociales (19,6%), économiques (6,9%), des transports (6,4%), de développement (6%), de l'éducation (3,7%) ainsi que dans l'administration générale (2,8%). Les Pouvoirs publics enregistrent une hausse de 2,3% de ses effectifs contre 1,6% en 2004.

Toutefois, on relève une stabilisation des effectifs des collectivités locales et de la main d'œuvre non permanente (MONP).

Evolution de l'emploi public

<i>(Nombre de salariés)</i>	2003	2004	2005	05/04
Fonction publique	43 639	44 041	46 321	5,2%
Pouvoirs publics	13 435	13 653	13 969	2,3%
Adm. Générale	6 119	6 298	6 473	2,8%
Adm. Economiques	3 301	3 392	3 626	6,9%
Adm. du Développement	2 099	2 196	2 328	6,0%
Adm. des Transports	428	450	479	6,4%
Adm de l'Education	13 102	12 917	13 401	3,7%
Adm. Sociales	5 128	5 108	6 108	19,6%
Autres	27	27	27	0,0%
MONP	6 467	6 484	6 484	0,0%
Libreville	3 623	3 640	3 640	0,0%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	0,0%
Coll. Locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
Total	53 996	54 415	56 694	4,2%

Sources: Dgb, Dge

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

L'emploi dans les sociétés reprend légèrement de 0,1% pour s'établir à 54 948 agents contre 54 897 personnes employées en 2004. Cette évolution procède d'une hausse des effectifs dans les branches Autres Industries (1,7%), Pétrole (0,9%), Mines, ainsi que dans les Banques et les Assurances (0,5%). En revanche, les effectifs des branches Transports et Télécom, ainsi que ceux du commerce stagnent. Dans le même temps, les industries Agroalimentaires baissent leurs emplois de 3,8%.

Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

(Nombre de salariés)	2003	2004	2005*	05/04	Poids du secteur en 2005
Agriculture	2 131	2 030	2 039	0,4%	3,7%
Pétrole	1 533	1 533	1 547	0,9%	2,8%
Mines	1 395	1 495	1 502	0,5%	2,7%
Bois	9 083	9 083	9 099	0,2%	16,6%
Industries Agro-alimentaires	2 133	1 975	1 900	-3,8%	3,5%
Autres industries	1 779	1 779	1 810	1,7%	3,3%
Eau, électricité et raffinage	2 013	2 013	2 019	0,3%	3,7%
Bâtiment et travaux publics	5 274	4 860	4 877	0,3%	8,9%
Transports et Télécom	11 752	11 052	11 052	0,0%	20,1%
Services	11 307	11 194	11 210	0,1%	20,4%
Commerce	5 620	5 732	5 732	0,0%	10,4%
Banques et Assurances	2 105	2 151	2 161	0,5%	3,9%
Total	56 125	54 897	54 948	0,09%	100%

Sources: DGE, Comité de privatisation - *Estimations

III.5.2 Le chômage

Le nombre de demandes d'emplois traitées par l'Office National de l'Emploi (ONE) s'établit, au cours de l'année 2005, à 3 134 dossiers contre 3 174 en 2004, soit un recul de 1,3%. Celui-ci résulte d'une régression de 67,8% de demandes émanant d'anciens travailleurs, en dépit d'une hausse de 32,2% des primo demandeurs (actifs à la recherche d'un premier emploi).

En 2005, les offres d'emplois s'accroissent timidement de 0,5%, passant à 551 postes contre 548 en 2004. Au total, les embauches atteignent 423 postes, soit une progression de 14,6% consécutive à l'augmentation du volume d'emplois gérés par le Fonds d'Insertion et de Réinsertion (FIR).

III.5.3 Les salaires

En 2005, la masse salariale moderne progresse de 7%, pour s'établir à 785,3 milliards de Fcfa, après 733,6 milliards en 2004. Cette évolution découle, en grande partie, de la hausse des rémunérations des sociétés, alors que celles des administrations stagnent.

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
Sociétés	473,0	491,0	542,8	10,5%
Privées	367,7	383,4	433,2	13,0%
Parapubliques	105,9	107,6	109,6	1,9%
Administrations	242,4	242,6	242,5	0,0%
Fonction publique	208,8	209,4	209,3	0,0%
Collectivités locales	14,2	14,2	14,2	0,0%
MONP	19,4	19,0	19,0	0,0%
Total Général	716	733,6	785,3	7,0%

Sources : Dgb, Dge (, pour le secteur privée et les collectivités locales)

La masse salariale des administrations publiques, qui représente 5,3% du PIB nominal, se stabilise à 242,5 milliards de Fcfa sur deux années consécutives. Cette situation s'explique par la prise en compte partielle des régularisations du stock des situations administratives des agents publics et par la politique de maîtrise de la masse salariale engagée par le Gouvernement.

La masse salariale des collectivités locales et de la main d'œuvre non permanente est également maîtrisée.

III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur productif s'accroît de 10,6%, passant de 491 milliards de Fcfa en 2004 à 542,8 milliards en 2005. Cette évolution s'explique particulièrement par l'accélération de 13,0% des salaires des sociétés privées, en raison du dynamisme de l'activité dans les branches Autres industries, Banques et assurances.

III.5.4 Les prix

En 2005, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages africains de Libreville baisse de 0,5%, en glissement annuel contre -0,6% en 2004. En moyenne annuelle, l'IPC diminue de 0,2%, pour s'établir à 489,8 points contre 490,4 points l'an dernier.

Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation de 2003 à 2005

Regroupements	Pondérations	2003	2004	2005	déc.05/déc.04(en%)	moy. annuelle (en %)
INDICE GENERAL	1000	489,2	490,4	489,4	-0,5	-0,2
PRODUITS LOCAUX	656	461,5	458,5	457,9	-2,1	-0,1
PRODUITS IMPORTES	344	541,5	550,6	551,2	2,2	0,1
Alimentation	547	481,0	472,1	473,7	-0,8	0,4
Produits à base de céréales	38	314,8	310,1	306,3	-0,2	-1,2
Tubercules	108	399,3	400,0	416,9	2,3	4,2
Fruits et légumes	18	311,4	320,5	317,8	1,0	-0,8
Epicerie	75	342,7	297,7	283,3	-5,2	-4,8
Viandes et poissons	184	692,5	701,1	705,3	-1,4	0,6
Restaurant	5	283,0	283,0	283,0	0,0	0,0
Boissons et tabacs	119	402,4	375,7	372,5	-0,4	-0,9
Habillement	175	367,0	397,6	389,9	0,2	-2,0
Habitation	130	410,5	400,4	395,9	-1,5	-1,1
Logement	23	591,1	590,9	589,3	-1,3	-0,3
Energie et entretien	14	392,5	395,9	397,2	2,9	0,3
Equipement	93	374,7	354,0	347,7	-2,4	-1,8
Hygiène - Soins	19	546,2	581,6	617,6	7,3	6,2
Transports	63	850,8	888,0	882,4	-2,9	-0,6
Loisirs- Divers	66	664,0	659,2	663,6	2,6	0,7

Source: Dgsee

Quatrième partie

**Politique économique
du Gouvernement
en 2005**

IV LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2005

L'objectif d'une croissance saine et durable, le respect des engagements pris auprès des institutions financières internationales, dans un contexte de baisse tendancielle de la production pétrolière, ont amené le gouvernement à axer les grandes lignes de sa politique sur la rigueur budgétaire, les mesures structurelles et les politiques sociales, sectorielles et monétaires.

IV.1. LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Dans le contexte de faible croissance observée l'année précédente, le gouvernement a œuvré, en 2005, à un renforcement de la politique d'assainissement des finances publiques, conformément au programme signé le 28 mai 2004 avec le FMI, en vue de l'obtention d'un accord donnant droit à une facilité élargie de trois ans.

L'optimisation des recettes

Le gouvernement a mis en place un vaste programme visant à améliorer le rendement des impôts et des taxes hors pétrole. Il s'articule autour de quatre (4) grandes orientations : le développement d'axes stratégiques, la promotion du management et des moyens, l'élaboration des outils sectoriels d'amélioration des missions des administrations financières, l'amélioration des financements des collectivités locales.

Les grands axes stratégiques

Les principaux axes stratégiques suivants ont été développés :

- le recouvrement de certains impôts par les services d'assiette ;
- la réaffirmation du rôle des administrations financières dans la liquidation et le recouvrement de l'ensemble des impôts, des droits, des taxes, des redevances, des amendes, des pénalités et de tout autre prélèvement ;
- la fiscalisation de l'informel ;
- la mise en place d'un comité de prévision et de suivi de l'exécution des recettes ;
- la mise en place d'un comité de stratégie fiscale ;
- l'élaboration d'un schéma directeur d'informatisation ;
- la réduction de la parafiscalité.

Le management et les moyens

La stratégie adoptée repose sur :

- la gestion optimale des ressources humaines ;
- l'élaboration d'un manuel de procédures dans chaque administration ;
- l'amélioration de la communication inter administration ;
- l'amélioration de la formation et de la déontologie ;
- le développement de l'information et de l'éducation du contribuable.

Les outils sectoriels d'amélioration des missions

Il s'agit essentiellement de l'amélioration de:

- la mission douanière ;
- la localisation et l'identification des contribuables ;
- la gestion des restes à recouvrer au Trésor Public.

Le financement des collectivités locales

Concernant ce volet, les interventions du gouvernement ont porté sur l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, notamment sur :

- l'élargissement de la base imposable de la patente ;
- l'allègement de la procédure de recouvrement de l'impôt foncier ;
- la réforme du système des ristournes.

La maîtrise des dépenses hors dette

Pour amortir les effets de la baisse tendancielle de la production pétrolière, le gouvernement a poursuivi l'application stricte des mesures de maîtrise des dépenses. A cet effet, l'accent a particulièrement été mis sur la solde permanente, les services d'utilité publique et de communication, les bourses, les pensions, la restructuration des entreprises publiques et parapubliques.

L'action du gouvernement a visé :

- l'encadrement de la taille des cabinets politiques des membres du gouvernement et des présidents des corps constitués ;
- la mensualisation du paiement des bourses des étudiants apprenant dans des écoles et universités gabonaises et françaises ;
- la mise systématique à la retraite de tout agent public ayant atteint la limite d'âge.

La gestion de la dette

En matière de dette, le gouvernement a porté un regard particulier sur la gestion du rééchelonnement de la dette de 717 millions d'euros, dont le Gabon a bénéficié sur 14 ans. A cela, s'ajoute la clause de « good will » consentie au Gabon par les créanciers du club de Paris.

S'agissant de la dette intérieure, l'accord signé entre l'Etat et la Confédération Patronale Gabonaise devrait faciliter les paiements.

IV.2. LES MESURES STRUCTURELLES

Dans le souci de mieux affronter les défis majeurs de l'économie gabonaise, notamment la baisse de la production pétrolière et la faible diversification de la base productive, le gouvernement a mis en œuvre les mesures structurelles visant le renforcement de la gestion budgétaire, l'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat, la diversification de l'économie et la promotion de l'investissement privé et de la micro finance.

Le renforcement de la gestion budgétaire

Les efforts du gouvernement en la matière visaient une meilleure intégration entre le budget de fonctionnement et le budget d'investissement, ainsi que le respect des dispositions relatives aux lois sur la comptabilité publique et les lois de finances.

L'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat

Dans cette optique, l'objectif du gouvernement était la poursuite des actions visant à mettre en place la comptabilité matière du patrimoine de l'Etat.

A cet effet, un recensement et une évaluation préalables de biens meubles et immeubles se sont avérés nécessaires. Ainsi, en 2005, les pouvoirs publics, à travers le ministère du contrôle d'Etat, ont procédé au recensement du parc automobile de l'Etat.

La diversification de l'économie

La diversification de la base productive passe par l'activation des secteurs pêche, forêt, environnement, mines, agriculture et tourisme.

IV.3. LA POLITIQUE SOCIALE

Les priorités de la politique sociale du gouvernement demeurent l'emploi, l'éducation, la santé publique, la solidarité nationale et la réduction des inégalités.

L'emploi

Pour atteindre l'objectif du plein emploi, l'action du gouvernement a consisté en :

- l'amélioration des instruments de mesures du phénomène de chômage sur l'ensemble du territoire ;
- la poursuite de la dynamisation des secteurs employant une forte main-d'œuvre : bois, pêche, agriculture, BTP, etc.
- l'accentuation du recrutement de la main-d'œuvre locale ;
- la création des micros projets appuyés par le Fodex, le Faga et Promogabon.

L'éducation

La politique du gouvernement en la matière concerne l'amélioration de la couverture du système éducatif. Elle s'est matérialisée par la mise en place du dispositif technique et administratif de la carte scolaire, la poursuite de la phase expérimentale du « CP unique » et la réforme de l'enseignement technique.

La solidarité nationale

La solidarité nationale s'est concrétisée par la construction des haltes-garderies dans certains chefs-lieux de provinces.

Par ailleurs, la politique de restructuration de la CNSS et de la CNGS, organismes chargés de la protection sociale et la sécurité sociale, s'est poursuivie en 2005, l'objectif étant de rendre opérationnelle leur mission de solidarité nationale.

La santé publique

Elle demeure une question primordiale pour la lutte contre la pauvreté. Aussi, le gouvernement a poursuivi le programme national d'action sanitaire (PNAS) qui vise l'amélioration des soins de santé primaire.

En outre, un accent particulier a été mis sur la maîtrise de la propagation du VIH/Sida et des MST.

Par ailleurs, le gouvernement a poursuivi sa politique de construction des Centres de Traitements Ambulatoires dans certaines villes du pays.

De plus, il a été organisé les états généraux de la santé au cours desquels plusieurs recommandations ont été émises afin d'améliorer le système sanitaire gabonais. Les principales recommandations tournent autour de :

- l'amélioration de la prise en charge des soins spécifiques ;
- l'amélioration de l'accès aux médicaments pour tous ;
- la réduction de la prévalence du VIH-sida, du paludisme et de la tuberculose ;
- l'accès financier aux soins, notamment par l'assurance maladie ;
- la refonte des programmes de formation des personnels de santé.

Enfin, dans le cadre du renforcement des capacités en matière de formation des médecins à l'université des sciences de la santé, d'une part, et de l'amélioration du système de santé, d'autre part, le gouvernement a procédé à la pose de la première pierre pour la construction du Centre Hospitalier Universitaire, dont la construction débiterait courant 2006.

La réduction des inégalités

Le principe de la continuation des fêtes tournantes du 17 août visant le développement équilibré des provinces, par l'amélioration des infrastructures, notamment routières et aéroportuaires, ainsi que l'adduction d'eau et l'électrification des zones rurales, a constitué l'un des outils du gouvernement pour la réduction de la fracture sociale.

IV.4.LES POLITIQUES SECTORIELLES

En 2005, l'Administration publique et les secteurs productifs de l'économie ont retenu l'attention du gouvernement.

Administration publique

Sur le plan administratif, le gouvernement a mis un accent particulier sur la gestion des actes administratifs et individuels en vue de minorer les risques de corruption, de concussion et autres pratiques blâmables. La réussite de cette initiative passait par :

- la réduction des contacts entre agents et usagers;
- la responsabilisation des directeurs centraux des personnels dans leur mission de suivi des situations administratives des agents de leurs services ;
- le renforcement de la qualité des prestations rendues par les agents du Ministère de la fonction publique.

Par ailleurs, le gouvernement a procédé à l'actualisation de la nomenclature des diplômes, pour tenir compte de l'évolution de l'environnement professionnel et universitaire, d'une part, et celle des métiers de l'administration, d'autre part.

Forêt

Troisième pourvoyeur d'emplois du secteur privé, ce secteur laisse entrevoir des perspectives encourageantes. Ainsi, les principales mesures suivantes ont été prises par le gouvernement :

- amélioration de la gestion des forêts ;
- industrialisation de la filière bois ;
- implication progressive des nationaux.

Environnement

Secteur d'avenir selon le gouvernement, il mérite une attention particulière. Il s'agit de créer une atmosphère saine et conforme aux normes climatiques pour la protection globale de la planète.

Agriculture

La politique gouvernementale attend adjoindre un autre rôle à ce secteur. Aussi, il ne visera plus uniquement l'autosuffisance alimentaire, mais également la diversification des exportations. C'est dans cette optique que l'Etat a amorcé la réhabilitation de l'Ecole Nationale de Développement Rural.

Pêche

Principal exportateur des produits alimentaires, le secteur pêche et aquaculture a retenu l'attention des pouvoirs publics. La politique du gouvernement a reposé sur la maximisation de la valeur ajoutée, l'amélioration de la balance commerciale et la modernisation des méthodes de travail.

Par ailleurs, il a procédé à l'inauguration des centres communautaires de pêche artisanale de Lambaréné et d'Owendo, don du gouvernement japonais.

Mines

La politique du gouvernement, en la matière, a porté sur le renforcement des capacités de l'administration des mines. En outre, la signature d'accords d'exploration et d'exploitation de gisements de fer de Bélinga et de manganèse d'Okondja contribue à relancer les activités dans ce secteur.

Le gouvernement a ainsi accordé des permis miniers à plusieurs sociétés étrangères.

Infrastructures

Le gouvernement a lancé les travaux de réhabilitation des voies de Libreville et d'Owendo. La première étape a concerné la voie express et certaines voies d'accès de la cité SNI Owendo, pour un coût de 3 483 393 392 Fcfa.

IV.5.LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2005, la politique monétaire du gouvernement ne s'est pas beaucoup affranchie du contraste, observé l'année précédente, relatif à la surliquidité du système bancaire et à la timidité de l'économie.

L'objectif de refinancement a été maintenu à huit (8) milliards de Fcfa au cours de l'année 2005. Le maintien par la Banque Centrale de cet objectif répond à l'attitude des banques locales qui ne soumissionnent pas toujours aux appels d'offres, et tient compte de l'évolution du niveau général des prix qui s'est caractérisée par une désinflation à la fin du troisième trimestre 2005.

Dans le souci de relancer l'investissement, les taux d'intervention de la BEAC ainsi que les conditions de banque ont été réaménagés deux fois au cours de l'année 2005. Ainsi :

- le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (**TIAO**) est passé à 5,5% contre 6,0% à fin 2004 ; et le Taux d'Intérêt des Prises en Pension (TIPP) à 7,25% contre 7,80% en fin d'année 2004 ;

- le Taux Débiteur Maximum (TDM) et le Taux Créditeur Minimum (TCM) sont respectivement de 17% et 4,5% alors qu'ils se situaient à 18% et 5% en décembre 2004 ;

- le Taux de Pénalité aux Banques (TPB) demeure inchangé (15%) tandis que le Taux d'Intérêt sur les Placements (TISP) est passé de 1,95% en fin décembre 2004 à 1,60% en fin 2005.

Par ailleurs, les coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) et les dépôts à terme (DAT) sont restés les mêmes et sont respectivement de 5,0% et 3,0%. En revanche, le taux de rémunération des réserves obligatoires a baissé sur la période, passant de 0,55% à 0,40%. Cette progression traduit la volonté des autorités monétaires de mieux maîtriser la liquidité bancaire.

Cinquième partie

**Perspectives
2005-2006**

V LES PERSPECTIVES 2006-2007

V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2006-2007

V.1.1 La situation internationale

L'environnement économique mondial au cours de l'année 2006 se caractériserait par une inflexion de l'activité. Celle-ci serait influencée par une décélération aux Etats-Unis et en Chine faiblement compensée par la tendance haussière de l'économie de la zone euro et du Japon.

Quoique dynamique, l'activité resterait confrontée à la hausse des prix du pétrole, à la baisse de la monnaie américaine, mais aussi au climat géopolitique difficile (Irak, Iran, Nigeria et Soudan) et aux déséquilibres financiers entre les différentes zones économiques.

Les taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés devraient être relevés dans l'optique de contrer les risques inflationnistes.

Le commerce mondial connaîtrait une expansion, sous l'effet de l'investissement.

Corrélié au niveau de l'activité, le marché du travail observerait une certaine embellie en Europe et au Japon. Il serait moins tendu aux Etats-Unis. Dans l'ensemble, la situation de l'emploi dans le monde demeurerait insatisfaisante.

Dans le même temps, les déficits budgétaires des pays riches continueraient de croître, ce qui obligerait les différents gouvernements au strict respect de la norme de dépense.

V.1.1.1 L'activité

Avec un taux de croissance qui serait estimé à 4,2% contre 4,8% en 2005, l'économie mondiale connaîtrait un ralentissement.

Aux USA, la croissance s'établirait autour de 3,4% contre 3,5% en 2005. Elle serait induite par une politique monétaire moins accommodante et une accalmie dans l'immobilier.

Au Japon, l'activité économique se caractériserait par une progression du PIB de 2,8% en 2006 contre 2,7% un an plus tôt.

Cette croissance saine serait largement soutenue par la demande intérieure. Le niveau des exportations et la reprise de la distribution des crédits favoriseraient également cette amélioration.

La croissance économique de la zone Euro enregistrerait une embellie avec un Pib qui s'améliorerait de 2,1% contre 1,3% en 2005, malgré les pressions liées à la hausse des prix du pétrole.

Après une année 2005 morose, le Royaume-Uni et l'Italie sortiraient progressivement de la zone d'ombre ; leurs PIB respectifs se situeraient à 2,2% et 1,2% à la fin de l'année 2006.

La France et l'Allemagne verraient leurs richesses augmenter respectivement de 2% et 2,2% en 2006.

En France, cette évolution serait liée à l'amélioration des salaires qui devraient progresser de 2,8% en glissement annuel. Ainsi, les achats en produits manufacturés et biens d'équipement s'accroîtraient.

Par contre en Allemagne, les exportations, les anticipations d'achats en prévision du relèvement du taux de la TVA et les retombés positives du mondial de football constitueraient les déterminants de la croissance du pays.

V1.1.2 L'inflation

Malgré la progression vertigineuse des prix de carburant enregistrée en début d'année, les prix à la consommation se situeraient à des proportions raisonnables dans les principaux pays industrialisés à fin 2006.

Aux Etats-Unis le taux d'inflation serait estimé à 2% en 2006. La poussée des prix hors alimentation et énergie ne constituant pas une menace. Il conviendrait toutefois de signaler que l'économie américaine resterait exposée à la poussée des prix du pétrole, au risque du tassement des prix de l'immobilier, dont le ralentissement pénaliserait la demande.

Dans la zone euro, l'inflation totale resterait contenue à 2,4%. Celle-ci serait soumise aux effets directs de la flambée des cours des hydrocarbures. Toutefois, l'inflation sous-jacente serait plus modérée.

En France, les prix à la consommation hors immobilier progresseraient de 2,1% en un an.

En Allemagne, les prix à la consommation s'accroîtraient de 1,9% au cours de l'année 2006.

La confirmation de la fin des pressions déflationnistes devrait marquer l'amorce d'abandon de la politique de taux nuls au Japon, en vigueur depuis six ans. Les prix à la consommation hors produits frais devraient augmenter de 0,5%.

V.1.1.3 L'emploi

En 2006, le rythme de créations d'emplois devrait se tasser dans le sillage du ralentissement de l'activité mondiale. Toutefois le niveau de chômage demeurerait plus ou moins élevé, selon les zones.

Les Etats-Unis confirmeraient leur situation de quasi plein emploi. Du fait de la décélération prévue de l'activité, le rythme de création d'emploi devrait ralentir, induisant un taux de chômage de 4,7% en 2006.

Dans la zone euro, le marché du travail poursuivrait son amélioration, avec une décrue du taux de chômage à 7,9% de la population active.

En France et en Allemagne les taux de chômage se situeraient respectivement à 9% et 9,3%.

Au Japon, la situation de l'emploi augurerait de bien meilleures perspectives. De fait, l'indice de confiance des ménages atteindrait, cette année, son plus haut niveau. Ainsi, le taux de chômage serait estimé à 4%.

V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

V.1.2.1 Le pétrole

En 2006, les marchés pétroliers resteraient tendus. En moyenne annuelle, le prix du baril du Brent se situerait au-dessus de 60 dollars américains. Les aléas climatiques et la persistance des tensions géopolitiques (détérioration des relations entre l'Iran et la communauté internationale, instabilité en Irak et manifestation des rebelles au Nigeria) conforteraient cette hausse des cours.

Dans ce contexte, la demande mondiale progresserait de 1,8% à 85,1 mbj compte tenu de la persistance d'une croissance forte en Asie du sud, en Chine et en Amérique du Nord. Parallèlement, l'offre mondiale augmenterait de 1,7% à 84,7 mbj.

V.1.2.2 Les bois tropicaux

Selon l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), la morosité de la demande européenne se poursuivrait en 2006. Toutefois, les prix des bois tropicaux africains, aussi bien en grumes qu'en sciages, pourraient continuer de tirer profit du vif intérêt des clients sud-africains et de la fermeté des commandes en provenance d'Asie.

V.1.2.3 L'huile de palme

L'excédent d'offre n'augure pas d'un redressement rapide des cours sur le marché international de l'huile de palme. En effet, la production mondiale, en hausse de 3,1%, pourrait atteindre 34,282 millions de tonnes au cours de la campagne 2005-2006, face à une consommation estimée à 34,113 millions de tonnes, pour des stocks de fin de campagne projetés à 2,779 millions de tonnes.

V.1.2.4 Le caoutchouc naturel

Selon le cabinet The Economic Intelligence Unit (EIU), il est prévu un déficit de l'ordre de 50 000 tonnes à fin 2006. Dans ce contexte, les cours devraient se maintenir à un niveau soutenu.

V.1.2.5 Le café

Les perspectives d'évolution des cours du café en 2006 seraient tributaires de l'évolution des stocks. En effet, l'Organisation Internationale du Café (OIC) prévoit un quasi-équilibre entre la production et la consommation. Grâce aux prévisions favorables de récolte chez les deux premiers producteurs mondiaux (Brésil et Vietnam), la production mondiale est estimée à 118 millions de sacs pour la campagne 2005-2006.

V.1.2.6 Le cacao

Dans un contexte de campagne 2005-2006 excédentaire de 93 000 tonnes, aucune perspective de redressement n'est envisagée à court terme sur le marché du cacao. La production mondiale est annoncée à 3,398 millions de tonnes, en hausse de 7,5% en 2005-2006, contre une demande de 3,305 millions de tonnes (+1,7%).

V.1.2.7 Le manganèse

Les perspectives pour l'année 2006 seraient favorables en raison de la vigueur de la demande chinoise. Les prix demeureraient à des niveaux satisfaisants. De même, la production mondiale devrait s'inscrire à la hausse du fait de l'accroissement prévisible de la production gabonaise.

V.2. LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le Pétrole

L'activité de recherche devrait se poursuivre avec la réalisation de 26 forages d'exploration/appréciation, ainsi que l'acquisition de 771 km² de sismique 2D et 352 km² de sismique 3D.

La production pourrait se situer à 12,963 millions de tonnes, soit un repli de 2,6% par rapport à 2005 (13,305 millions de tonnes), en raison de l'épuisement naturel des puits.

Le prix moyen du baril du brut gabonais serait en hausse de 18,8%, ce qui le porterait à 60 dollars contre 50,49 dollars l'année précédente.

Le taux de change moyen passerait à 530 Fcfa contre 527,8 Fcfa, soit une appréciation de 0,4%.

Les sociétés pétrolières réduiraient leurs investissements en exploration qui se chiffrent à 360 milliards de Fcfa.

V.2.1.2 Le Manganèse

En 2006, la Comilog produirait 3 millions de tonnes de manganèse dans un contexte de bonne tenue de l'industrie sidérurgique mondiale, consécutive à la fermeté de la demande chinoise et des pays de l'Est. A cet effet, des investissements de 6 milliards de Fcfa sont prévus pour l'achat de nouveaux engins et la modernisation des équipements existants. De même, plus d'une soixantaine d'agents seront recrutés en 2006.

Par ailleurs, l'exploitation des mines de Franceville et d'Okondja par la Compagnie des trois rivières (CMTR), filiale de la société Brésilienne CVRD, est en phase d'évaluation et de recherche jusqu'à la fin de l'année 2006. La production escomptée se situerait entre un et deux millions de tonnes de minerai de manganèse par an pour un budget d'investissement de plus de trois milliards de dollars.

V.2.1.3 Le Bois

La non-attribution des permis forestiers d'exploitation et les difficultés d'évacuation du bois vont peser sur la production de grumes. Aussi, prévoit-on une baisse d'activité. Par ailleurs, les exportations reculeraient de 0,26%, à 1 550 000 m³, sous l'effet conjugué de la baisse de la production, de la non application de la levée du monopole de la SNBG et de la forte demande des industries de transformation du bois.

V.2.1.4 L'Agriculture

Le PADAP a démarré de manière timide, mais le projet présente de bonnes perspectives pour le développement de l'agriculture vivrière et maraîchère. Ainsi, l'IGAD prévoit la création de 217 nouvelles exploitations maraîchères, vivrières et d'élevage autour de six capitales provinciales. Cette situation se traduirait par l'amélioration de la production des produits maraîchers, vivriers et de la viande.

Pour ce qui est des cultures de rente, la filière cacao-café pourrait tirer profit de la reprise des achats par la Caisse café-cacao et particulièrement des conditions climatiques favorables observées en 2005.

Quant à l'hévéaculture, la forte demande mondiale de caoutchouc devrait tirer l'activité de SIAT Gabon. A cet effet, il est prévu en 2006 une production de 32 886 tonnes de caoutchouc humide pour 13 200 tonnes de caoutchouc usiné.

V.2.1.5 La Pêche

En 2006, le secteur Pêche pourrait améliorer ses performances suite au lancement du projet d'appui des pêches et de l'aquaculture (PSPA), sur financement de la BAD, à hauteur de 12,9 milliards de Fcfa. En effet, ce projet a pour but de porter la production annuelle de produits halieutiques à plus de 60 000 tonnes. Il bénéficierait à plus de 7 500 pêcheurs artisanaux, 500 aquaculteurs et 12 000 intervenants dans la filière.

V.2.1.6 La Production meunière et avicole

En 2006, la branche meunière et avicole maintiendrait ses performances. A cet effet, la production de farine se stabiliserait à 54 950 tonnes.

V.2.1.7 Les Huiles et corps gras

En 2006, SIAT Gabon produirait 40 354 tonnes de régimes de palme, 8 676 tonnes d'huile brute, 4 623 tonnes d'huile raffinée et 2 734 tonnes de savons, en raison de l'exploitation efficiente des plantations.

V.2.1.8 Le Sucre

Sucaf stabiliserait son activité en 2006 et compte ainsi atteindre une production totale de sucre de 23 094 tonnes.

V.2.1.9 Les Produits laitiers et les glaces

La production des yaourts et des jus de fruit devrait poursuivre sa croissance du fait de la conquête de nouveaux marchés dans la sous-région.

V.2.1.10 Les Boissons gazeuses et alcoolisées

Sobraga prévoit une légère amélioration de son activité, pour un chiffre d'affaires de 66,828 milliards de Fcfa. Par contre, au niveau des vins, Sovingab reste confrontée à la concurrence des boissons importées (Cameroun et Guinée Equatoriale).

V.2.1.11 L'Eau minérale

Soboleco stabiliserait son activité en 2006 et sa production se situerait à 100 194 hectolitres, sous l'effet de la bonne tenue de la demande locale et extérieure.

V.2.1.12 L'Industrie du tabac

L'activité de Sociga serait une fois de plus tributaire de la demande des pays de la CEMAC où l'on prévoit, en 2006, une stabilisation des exportations des scaferlatis et une légère amélioration de celles des cigarettes vers le Cameroun. En revanche, sur le plan domestique, les ventes seraient en baisse suite à l'arrêt de la fabrication de Dunhill, malgré le lancement de nouvelles marques.

V.2.1.13 Les Unités de transformation de bois

L'approvisionnement irrégulier des unités de transformation non intégrées verticalement, la non attribution de nouveaux permis et la mise en œuvre des plans d'aménagement pourraient induire un ralentissement de la production de ces unités.

V.2.1.14 Le Raffinage

En perspectives, Sogara prévoit une baisse d'activité en 2006 suite à l'arrêt prolongé de la production prévu de septembre à novembre, ce qui nécessiterait des importations de produits pétroliers raffinés. Un effort d'investissement appréciable de 35 milliards de Fcfa est prévu sur la période 2006-2008. Celui-ci porterait sur le renouvellement du reformeur et de la turbine à gaz, en vue de minimiser les arrêts techniques enregistrés précédemment.

V.2.1.15 Les Autres industries de transformation

V.2.1.15.1 La Chimie

En 2006, le chiffre d'affaires de la sous-branche peinture pourrait s'accroître, compte tenu du lancement de nouveaux produits et de nouveaux segments de ventes. Des exportations sont aussi envisagées au cours de la même période.

La hausse des prix et la signature du contrat de fabrication et de livraison des bidons avec le secteur agro-industriel induiraient une progression du chiffre d'affaires des lubrifiants qui s'élèverait à 7 milliards de Fcfa.

Par ailleurs, un investissement d'environ 200 millions de Fcfa est prévu pour l'acquisition du matériel roulant et de bureau et la réhabilitation des unités de fabrication des emballages et des lubrifiants, du laboratoire et de l'outil informatique.

V.2.1.15.2 Le Ciment

La production de ciment atteindrait 290 000 tonnes en 2006, compte tenu de l'évolution à la hausse de la consommation du marché local et de la sous région. A cet effet, le chiffre d'affaires se situerait autour de 23 milliards de Fcfa.

V.2.1.16 La Seconde transformation des métaux

Le chiffre d'affaires généré par la vente de tôles pourrait atteindre 4,4 milliards de Fcfa en 2006, alors que celui de la chaudronnerie se situerait à 4,7 milliards de Fcfa, en raison d'une bonne maîtrise du marché et de la politique commerciale pratiquée.

V.2.1.17 Les Industries textiles

En 2006, l'activité des industries textiles pourrait tirer profit de l'activité des autres secteurs. Aussi, le chiffre d'affaires est-il prévu à 3,5 milliards de Fcfa.

V.2.1.18 L'Imprimerie, l'Edition et la Presse

V.2.1.18 1 L'Imprimerie

L'imprimerie compte profiter des effets bénéfiques induits des élections législatives en 2006. Aussi, le chiffre d'affaires avoisinerait 7,050 milliards de Fcfa. Il est également prévu le renouvellement des équipements estimés à 743

millions de Fcfa sur la même période. La mise en œuvre d'une politique de formation du personnel suivie de remplacement participerait à l'amélioration de la productivité du personnel.

V.2.1.18.2 L'Édition et la Presse

En 2006, le chiffre d'affaires se situerait à 2,954 milliards de Fcfa suite au renouvellement du matériel productif effectué en 2005.

V.2.1.19 Le Transport terrestre

La restructuration de la Société Gabonaise de Transport (SOGATRA), conjuguée à la réfection du réseau routier urbain et interurbain entraînerait une amélioration de l'activité du transport terrestre, soit une hausse de 18% du chiffre d'affaires qui s'établirait à 7,878 milliards de Fcfa. Par ailleurs, la valeur ajoutée serait portée à 3,309 milliards de Fcfa.

V.2.1.20 Le Transport ferroviaire

La poursuite de l'embellie du secteur sidérurgique devrait contribuer au relèvement du volume de manganèse transporté par voie ferrée. Celui-ci s'établirait à 2 970 372 tonnes contre 2 842 462 tonnes en 2005.

Le volume de clinker transporté devrait continuer sa baisse, se situant à 21 509 tonnes contre 21 529 tonnes en 2005. Le volume de grumes serait en hausse de 2,09%. De même, le nombre de voyageurs croîtrait de 1,9%.

L'embellie du trafic ferroviaire en 2006 induirait un chiffre d'affaires de 34,637 milliards de Fcfa, soit une augmentation de 7% ; la valeur ajoutée devrait s'établir à 21,820 milliards de Fcfa.

Au titre des investissements, Setrag a prévu une enveloppe de 6 milliards de Fcfa pour l'achat d'engins d'entretien de la voie ferroviaire.

V.2.1.21 Le Transport aérien

En 2006, la liquidation de la Compagnie Nationale Air Gabon et le début effectif des prestations d'Air Gabon International devraient permettre de relever le niveau d'activité du secteur.

Le nombre de mouvements des avions commerciaux devrait fléchir de 1,3%. Par ailleurs, le nombre de voyageurs atteindrait 650 000 passagers, soit une augmentation de 2,3%.

Le fret devrait continuer sa progression pour se situer à 15 309 tonnes. Le chiffre d'affaires des compagnies s'élèverait à 47,770 milliards de Fcfa.

V.2.1.22 Le Transport maritime et fluvial

Port d'Owendo

En 2006, l'activité au port d'Owendo remonterait du fait de la tendance haussière des exportations de manganèse et des importations diverses. Ainsi, le volume de marchandises manipulées se chiffrerait à 6 104 625 tonnes, en hausse de 6,7% par rapport à 2005.

Port de Port-Gentil

La stabilité des exportations de pétrole, combinée à la hausse de 3,1% des autres marchandises, à 1,190 million de tonnes, aurait pour conséquence un relèvement du volume global des marchandises manipulées au port de Port-Gentil.

V.2.1.23 Les auxiliaires de transport

La relance des activités à l'aéroport de Libreville et l'intensification des échanges au port d'Owendo auraient pour effet d'accroître le volume des affaires des auxiliaires de transport qui exercent principalement leurs activités dans les différents ports et aéroports du pays.

V.2.1.24 Les Télécommunications

Le nombre d'abonnés au téléphone fixe baisserait à 30 023 en 2006. A l'inverse, le dynamisme de la téléphonie mobile se poursuivrait, suite aux politiques d'extension. Le nombre d'abonnés se chiffrerait ainsi à 825 981, soit une croissance de 22,4%. S'agissant des abonnés de TV SAT, leur nombre stagnerait à 2 000 en 2006.

Les sociétés de la téléphonie mobile doubleraient le montant de leurs investissements en 2006. Ainsi, elles consacraient environ 55 milliards de Fcfa pour l'amélioration et l'extension du réseau dans les différentes localités du pays.

V.2.1.25 L'Hotellerie, la restauration et le tourisme

D'une manière générale, il est prévu une légère amélioration de l'activité du secteur « Hôtellerie, restaurant et tourisme » en 2006. Ainsi, le chiffre d'affaires se situerait à 15,5 milliards de Fcfa. Parallèlement, le taux d'occupation s'élèverait à 52%. Outre l'organisation des séminaires, plusieurs autres facteurs expliqueraient cette situation, notamment :

- la relance des activités de l'hôtel Rapontchombo, repris par le Groupe Accord ;
- la poursuite des investissements de renouvellement et d'équipement ;

- le lancement des travaux de la fête nationale du 17 août à l'Estuaire ;
- la poursuite de l'action gouvernementale dans la revalorisation de l'écotourisme et l'exploitation des treize parcs nationaux.

V.2.1.26 Les Services rendus aux entreprises

Au cours de l'année 2006, le niveau de l'activité des services rendus aux entreprises connaîtrait une relative stabilité avec un chiffre d'affaires qui passerait à 68 milliards de Fcfa, soit une hausse de 2%.

V.2.1.27 Les Services rendus aux particuliers

Avec la création de la loterie sportive et l'augmentation du nombre de salles de jeux et des machines à sous, ainsi que la forte croissance attendue dans les structures médicales, le chiffre d'affaires consolidé de la sous-branche devrait se situer à 15,16 milliards de Fcfa en 2006.

V.2.1.28 Les Services immobiliers

La poursuite de la construction de l'habitat socio-économique et les ventes de parcelles devraient permettre un raffermissement de l'activité des services immobiliers en 2006.

V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2006-2007

V.2.2 1. Les principales hypothèses

La situation économique du Gabon serait marquée par une conjoncture internationale favorable renforcée par la hausse prévue du cours du dollar et du prix du baril de pétrole sur la période de 2006-2007 (cf. tableau des principales hypothèses).

Au plan interne, la politique du Gouvernement se caractériserait par la mise en œuvre des premières actions initiées dans le cadre du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR). En outre, cette politique devrait tenir compte de l'assainissement des finances publiques et des réformes structurelles en vue du renforcement de la croissance du secteur hors pétrole.

Tableau des principales hypothèses

	2005	2006	2007
Production pétrolière (milliers de tonnes)	13 305	12 963	12 542
Exportation manganèse (milliers de tonnes)	2 885	3 000	3 300
Exportation grumes (milliers de mètres cube)	1 593	1 572	1 587
Prix du baril de pétrole (en dollars US)	50,49	60,0	60,03
Taux de change du dollar (en Fcfa)	527,8	530,0	530,0
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	122,8	124,6	124,6

Source : DGE

V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2006 et 2007

La dynamique de l'activité amorcée l'année dernière devrait connaître un ralentissement en 2006. Le produit intérieur brut en volume s'accroîtrait de 2,2% en 2006 et de 2,5% en 2007.

En 2006, la croissance de la production réelle s'expliquerait essentiellement par la fermeté de la quasi-totalité des branches du secteur hors pétrole, malgré la baisse prévue dans les branches raffinage et exploitation forestière. Toutefois, le recul de la production pétrolière contribuerait au ralentissement des performances globales de l'économie.

En 2007, l'évolution de la croissance proviendrait du maintien des performances des activités du secteur hors pétrole. La production du secteur pétrolier fléchirait par contre de 3,2%.

Prévisions du PIB par secteur aux prix de 1991

(En pourcentage)	2006/2005	2007/2006
Produit intérieur brut	2,2	2,5
PIB marchand	2,1	2,4
Secteur primaire	-0,8	-0,6
Agriculture, élevage, pêche	3,5	3,7
Exploitation forestière	-3,1	2,2
Pétrole brut	-2,6	-3,2
Mines	9,3	10,0
Secteur secondaire	3,2	3,9
Industries agro- al, boissons	4,4	4,3
Industrie du bois	9,5	9,8
Autres industries	4,5	3,2
Raffinage	-5,2	3,0
Electricité, Eau	4,2	4,4
BTP	6,6	4,8
Services pétroliers	1,1	0,0
Secteur tertiaire	4,0	4,2
Transports & Communie	3,1	3,3
Services	5,0	4,8
Commerce	3,7	4,4
DTI et TVA	2,6	3,7
Banques et assurances	2,6	2,5
Services non marchands	3,2	3,4

Source : DGE

V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2006 et 2007

Du point de vue de la demande, l'activité économique serait soutenue par la demande intérieure sur les deux années. Celle-ci bénéficierait de l'augmentation continue des investissements publics et privés, ainsi que du maintien de la consommation totale.

L'évolution à la hausse des dépenses en capital serait imputable à la croissance des investissements des administrations et du secteur hors pétrole, en raison notamment de ceux attendus dans le secteur minier.

L'accroissement de la consommation totale à 4,8% sur la période 2005-2006 et 3,9% en 2006-2007 s'expliquerait par le relèvement continu de la consommation des ménages, malgré la décélération de la consommation des administrations publiques en 2007. L'amélioration du marché de l'emploi et les effets positifs des réformes structurelles pourraient consolider le dynamisme de la consommation des ménages, dans un contexte de maîtrise de l'inflation.

La demande extérieure, quant à elle, montrerait des signes d'essoufflement en 2006 du fait de la baisse de la production pétrolière, nonobstant la hausse des exportations de manganèse.

V. 2.2.4 Les prévisions du budget

En 2006, les prévisions budgétaires prennent en compte à la fois l'évolution favorable de l'environnement économique international et la poursuite, au plan interne, de la politique d'optimisation des recettes, de la maîtrise de la dépense publique et de l'allègement de la dette.

V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales (dons inclus) s'établiraient à 1625,2 milliards de Fcfa en 2006 contre 1362,2 milliards en 2005. Cet accroissement proviendrait de la bonne tenue des secteurs pétrole et hors pétrole.

Les recettes pétrolières, estimées à 1057,7 milliards de Fcfa, seraient en augmentation de 26,6% par rapport aux réalisations de 2005, en raison de la hausse des redevances pétrolières et de l'amélioration du rendement des contrats de partage de production.

Les recettes hors pétrole progresseraient de 7,1% en 2006, grâce au renforcement des mesures visant l'optimisation des recettes du secteur.

Prévisions des recettes de l'Etat

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	2005	2006	06/05
Recettes pétrolières	835,5	1057,7	26,6%
Recettes hors pétrole	525,0	562,2	7,1%
Dons	2,0	5,3	165,0%
Total des recettes et dons	1362,2	1625,2	19,3%

Source : Ministère de l'Economie, des Finance, du Budget et de la Privatisation.

V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)

En 2006, les dépenses publiques seraient en hausse de 14,1%, pour atteindre 918,2 milliards de Fcfa contre 804,5 milliards en 2005. Ce relèvement s'expliquerait par l'accroissement substantiel des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

L'augmentation des dépenses courantes résulterait de la croissance des transferts et interventions, d'une part, et des salaires et traitements, d'autre part.

La progression des transferts et interventions serait notamment liée à la prise en compte de la budgétisation de la subvention implicite aux produits raffinés et à la forte pression observée sur les dépenses des bourses et des pensions. Le renforcement de la masse salariale proviendrait des glissements catégoriels, ainsi que des nouveaux recrutements dans les secteurs de la Santé, de l'Education et de la Sécurité.

L'expansion de 29,0% des dépenses en capital procéderait des réalisations attendues d'importants projets d'investissement dans les secteurs productifs de la Santé, de l'Education, des infrastructures de base et des équipements de transport (routes, ports et aéroports).

Prévisions des dépenses de l'Etat

<i>(En milliards de Fcfa)</i>	2005	2006	06/05
Fonctionnement	591,1	672,0	13,7%
Salaires	228,0	241,0	5,7%
Biens et Services	155,2	156,8	1,0%
Transferts et Subventions	207,9	274,2	31,9%
Investissements	155,0	200,0	29,0%
Ressources propres	146,1	190,0	30,0%
Financements extérieurs (Finex)	8,9	10,0	12,4%
Prêts nets	5,0	0,0	-
Coût de restructuration	0,0	0,0	-
Fonds spéciaux (y.c. FER)	53,4	46,2	-13,5%
Total des dépenses	804,5	918,2	14,1%

Source : Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation

V.2.2.4.3 La dette publique

En 2006, le service prévisionnel de la dette publique DGCP serait en retrait de 16,1% par rapport à l'année précédente. Cette évolution serait due essentiellement au reflux de 54,2% du service de la dette intérieure, suite à la stratégie de la gestion de la dette publique basée sur le respect ferme des engagements envers les créanciers.

En 2006, le poids de la dette demeurerait important en dépit des efforts consentis par le Gouvernement pour en réduire le stock.

Prévision du service de la dette publique (DGCP)

(En milliards de Fcfa)	2004	2005	2006	06/05
Dettes extérieures	238,5	322,5	318,6	-1,2%
Intérêt	54,6	108,7	100,5	-7,5%
Principal	183,9	213,8	218,1	2,0%
Arriérés				
Dettes intérieures	71,1	126,4	57,9	-54,2%
Intérêt	9,1	5,6	3,5	-37,5%
Principal	62,0	120,8	54,4	-55,0%
Arriérés				
Total	309,6	448,9	376,5	-16,1%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2006, le solde global de la balance des paiements devrait s'améliorer davantage, grâce à la forte augmentation des transactions courantes.

V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le solde de la balance courante serait en hausse de 22,3% sous l'impulsion de l'excédent commercial, nonobstant la dégradation du solde de la balance des services et des revenus.

La balance commerciale

Le solde prévisionnel de la balance commerciale s'accroîtrait de 20,3%, du fait de la bonne tenue des exportations en valeur.

La balance des services et des revenus

Le solde déficitaire de la balance des services et des revenus s'aggraverait de 20,3%, en liaison avec la hausse de la rémunération des capitaux privés étrangers.

V.2.2.5.2. La balance des capitaux

En 2006, le déficit de la balance des capitaux se réduirait de 2,8% en raison du niveau appréciable du déficit des capitaux à court et moyen terme, suite à l'augmentation de 39,9% des investissements directs et de portefeuille reçus de l'étranger.

V.2.2.6. L'emploi, les salaires et les prix

En dépit de la décélération de l'activité économique en 2006, l'emploi dans le secteur moderne connaîtrait une légère amélioration grâce à la politique de diversification de l'économie engagée par le Gouvernement.

En effet, l'emploi dans les sociétés bénéficierait du dynamisme du secteur hors pétrole, encouragé par la prise en compte des réformes structurelles orientées vers la promotion du secteur privé, l'accélération de la restructuration des entreprises publiques et la bonne gouvernance.

Les recrutements dans les secteurs de la Santé, de l'Education, de la Sécurité et de la Défense contribueraient à la hausse des effectifs de l'Etat.

Malgré les efforts en matière d'emploi soulignés ci-dessus, le taux de chômage resterait à un niveau élevé.

Compte tenu de l'évolution de l'activité en 2006, la masse salariale des sociétés privées poursuivrait sa progression. Celle de l'Etat s'accroîtrait de 5,6%, selon les prévisions budgétaires de la loi de finances rectificative 2006.

En 2006 et 2007, l'indice des prix à la consommation des ménages retrouverait sa tendance habituelle, avec un taux d'inflation qui pourrait atteindre 1,8% en 2006 et 1,9% en 2007.

V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

La politique économique du gouvernement, en 2006, devrait tenir compte non seulement des contraintes extérieures mais également de l'objectif de diversification de l'économie. Elle reposerait, ainsi, sur la stricte application des mesures contenues dans la loi de finances 2006.

De ce fait, les rubriques suivantes seront considérées comme prioritaires : la politique budgétaire, les réformes structurelles et les politiques sectorielles.

V.3.1 La politique budgétaire

La mobilisation des ressources

Pour se démarquer de la dépendance du secteur pétrolier, le gouvernement mise sur le secteur hors pétrole compétitif. Celui-ci a l'avantage de garantir à l'Etat des revenus permanents. A cet effet, le gouvernement élaborerait une stratégie

nationale de mobilisation des recettes de l'Etat. Celle-ci s'appuierait notamment sur :

- la mise en place d'un comité de prévision et de suivi de l'exécution des recettes ;
- l'amélioration du code des contributions directes et indirectes et celui de l'enregistrement, des domaines et du timbre ;
- l'amélioration de la transparence budgétaire en matière de comptabilisation des recettes de l'Etat.

La maîtrise des dépenses

La discipline budgétaire reste un impératif au regard de la tendance baissière des ressources de l'Etat et de la volatilité des prix du pétrole.

Par conséquent, la maîtrise des dépenses de fonctionnement se ferait sur la solde permanente, les services d'utilité publique et de communication, les bourses, les pensions, les dépenses de sécurité et de souveraineté.

La maîtrise des dépenses liées à la Solde permanente s'appuierait sur :

- la mise en place des différentes applications informatiques de gestion des agents publics afin de prévenir le cumul des rémunérations et de mieux gérer l'historique de recrutement, la mobilité des personnels entre différentes entités administratives ;
- la résorption différentielle de la prime exceptionnelle avec une indemnisation à la solde de base pour les agents rémunérés à la solde indiciaire et la résorption totale pour les agents ayant atteints le dernier indice du grade supérieur ainsi que ceux rémunérés en solde forfaitaire globale ;
- la gestion rationnelle de l'affectation et de la présence effective au service des agents de l'Etat ;
- le strict respect de la mise en retraite ;
- la révision de l'article 6 du décret 589/PR/MFPRA/MFEBP du 11 juin 1997 afin de ramener l'ensemble des indemnités de fonction à la première colonne et de supprimer sa progression selon l'ancienne classification.

Les Biens et Services connaissent une augmentation de 5,9% en moyenne, en raison de la mise en service des édifices publics construits dans le cadre des fêtes tournantes du 17 août.

L'Etat poursuivrait sa politique de maîtrise de charges de consommation de téléphone, d'eau et d'électricité

Les dépenses de transferts et subventions concernent essentiellement les bourses et pensions. Elles augmenteraient légèrement entre 2006 et 2008 en raison de la forte pression exercée sur ce poste.

La gestion de la dette publique

Malgré un stock évalué à 53,3% du PIB au 31 décembre 2004, en dessous de la norme du FMI (70% du PIB), retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale, la nouvelle politique de gestion de la dette devrait désormais reposer sur :

- la réorientation de la politique des nouveaux financements extérieurs ;
- la recherche d'un allègement du stock ;
- la conversion de certaines créances en projets de développement.

Pour ce qui est de la dette intérieure, l'Etat compte honorer les engagements pris dans le cadre du Club de Libreville.

V.3.2 Les réformes structurelles

Pour l'année 2006, un accent particulier sera mis sur le développement et la promotion du secteur productif, ainsi que la poursuite du programme de restructuration des entreprises publiques.

Le développement du secteur privé

En 2006, l'objectif de résorption du chômage et la nécessité de soutenir la croissance économique amèneraient le gouvernement à agir principalement sur le secteur financier, à travers notamment :

- le développement de la micro finance. La cellule nationale de micro finance aura la charge de l'encadrement des établissements de micro finance ;
- la promotion des investissements privés. Pour y parvenir le gouvernement compte mettre en place un environnement favorable au développement des affaires et à la promotion des investissements. Toutefois, il s'appuierait sur les recommandations de l'étude menée par le Service-Conseil pour Investissement Etranger et portant sur le diagnostic du climat des investissements au Gabon.

La restructuration des entreprises publiques

Pour l'année 2006, trois entreprises sont concernées par le programme de restructuration/privatisation des entreprises publiques. Il s'agit de Gabon Poste, Gabon Télécom et Air Gabon.

Après la décision de liquidation de Gabon Poste et la création d'une nouvelle structure, le gouvernement désignera un liquidateur et définira des politiques fonctionnelles touchant aux aspects commerciaux et financiers, aux ressources humaines et à la gestion.

Pour ce qui est de Gabon Télécom, l'Etat se propose de céder 51% de parts de cette entité économique.

S'agissant d'Air Gabon, l'action du gouvernement porterait sur la liquidation de cette entreprise et le choix d'un partenaire stratégique.

V.3.3 La politique sociale

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale constitue l'une des priorités du gouvernement. Dans ce domaine, des actions seraient axées sur l'éducation, la santé publique et la protection sociale.

L'éducation

Pour pallier les nombreux dysfonctionnements constatés dans ce secteur, notamment les effectifs pléthoriques, l'insuffisance de personnels enseignants, l'action du gouvernement porterait sur :

- la gestion des carrières et la formation. Dans le primaire, cette formation se fera suivant les besoins manifestés par les délégations académiques, tandis que dans le secondaire celle-ci sera axée sur les disciplines qui accusent un fort déficit en enseignants ;

- la construction de nouveaux établissements et la transformation de collèges en lycées dans les centres urbains à forte concentration humaine.

La Santé

En 2006, la préoccupation du gouvernement dans le domaine de la santé serait de prendre en compte les recommandations des états généraux de la santé, tenus en 2005. Ainsi, l'action du gouvernement viserait, d'une part, la mise en place d'un régime général d'assurance maladie et l'accès de l'ensemble de la population aux soins de santé, d'autre part, la formation des professionnels de la santé.

La protection sociale

Dans le but de la mise en place d'une assurance-maladie, le gouvernement compte poursuivre la restructuration des institutions chargées de la sécurité sociale.

Par ailleurs, il procéderait à la refonte du régime de pensions retraite. Celle-ci passerait par le réexamen de l'âge d'entrée en jouissance de certains régimes, la suppression de l'allocation provisoire d'attente de régimes spéciaux, l'augmentation du taux de cotisation.

V.3.4 Les politiques sectorielles

Les secteurs forêt et environnement, pêche et aquaculture, exploitation du sous-sol, agriculture, tourisme et infrastructures routières ont été retenus comme secteurs prioritaires par le gouvernement.

La Forêt et l'Environnement

Au niveau de la forêt, l'ampleur des difficultés emmènera le gouvernement à mettre en place des réformes.

S'agissant de l'environnement, la prévention de la dégradation de celui-ci se trouve au centre des préoccupations gouvernementales.

Sur le plan de la lutte contre la pollution, le gouvernement dictera des orientations relatives à l'utilisation de l'essence sans plomb.

La Pêche et l'Aquaculture

L'action des pouvoirs publics dans ce domaine viserait la création d'emplois, la sécurité alimentaire, la réappropriation progressive du secteur par des professionnels gabonais.

L'Exploitation du sous-sol

Les efforts du gouvernement dans ce secteur vont vers l'amélioration de l'environnement juridique, dans le but de promouvoir ou de sécuriser les investissements.

L'Agriculture

La nouvelle politique de relance du secteur permettrait non seulement de combler le gap entre la progression alimentaire de 1,4% et la croissance démographique (2,5%), mais aussi d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire.

Le gouvernement mettrait un accent particulier sur :

- l'encadrement institutionnel, à travers la réouverture de l'école nationale de développement rural et la redéfinition des missions de l'office national de développement rural ;
- l'encadrement technique. Celui-ci passe par l'extension des cultures maraîchères aux autres localités du pays, la réhabilitation du CIAM et la promotion des initiatives privées.

Le Tourisme

A travers le conseil national des parcs nationaux, le gouvernement compte valoriser les 13 parcs nationaux en les dotant d'un plan de gestion.

Par ailleurs, afin de profiter du potentiel économique des parcs nationaux, la politique du gouvernement en matière de tourisme s'articulerait autour de la gestion effective des parcs nationaux, la construction des infrastructures de base, la formation des différents intervenants de la filière, la promotion d'un environnement juridique propice aux investissements privés.

Les infrastructures routières

Dans ce domaine, les activités tourneraient autour de l'entretien, de la sauvegarde et de la protection du réseau routier, d'une part, et de la poursuite du programme d'aménagement du réseau routier (PARR), d'autre part.

Au cours des années à venir, le PARR vise à relier les axes nord-sud et est-ouest, tout en assurant des liaisons transfrontalières avec les pays limitrophes.

C O N C L U S I O N

L'environnement économique mondial au cours de l'année 2006 serait marqué par une inflexion de l'activité influencée par une décélération aux Etats-Unis. La tendance haussière de l'Economie de la zone euro et du Japon compenserait faiblement cette évolution.

En dépit de sa bonne tenue, l'activité mondiale resterait confrontée à la hausse des prix du pétrole, mais aussi au climat géopolitique difficile et aux déséquilibres financiers entre les différentes zones économiques.

La croissance dans de nombreux pays en développement et en transition se situerait nettement au delà de la moyenne mondiale.

La persistance des risques inflationnistes soutenus par le maintien d'un prix de baril de pétrole élevé amènerait les gouvernements à poursuivre le resserrement monétaire tout en ménageant la croissance économique.

La croissance économique du continent africain continuerait d'être robuste, en se situant au dessus de 5 pour cent. Toutefois, il faudrait souligner que cette performance resterait maintenue par la hausse des cours d'exportation des matières premières qui pourrait s'avérer non durable à long terme.

Au plan national, le repli prévisible de la production pétrolière en volume se solderait par un recul de la valeur ajoutée pétrolière. Cette évolution devrait se traduire par une décélération du produit intérieur brut réel à 2,2%, en dépit de la vigueur du secteur hors pétrole.

Au niveau sectoriel, un dynamisme devrait être observé dans le tertiaire et le secondaire, tandis que le primaire enregistrerait un relatif retrait.

L'activité reposerait essentiellement sur une dynamique interne, tandis que la demande extérieure fléchirait du fait d'un reflux des exportations et d'un relèvement des importations.

En 2006, les prévisions budgétaires s'inscriraient dans le cadre d'une évolution favorable de l'environnement économique international et la poursuite, au plan interne, de la politique d'optimisation des recettes, de la maîtrise de la dépense publique et de l'allègement de la dette.

Par ailleurs, les comptes extérieurs devraient enregistrer des résultats appréciables. Ceux-ci se traduiraient par une amélioration du solde global de la balance des paiements, grâce à la forte augmentation des transactions courantes.

La politique du gouvernement en 2006 devrait se référer aux contraintes extérieures tout en poursuivant l'objectif d'une croissance saine et durable, par la diversification de la base productive et l'assainissement des finances publiques, dans un contexte de baisse tendancielle de la production pétrolière. Dans le même temps, la solidarité nationale et la lutte contre la pauvreté constitueraient la trame de sa politique sociale.

A N N E X E S

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
PIB aux prix de 1991	1 477	1 536	1 592	1 671	1 732	1 832	1 895	1 726	1 693	1 730	1 725	1 768	1 791,6	1 845,7
Pétrole	447	483	547	575	582	573	547	483	421	398	388	415	416,3	510,9
Hors Pétrole	1031	1053	1046	1096	1150	1259	1348	1243	1272	1332	1337	1353	1 375,3	1434,8
PIB aux prix courant	1 480	1531	2 327	2 475	2 913	3 109	2 645	2 871	3 608	3 455	3 437	3 519	3 792,1	4570,9
Pétrole	425	438	911	970	1 279	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,3	2028,9
Hors Pétrole	1 055	1 093	1 416	1 505	1 634	1 835	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2 135,8	2254,6
Déflateur du PIB	1	1	1,4	1,5	1,7	1,7	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5
Indices des prix à la consommation	287	289	393	431	444	454	466	465	467	477	478	488	490	490
Variation annuelle (en %)	-10,8	0,5	36,1	9,6	3,1	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2
Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)														
Exportations fob	598	659	1 324	1 362	1 706	1 770	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2 150,9	2 958,9
Pétrole	488	503	1 019	1 063	1 334	1 378	845	1 124	1 891	1 511	1 430,1	1 549,2	1 822,2	2472
Importations fob	235	293	421	440	492	602	686	561	568	621	651,7	605,9	642,2	716,0
Budget (en milliards de Fcfa)														
Recettes totales	373,4	350,9	544,6	726,8	755,1	1 030	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1 113,6	1 362,2
Recettes pétrolières	157	157	323,5	436,9	449,1	644	498	369	814	753	609	570	600	835,2
Recettes non pétrolières	216,5	193,6	221,1	289,9	306,0	386	414	445	393	421	480	479	513,6	527
Dépenses totales	418,4	438	592,6	654	676,4	980,2	1 281,6	779,5	786	1 062,9	969,1	789,9	827,1	933,7
Dépenses courantes	339,4	360	462,6	515,2	522,1	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9	720,3
Dépenses d'équipement	79	78	130	138,8	154,3	350	363	119	105	164	137	131	160	155
Monnaie et crédit														
Avoirs intérieurs nets	249	279	253	329	315	366	496	660	507	723	695	665	636	
Crédits intérieurs	349	409	396	455	440	500	668	647	495	715	707	674	541,7	482
Créances nettes sur l'Etat	131	230	220	237	225	194	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3
Créances au secteur privé	218	179	177	218	214	306	365	357	401	472	508	466	422,7	464,7
Avoirs extérieurs nets	-8	-42,2	72,5	28	106	103	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5
Vitesse de circulation de la monnaie	4,29	4,5	4,25	4,15	3,86	0,11	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3
Taux de pression fiscale	23,6	23,2	25,3	33,8	30	33,1	34,5	28,3	33,5	34	31,7	29,8	29,4	29,8

REPARTITION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTEE A PRIX COURANTS

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(en milliards de Fcfa)													
Produit intérieur brut	1 531	2 327	2 475	2 475	3 109	2 645	2 871	3 606	3 454	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9
PIB marchand	1 330	2 101	2 240	2 240	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5
Secteur primaire	593	1 172	1 220	1 220	1 552	962	1 311	1 973	1 660	1 627	1 700	1 963,4	2 653,9
Agriculture, Elevage, Pêche	98	116	124	124	132	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7
Exploitation forestière	32	96	75	75	92	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7
Pétrole brut	438	911	970	970	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4
Mines	25	49	52	52	53	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1
Secteur secondaire	230	264	275	275	341	365	300	281	334	359	344	347,3	374,0
Industries agro-alimentaire, boissons	43	45	43	43	40	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3
Industries du bois	8	12	13	13	15	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4
Autres industries	46	53	57	57	82	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4
Raffinage	12	5	13	13	9	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1
Electricité, Eau	33	34	35	35	36	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7
BTP	64	84	93	93	152	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6
Recherche, services pétroliers	25	32	22	22	7	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5
Secteur tertiaire	507	665	745	745	958	1 040	972	1 062	1 167	1 158	1 173	1 183,2	1 242,6
Transports et communications	109	134	130	130	164	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4
Services	174	210	265	265	322	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0
Commerce	147	224	222	222	232	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3
DTI et TVA	67	83	116	116	215	236	181	247	255	239	251	257,2	260,1
Services bancaires, assurances	11	15	12	12	24	19	18	19	19	20	21	20,2	20,8
Services non marchands	201	226	235	235	259	278	288	291	293	293	302	298,2	300,4

TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en pourcentage)	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produit intérieur brut	4,0	3,7	5,0	3,6	5,7	3,5	-8,9	-1,9	2,2	-0,2	2,5	1,4	3,0
PIB marchand	4,7	3,5	5,5	3,7	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1
Secteur primaire	6,6	10,7	5,1	0,8	-0,8	-2,1	-11,3	-8,9	-3,0	-2,8	5,4	1,6	0,5
Agriculture, Elevage, Pêche	1,9	-0,1	-1,7	1,2	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2
Exploitation forestière	17,1	5,9	0,0	0,0	29,4	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8
Pétrole brut	8,1	13,2	5,2	1,3	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3
Mines	-8,6	10,5	32,0	-6,4	-6,3	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	23	11,9
Secteur secondaire	4,4	-0,3	1,7	11,3	17,5	9,8	-12,8	-3,2	10,3	6,1	0,9	0,9	4,6
Industries agro-alimentaires, boissons	-0,5	-5,6	-1,7	4,6	0,0	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0
Industries du bois	5,3	-45,0	3,0	5,9	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7
Autres industries	-2,7	1,4	4,1	17,9	18,1	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7
Raffinage	18,2	9,6	35,1	74,0	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6
Electricité, Eau	5,2	9,0	-0,3	-4,3	6,0	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5
BTP	7,9	1,4	6,9	10,5	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0
Recherche, services pétroliers	9,4	-4,7	-28,8	-28,5	-16,8	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5
Secteur tertiaire	2,4	-4,0	8,0	4,6	9,8	6,3	-8,6	5,8	4,2	-0,9	0,7	1,2	4,7
Transports et télécommunications	1,9	-2,8	-1,4	4,8	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5
Services	4,2	-2,7	14,3	4,1	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8
Commerce	2,6	-3,7	9,4	-4,3	1,1	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1
DTI et TVA	-1,6	-17,5	7,0	22,8	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4
Services bancaires, assurances	-0,9	41,9	-8,7	31,6	18,4	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9
Services non marchands	-0,8	4,9	0,7	3,0	4,7	6,3	3,5	0,3	0,3	-0,4	2,5	2,0	2,5

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Production	14 671	14 654	15 569	17 357	18 246	18 277	18 462	17 570	15 586	13 500	12 890	12 563	13 432	13 483	13 300
Exportations	14 450	13 943	14 545	16 201	16 770	17 363	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732	12 490
Prix moyen du Brent (dollar US/barril)	ND	ND	ND	ND	17	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/barril)	ND	ND	ND	ND	ND	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49
Taux de change moyen (Fofa/dollar US)	282	268	282	514	498	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUCTION															
Okoumé/Ozigo	820	1 015	1 459	1 667	1 842	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	950
Bois divers	430	400	400	460	546	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 486	1 329
TOTAL	1 250	1 415	1 859	2 127	2 388	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563	2 279
EXPORTATIONS															
Okoumé/Ozigo	955	853	1 479	1 482	1 711	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	813
Bois divers	373	363	356	423	508	444	681	690	718	856	790	684	607	674	779
TOTAL	1 328	1 216	1 835	1 905	2 219	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 522	1 592

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
PRODUCTION	1 621	1 556	1 291	1 436	1 929	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753
EXPORTATIONS	1 816	1 551	1 460	1 366	1 852	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491	2 887
VENTES	1 296	1 455	1 665	1 691	2 010	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885
Prix de vente (en Fofa/Tonne)	36 111	29 003	23 363	38 025	34 826	36 625	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515	75 000

L'industrie du Bois

Le déroulage-contreplaqué

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	44 601	11 180	32 011
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	68 058	4 508	48 285

Les Sciages

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	29 028	25 877	625
1991	44 820	49 872	1 502
1992	34 109	23 448	ND
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34 100
2004	170 185	16 147	120 921
2005	229 687	20 197	166 089

Ont contribué à l'élaboration du TBE, Situation 2005, perspectives 2006-2007

DIRECTION GENERALE

Directeur Général : M. Paul BONGUE BOMA

Directeurs Généraux adjoints : Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA
M. Modeste MFA OBIANG

Assistants du Directeur Général : Mmes Arlette ANTIOPPE NGOUA
Amélie ANGUE MINKO
MM. Jean Louis MIHINDOU

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur : M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint : M. MOULOUNGUI Roger

Chargés d'Etudes : MM. Antoine KIKI

Yves MOUPEPE
LEYINDA KOKA NDOMBA
Célestin MEKAME OSSOUDA
Eric IKAPI

Mmes : Honorine RALOUGOU
Carla Marlène MATSANGA
Marie France NDAMANGANA
Hortense ALILA OKOUMBA
Annette Clarisse LEKOGO
Mélanie Flore KOUMBA
Lucienne YABINA MBANI
Natacha TSINGUI ép. MBENGUET MALAT

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur : M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Adjoint : M. André MEBIAME OWONO

Chargés d'Etudes : MM. Emmanuel OBAMBOU

Christian NDO
Jean de Dieu MOUSSODOU
Christophe LEKOUGH A OYOUOMI
Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

Mmes Cécile MAGANGA
Bertille ONGUINDA

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur : Mme Aurélie KASSAT

Directeur Adjoint : Jean Aimé Roger BOUSSAMBA

Chargés d'Etudes : MM. William MATHANGOYE
Raphaël MBA NANG

Mmes Bernadette BELLA OBAME

Catherine MEZENE M'EBANE
Arlette GOMBOMOYE

DIRECTION DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur : MME Juliette LOEMBA BAYONNE née NZIENGUI

Directeur Adjoint : M. Ghislain ILOUGOU

Chef de service : Blaise NDOUNOU YINDAS

Chargés d'Études : MM. Joseph TCHINGA

Félicien Farlane NGANI

Julien EVOUNA NDZIGUI

Sommaire

INTRODUCTION _____ **1**

I L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL _____ *Erreur ! Signet non défini.*

I.1. L'ECONOMIE MONDIALE en 2004 _____ *Erreur ! Signet non défini.*

I.2. l'évolution des cours des produits de base _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II L'activité nationale _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.1. les principaux produits d'exportation _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.1.1 Le pétrole _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.1.2 Le manganèse _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.1.3 Le bois _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.2. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.2.1 L'agriculture _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.2.2 L'élevage _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.2.3 La pêche _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3. LES INDUSTRIES _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.3.1 Le secteur agro-alimentaire _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3.2 Les industries du bois _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3.3 Le raffinage _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité _____ **Erreur ! Signet non défini.**

défini.

II.3.5 Les autres industries de transformation _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3.6 Les industries textiles _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.3.7 L'imprimerie, l'Édition et la Presse _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.4. BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.5.1 Le Transport terrestre. _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.5.2 Le Transport ferroviaire _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.5.3 Le Transport aérien _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.5.4 Le Transport maritime et fluvial _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.5.5 Les auxiliaires de transport _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.6. LES TELECOMMUNICATIONS _____ *Erreur ! Signet non défini.*

II.7. LE COMMERCE _____ Erreur ! Signet non défini.

II.8. L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME __ Erreur !
Signet non défini.

II.8.1 L'hôtellerie _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.8.2 La restauration _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.8.3 Le tourisme et les loisirs _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.9. AUTRES SERVICES _____ Erreur ! Signet non défini.

II.9.1 Les services rendus aux particuliers _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.9.2 Les services immobiliers _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.9.3 Les services rendus aux entreprises _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.10. les institutions financières _____ Erreur ! Signet non défini.

II.10.1 Les banques commerciales et de développement __ **Erreur ! Signet non défini.**

II.10.2 Les établissements financiers _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.10.3 Les Compagnies d'Assurances _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.10.4 Le Marché monétaire _____ **Erreur ! Signet non défini.**

II.10.5 Les organismes publics de refinancement __ **Erreur ! Signet non défini.**

II.11. LE POINT SUR LE PROGRAMME DE PRIVATISATION ____ Erreur !
Signet non défini.

III grandeurs macroeconomiques _____ *Erreur ! Signet non défini.*

III.1. le produit interieur brut _____ Erreur ! Signet non défini.

III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité _____ **Erreur ! Signet non défini.**

III.1.2 Le PIB par la demande _____ **Erreur ! Signet non défini.**

III.2. le budget De l'etat _____ Erreur ! Signet non défini.

III.2.1 L'équilibre budgétaire _____ 74

III.2.2 L'exécution du Budget _____ 75

III.3. la monnaie et le credit _____ Erreur ! Signet non défini.

III.3.1 Les ressources du système monétaire _____ **Erreur ! Signet non défini.**

III.3.2 Les contreparties des ressources _____ **Erreur ! Signet non défini.**

III.4. La balance des paiements en 2004 _____ Erreur ! Signet non défini.

III.4.1 La balance des transactions courantes _____ 83

III.4.2 La balance des capitaux _____ 84

III.4.3 La balance globale _____ 84

III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	__	Erreur ! Signet non défini.
III.5.1 L'emploi	_____	85
III.5.2 Le chômage	_____	87
III.5.3 Les salaires	_____	87
III.5.4 Les prix	_____	Erreur ! Signet non défini.

IV la politique économique du gouvernement en 2004 __ *Erreur ! Signet non défini.*

IV.1. La politique budgétaire _____ *Erreur ! Signet non défini.*

IV.2. Les reformes structurelles _____ *Erreur ! Signet non défini.*

IV.3. La politique sociale _____ *Erreur ! Signet non défini.*

IV.4. Les politiques sectorielles _____ *Erreur ! Signet non défini.*

IV.5. La politique monétaire _____ *Erreur ! Signet non défini.*

V perspectives 2005-2006 _____ *Erreur ! Signet non défini.*

V.1. La conjoncture mondiale en 2004-2005 _____ *Erreur ! Signet non défini.*

V.2. le contexte national _____ *Erreur ! Signet non défini.*

V.2.1 L'activité sectorielle _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.2.2 Prévisions macro-économiques 2005-2006 __ **Erreur ! Signet non défini.**

V.2.2.1 Les prévisions du PIB _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.2.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2005 et 2006 __ **Erreur ! Signet non défini.**

non défini.

V.2.2.3 Les prévisions du budget _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.2.2.4 La balance des paiements prévisionnelle **Erreur ! Signet non défini.**

V.2.2.5 L'emploi, les salaires et les prix _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.3. les perspectives de la politique économique du gouvernement en 2005

_____ *Erreur ! Signet non défini.*

V.3.1 La politique budgétaire _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.3.2 Les Reformes Structurelles _____ **Erreur ! Signet non défini.**

V.3.3 Politique Sociale (réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale) **Erreur !**

Signet non défini.

V.3.4 Les Politiques sectorielles _____ **Erreur ! Signet non défini.**

CONCLUSION

12

0

ANNEXES

121

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Situation 2005, perspectives 2006-2007